

Allocution prononcée par Fidel Castro Ruz, président du Conseil d'État de la République de Cuba, au Grand Amphithéâtre de l'Université centrale du Venezuela, le 3 février 1999

UNE RÉVOLUTION NE PEUT NAÎTRE QUE DE LA CULTURE ET DES IDÉES

Bref prologue de l'auteur

PROLOGUE DE L'AUTEUR AU LECTEUR ASSEZ AIMABLE ET PATIENT POUR ME LIRE

Le discours que j'ai prononcé voilà à peine un mois et demi, le 3 février 1999, au grand amphi de l'Université centrale du Venezuela, revêt pour moi une signification spéciale.

J'ignore combien de mortels auront vécu une expérience aussi singulière et unique que la mienne, cette après-midi-là.

Un jeune président venait, à la suite d'une victoire politique spectaculaire et soutenue par un océan de peuple, de prendre possession de sa nouvelle fonction à peine vingt-quatre heures plus tôt. Telle fut la raison de ma visite au Venezuela, aux côtés de nombreux autres invités. Et les autorités et les étudiants de l'Université citée plus haut s'entêtèrent à me faire prononcer une conférence, de celles qu'on appelle en Amérique latine magistrale, ce qualificatif ne pouvant que faire monter le rouge au front et l'angoisse chez celui qui, comme moi, n'est pas professeur universitaire et n'a rien appris d'autre que le modeste métier d'utiliser la parole pour transmettre ce qu'il pense à sa manière à lui et dans son propre style.

Mes hôtes ayant fini par vaincre ma sempiternelle résistance à ce genre d'aventure, j'accédai donc à cet engagement toujours risqué et invariablement délicat pour celui qui, venu comme un invité officiel, se retrouve dans un pays en pleine effervescence politique. J'étais aussi irrémissiblement contraint par la solidarité toujours invariable envers Cuba de ceux qui m'invitaient à prononcer cette conférence. J'avais déjà été à ce même endroit et je ne l'avais jamais oublié. J'avais l'impression de retrouver les mêmes personnes.

Ce n'est que presque sur le point de partir à l'Université que quelque chose me vint soudain à l'esprit : le temps passe sans que nous nous en rendions compte.

Il s'était écoulé exactement quarante ans et dix jours depuis le moment où j'avais eu le privilège de m'adresser aux étudiants dans ce même grand amphi de l'université vénézuélienne combative et prestigieuse, le 24 janvier 1959. J'étais arrivé au Venezuela la veille. On fêtait alors le premier anniversaire de la victoire populaire sur un gouvernement militaire autoritaire. La propre victoire révolutionnaire de Cuba ne datait que de trois semaines, le 1er janvier 1959. Une foule énorme m'attendit à l'aéroport et m'assiégea partout pendant toute la durée de ma visite, ce qui ne se différenciait en rien de l'expérience que j'avais vécue dans mon propre pays.

Je tente de me rappeler le plus exactement possible de ce qui se passait alors en moi. Que d'idées, de sentiments, d'émotions, nés de l'esprit et du cœur, se mêlaient en moi ! Pour évoquer ce tourbillon de souvenirs, il me faut recourir à la logique plutôt qu'à la mémoire.

J'avais alors trente-deux ans. Nous avons vaincu en vingt-quatre mois et treize jours une force de quatre-vingt mille hommes. Or, quand nous étions parvenus à nous réunir de nouveau après le grand revers essuyé par notre détachement de quatre-vingt-deux hommes, trois jours après notre débarquement, le 2 décembre 1956, nous n'avions plus que sept fusils !

C'est plein d'idées et de rêves, mais encore extrêmement inexpert, que j'avais participé, ce 23 janvier-là, à un meeting gigantesque sur la place du Silence. Le lendemain, j'avais visité l'Université nationale, bastion de l'intelligence, de la rébellion et de la lutte du peuple vénézuélien. Je me sentais encore un étudiant frais émoulu des salles universitaires. J'en étais sorti en fait à peine huit ans avant, dont j'avais consacré presque sept, à partir du coup d'Etat traître du 10 mars 1952, à la préparation du soulèvement armé, ce qui m'avait valu la prison, l'exil, le retour et la guerre victorieuse, mais sans jamais avoir perdu le contact avec les étudiants de la plus importante université cubaine.

C'est de la libération des peuples opprimés de Notre Amérique que j'avais alors parlé aux professeurs et aux étudiants. Et voilà que je

revenais au Venezuela brûlé de la même fièvre révolutionnaire de l'époque, mais fort de l'expérience accumulée par notre peuple en quarante ans d'une lutte épique contre la puissance la plus forte et la plus égoïste qui ait jamais existé.

Mais j'avais un grand défi à relever. Les professeurs et les étudiants n'étaient plus les mêmes, pas plus que ne l'était le Venezuela, pas plus que ne l'était le monde. Comment penseraient ces jeunes gens ? Quelles seraient leurs inquiétudes ? Jusqu'à quel point étaient-ils en accord ou en désaccord avec ce qui se passait dans le pays ? Dans quelle mesure étaient-ils conscients de la situation objective du monde et de leurs propre pays ? J'avais accepté l'invitation aimable et amicale à peine arrivé au Venezuela, deux jours avant. Je n'avais pas eu un seul instant de répit pour m'informer dûment. Qu'est-ce qui les intéressait ? De quoi leur parlerais-je ? De quelle liberté disposait un invité à cette passation de pouvoir, obligé qu'il était, par un respect élémentaire de la souveraineté et de l'orgueil du pays qui avait déclenché les guerres d'Indépendance de l'Amérique latine, à ne pas s'immiscer dans ses affaires intérieures ? Comment ce que je dirais pourrait-il être interprété par les milieux sociaux, les institutions et les partis politiques les plus divers ? Mais je n'avais pas d'autre choix que de prendre la parole, et je devais le faire avec la plus grande honnêteté.

C'est muni de quelques chiffres en mémoire, de quatre ou cinq feuillets de références que je devrais forcément lire pour faire des citations exactes, et de trois ou quatre idées essentielles, que je me suis allé résolument à la rencontre des étudiants. On m'avait proposé d'organiser le meeting en plein air pour disposer de plus d'espace, mais j'avais insisté sur l'utilité de le faire à l'intérieur, au grand amphi, qui était à mon avis le lieu idéal pour l'échange et la réflexion.

Quand je suis arrivé sur le campus, j'ai vu des milliers de chaises disposées dehors, à différents endroits, pour accueillir tous les étudiants qui souhaiteraient suivre la conférence devant de grands écrans de télévision. Les deux mille huit cents places du grand amphi étaient occupées. Et la difficile épreuve a commencé. J'ai parlé en toute franchise, mais aussi en respectant absolument les règles que je m'étais fixé. J'ai résumé mes idées essentielles : ce que je pense de la mondialisation néolibérale ; la non-viabilité absolue, sur les plans social et écologique, de l'ordre économique imposé à l'humanité ; l'origine de celui-ci, conçu par les intérêts de

l'impérialisme et accéléré par la poussée des forces productives et l'essor accéléré de la science et de la technique ; son caractère temporaire et sa disparition inévitable par la loi de l'Histoire ; l'escroquerie faite au monde par les Etats-Unis et les privilèges inconcevables que ceux-ci se sont arrogés. J'ai mis l'accent sur la valeur des idées ; sur la démoralisation et l'incertitude des théoriciens du système ; sur les tactiques et les stratégies de la lutte ; sur le cours probable des événements ; sur ma pleine confiance en la capacité de l'homme à survivre.

Mâtinée d'anecdotes, d'histoires, de références micro-autobiographiques qui surgissaient spontanément au fur et à mesure de mes réflexions, telle a été cette conférence en rien magistrale par laquelle j'ai répondu à ce qu'on attendait de moi. Je leur ai exposé, avec la chaleur et la dévotion de toujours, et une conviction plus profonde que jamais, les idées que je soutiens avec un fanatisme froid et réflexif. En tant que combattant qui n'a pas cessé de se battre une minute de cette période prolongée qui est allée de 1959 à 1999, j'avais eu le rare privilège d'avoir rencontré, dans une Université historique et prestigieuse, deux générations distinctes d'étudiants dans deux mondes radicalement différents. Et j'ai été accueilli dans les deux cas avec la même chaleur et le même respect.

En ayant vécu tant dans ma vie, je pensais être blasé en matière d'émotions. Je ne l'étais pas.

Les heures s'étaient écoulées. Je leur ai promis à la fin, quand nous nous réunirions de nouveau dans quarante ans, d'être plus bref. Beaucoup de ceux qui se trouvaient dans cette foule enthousiaste et combative sont restés à leur place, m'écoutant avec intérêt et attention jusqu'au bout. Certains sont partis avant, peut-être parce qu'il était trop tard. Je n'oublierai jamais cette rencontre.

Fidel Castro Ruz

Le 18 mars 1999

Je n'ai pas apporté un discours écrit avec moi, malheureusement (rires), mais j'ai amené quelques notes qu'il me semblait utile pour bien préciser ce que je voulais dire, et, pourtant, quel malheur (rires), j'ai découvert qu'il me manquait une brochure que j'avais lue

avec beaucoup d'attention, que j'avais soulignée, notée, mais qui est restée à l'hôtel (rires et applaudissements). Je l'ai envoyé chercher et j'espère qu'on me l'apportera, parce que l'autre exemplaire n'est pas souligné.

Je dois au moins m'adresser dans les formes au public, hein ? (Rires.) Je ne vais pas faire une longue liste de tous les nombreux amis, d'excellents amis, que nous avons ici. (Quelqu'un du public lui dit qu'on n'entend pas.) Ecoutez, je n'ai pas assez de voix pour arriver jusque là-bas (rires et applaudissements), parce que si je crie...

Je pensais que vous aviez de meilleurs micros ici (rires)...

Quels sont ceux qui n'entendent pas là-bas ? Levez la main (ils le font). Si ça ne s'arrange pas, je peux vous inviter à vous asseoir ici ou à un endroit où vous pouvez entendre (applaudissements).

Je vais tâcher de me rapprocher davantage de ce petit micro, mais permettez-moi de commencer comme il faut...

Chères amies et chers amis (applaudissements),

J'allais vous dire qu'aujourd'hui, 3 février, cela fait quarante ans et dix jours que j'ai visité votre Université où nous nous sommes réunis ici-même. Alors vous comprendrez que je puisse ressentir un peu d'émotion - sans y mettre le mélo de certains feuillets actuels (rires) - à l'idée, alors inimaginable, de me retrouver au même endroit tant d'années après.

Voilà quelques semaines, à Santiago de Cuba, pour le 1er janvier 1999, date du quarantième anniversaire de la Révolution, parlant à mes concitoyens du même balcon où j'avais pris la parole le 1er janvier 1959, je réfléchissais devant le public réuni devant moi que le peuple cubain de maintenant n'était pas le même peuple d'alors, parce que, des onze millions que nous sommes aujourd'hui, 7 190 000 étaient nés après ce jour-là. Qu'il s'agissait de deux peuples différents, et pourtant que c'était bien le même peuple cubain éternel.

Je rappelais aussi que ceux qui avaient alors la cinquantaine n'étaient plus parmi nous dans leur grande majorité et que ceux qui étaient alors des enfants avaient déjà plus de quarante ans.

Voyez un peu que de changements, que de différences ! Et aussi imaginez l'impression que je pouvais éprouver d'avoir devant moi ce peuple qui avait commencé une profonde révolution alors qu'il était pratiquement analphabète, alors que 30 p. 100 des adultes ne savaient pas lire ni écrire et quand 50 p. 100 de plus n'avaient peut-être même pas fini l'enseignement primaire. Ou même plus. J'avais calculé que sur une population de presque sept millions d'habitants, ceux qui avaient dépassé l'école primaire ne devaient pas être plus de 250 000. Or, aujourd'hui, nous comptons 600 000 diplômés universitaires et presque 300 000 enseignants.

Je disais à mes compatriotes, en l'honneur du peuple qui avait remporté son premier grand triomphe voilà quarante ans malgré son faible niveau scolaire, qu'ils avaient été capables de réaliser et de défendre un exploit révolutionnaire extraordinaire. Bien mieux, il se peut que son niveau de culture politique ait été encore inférieur à son niveau scolaire. Les temps qui couraient alors étaient ceux d'un anticommunisme féroce, des dernières années du maccarthysme, quand ce voisin puissant et impérial avait tenté par tous les moyens d'inculquer à notre noble peuple tous les mensonges et tous les préjugés possibles. Au point que, bien souvent, je posais des questions au citoyen Lambda : lui semblait-il bon que nous fassions une réforme agraire ? Ne serait-il pas juste que les familles soient un jour propriétaires de leur logement, au lieu de devoir payer au propriétaire parfois jusqu'à la moitié de leur salaire ? Ne lui semblait-il pas correct que toutes les banques où les citoyens déposaient leur argent soient, non la propriété d'institutions privées, mais celle du peuple, ce qui permettrait de financer par ces ressources-là le développement du pays ? Ne serait-il pas mieux que les grandes usines, pour la plupart étrangères, et certaines nationales, soient au peuple et produisent à son bénéfice ? Et ainsi de suite. Je posais des dizaines de questions de ce genre, et le citoyen Lambda était tout à fait d'accord : «Oui, oui, ce serait excellent.»

Si tous ces grands magasins et toutes ces juteuses affaires qui n'enrichissaient que les propriétaires privilégiés étaient au peuple et enrichissaient le peuple, tu serais d'accord ? Oui, oui, me répondait-il aussitôt. Il était absolument d'accord avec chacune de ces simples propositions. Alors, je lui lançais à brûle-pourpoint : «Tu serais d'accord avec le socialisme ?» Il me répondait : «Avec le socialisme ? Non, non, pas avec ça !» Voyez un peu les préjugés... Sans parler du communisme, qui était un mot encore plus terrorisant.

Ce sont les lois révolutionnaires qui ont le plus contribué dans notre pays à créer une conscience socialiste, et c'est ce même peuple, au départ analphabète ou semi-analphabète, qui a dû commencer à apprendre à lire et à écrire à beaucoup de ses enfants, ce même peuple qui, poussé par de purs sentiments, autrement dit l'amour de la liberté et la soif de justice, a renversé la tyrannie et mené à bien et a défendu avec héroïsme la plus profonde révolution sociale de ce continent.

Deux ans à peine après la victoire, en 1961, nous sommes parvenus à alphabétiser environ un million de personnes, avec le concours de jeunes élèves qui sont devenus des instituteurs, qui sont partis dans les campagnes, dans les montagnes, dans les endroits les plus reculés, et qui ont appris à lire et à écrire même à des octogénaires. Après nous avons organisé des cours de suivi, nous avons pris les mesures requises, consenti des efforts incessants pour obtenir ce que nous avons maintenant. Une révolution ne peut naître que de la culture et des idées.

Aucun peuple ne devient révolutionnaire de force. Ceux qui sèment des idées n'ont jamais besoin de réprimer le peuple. Les armes aux mains du peuple servent à lutter contre ceux qui, de l'étranger, tentent de lui arracher ses conquêtes.

Pardonnez-moi d'avoir aborder ce thème, parce que je ne suis pas venu ici, prêcher le socialisme ni le communisme - qu'on ne m'interprète pas mal - ou proposer des idées radicales ou des choses de ce genre. Je faisais juste des réflexions sur l'expérience que nous avons vécue, qui nous a prouvé combien valaient les idées, combien valait la foi en l'homme, combien valait la confiance dans les peuples, ce qui est extraordinairement important à une époque où l'humanité vit des temps si difficiles et si compliqués.

Bien entendu, j'ai dû reconnaître d'une façon toute spéciale, le 1er janvier dernier à Santiago de Cuba, que cette Révolution qui était parvenue à résister pendant quarante ans, qui fêtait ce nouvel anniversaire sans avoir amené ses drapeaux, sans s'être rendue, était essentiellement l'oeuvre de ce peuple qui était devant moi, de jeunes et d'hommes et de femmes mûrs, qui se sont éduqués avec la Révolution et qui ont été capables d'accomplir cet exploit, d'écrire des pages de gloire noble et méritée pour notre patrie et pour nos frères d'Amérique.

C'est grâce à l'effort, pourrait-on dire, de trois générations de Cubains que s'est réalisé cette espèce de miracle, face au pays le plus puissant, à l'empire le plus grand qui ait jamais existé dans l'histoire : que le petit pays ait passé une épreuve si difficile et en soit sorti victorieux.

Et j'ai dû exprimer ma reconnaissance spéciale, encore plus grande, aux compatriotes qui ont été capables, ces dix dernières années, ou ces huit, pour être plus exact, de résister à un double blocus : quand le camp socialiste s'effondre, que l'URSS se désintègre, et que ce voisin-là reste la seule superpuissance dans un monde unipolaire, sans rival sur les terrains politique, économique, militaire, technologique et culturel. Attention, je ne qualifie pas la culture, mais l'immense pouvoir dont ils disposent pour tenter d'imposer leur culture au reste du monde (applaudissements).

Et ce voisin n'a pas pu vaincre un peuple uni, un peuple armé d'idées justes, un peuple possédant une grande conscience politique, ce à quoi nous accordons la plus grande importance. Nous résistons tout ce que nous avons pu et nous sommes prêts à résister tout le temps qu'il le faudra (applaudissements) grâce aux graines que nous avons semées tout au long de ces décennies, aux idées et aux consciences qui se sont développées tout ce temps-ci.

C'est là notre principale, notre meilleure arme, et elle le restera, même en pleine époque nucléaire. Et, à propos, nous avons même eu des expériences avec des armes de ce genre, car, à un moment donné, je ne sais combien de bombes et de fusées atomiques étaient braquées sur notre petite île pendant la fameuse Crise des missiles d'octobre 1962. Et même en pleine époque des armes intelligentes, bien que celles-ci se trompent de temps à autre et tombent à cent ou deux cents kilomètres de la cible prévue (rires). De toute façon, en admettant une précision donnée, l'intelligence de l'homme sera toujours supérieure à celle de n'importe laquelle de ces armes perfectionnées (applaudissements et exclamations).

La façon dont il faut lutter devient une question de concept, ainsi que la doctrine défensive de notre pays qui se sent aujourd'hui plus fort, parce qu'il a dû perfectionner ces concepts. Et nous sommes arrivés à la conclusion qu'en fin de compte, ce qui sera la fin des envahisseurs, il s'agira d'une lutte corps à corps, d'homme à homme, et de femme à envahisseur, que celui-ci soit un homme ou

une femme (applaudissements prolongés).

Il a fallu livrer et il faudra continuer de livrer une bataille plus difficile contre cet empire si puissant: la bataille idéologique, qui ne cesse un instant et que celui-ci a renforcée en y mettant toutes ses ressources, surtout depuis l'effondrement du camp socialiste, lorsque nous avons décidé, parce que nous faisons pleinement confiance à nos idées, que nous irions de l'avant, et, qui plus est, de l'avant tout seuls. Et quand je dis seuls, je me réfère aux gouvernements, parce que je n'oublie pas le soutien solidaire, immense et invincible, des peuples qui nous a toujours accompagnés et qui nous incite plus à lutter (applaudissements).

Nous avons accompli de dignes missions internationalistes. Plus d'un demi-million de nos compatriotes ont participé à des missions de ce genre, dures et difficiles, des enfants de ce peuple qui ne savait pas lire ni écrire et qui a atteint un degré de conscience si élevé qu'il est capable de verser son sueur et jusqu'à son sang pour d'autres peuples. Bref, pour n'importe quel peuple du monde (applaudissements).

Quand nous sommes entrés en Période spéciale, nous avons dit : «Maintenant, notre premier devoir internationaliste est de défendre cette tranchée-ci», la tranchée dont parlait Martí dans la dernière lettre qu'il a écrite à la veille de sa mort, quand il affirmait que l'objectif fondamental de sa lutte avait dû se faire en silence, parce qu'il n'était pas seulement martinien : il était bien plus bolivarien que martinien (applaudissements). Et cet objectif qu'il s'était fixé était, selon ses mots textuels, d'«empêcher à temps, par l'indépendance de Cuba, que les États-Unis ne s'étendent dans les Antilles et ne s'abattent, avec ce surcroît de force, sur nos terres d'Amérique. Tout ce que j'ai fait à ce jour, et tout ce que je ferai, c'est pour cela.»

Et tel est son testament politique, l'aveu de l'aspiration de sa vie : éviter la chute de cette première tranchée que les voisins du Nord ont voulu si souvent occuper et qui est encore là et qui restera là, car il est un peuple prêt à lutter jusqu'à la mort pour empêcher la chute de cette tranchée d'Amérique (applaudissements), un peuple qui serait capable de défendre même la dernière, car celui qui défend la dernière tranchée et ne permet à personne de s'en emparer a d'ores et déjà commencé à remporter la victoire (applaudissements).

Compañeras et compañeros, - permettez-moi de vous appeler comme ça - voilà ce que nous sommes en ce moment. Et je crois qu'ici-même, en ce moment même, nous sommes en train de défendre une tranchée (applaudissements), et des tranchées d'idées - excusez-moi de recourir de nouveau à Martí - valent mieux, comme il l'a dit, que des tranchées de pierres (applaudissements).

Il faut parler d'idées ici, et j'en reviens à ce que je disais : bien des choses se sont passées depuis quarante ans, mais le plus important c'est que notre monde a changé. Le monde d'aujourd'hui où je m'adresse à vous, qui n'étiez pas nés ce jour-là, tant s'en faut, ne ressemble en rien à celui d'alors.

J'ai cherché un journal pour voir s'il y avait un entrefilet sur cette réunion de l'époque à l'université. On a heureusement conservé le discours complet de la place du Silence. Pris de cette fièvre révolutionnaire avec laquelle nous étions descendus des montagnes à peine quelques jours avant, je parlais des processus de libération en Amérique latine et je mettais l'accent sur la libération du peuple dominicain des griffes de Trujillo. Je crois que cette question-là avait occupé presque toute la durée de cette réunion, et que tout le monde partageait le même enthousiasme.

Ici, aujourd'hui, je ne pourrai parler d'un thème pareil. Car, aujourd'hui, ce n'est pas un peuple qu'il faut libérer, qu'il faut sauver : aujourd'hui, c'est un monde, c'est une humanité qu'il faut libérer et sauver (applaudissements). Et cette tâche-là, elle n'est pas la nôtre, elle est la vôtre (applaudissements).

Il n'existait pas à l'époque de monde unipolaire, une superpuissance hégémonique, unique. Aujourd'hui, le monde et l'humanité sont sous la domination d'une énorme superpuissance. Et pourtant, même ainsi, nous sommes convaincus que nous gagnerons la bataille (applaudissements), sans optimisme à la Pangloss - je crois que c'est une expression que les écrivains utilisent de temps à autre (rires) - mais parce que, tout simplement, si je lâche ce bloc-notes (il le montre), je suis absolument convaincu qu'il va tomber en quelques secondes, que si cette table n'existait pas, il serait déjà par terre... Or, tout simplement, la table sur laquelle repose objectivement cette énorme superpuissance qui régit le monde unipolaire est en train de disparaître (applaudissements).

Ce sont là des raisons objectives, et je suis sûr que l'humanité apportera toute la part subjective indispensable. Et ce qu'il faut pour ça, ce ne sont pas des armes nucléaires ni de grandes guerres : ce qu'il faut, ce sont des idées (applaudissements). Et je le dis au nom de ce petit pays dont j'ai parlé et qui a soutenu la lutte fermement, sans la moindre hésitation, pendant quarante ans (applaudissements).

Vous scandiez à mon grand embarras le nom par lequel on me connaît: je veux parler de celui de Fidel, parce que de fait je n'ai pas d'autre titre - je comprends que le protocole oblige à dire Son Excellence monsieur le Président, et tout un tas d'autres choses (applaudissement et slogans de «Fidel, Fidel !») - quand je vous entendais donc scander : «Fidel, Fidel ! Qu'a donc Fidel pour que les Américains ne puissent rien contre lui ?» (Slogans de «Fidel, Fidel !», etc.), alors je me suis adressé à mon voisin de droite - de la droite géographique, je précise (rires et exclamations) - certains de ce côté-ci font des signes que je ne comprend pas, mais j'ai dit que nous étions tous ici dans la même unité de combat (applaudissements) et je lui ai dit : «Sapristi, ce qu'il faudrait vraiment se demander, c'est : Qu'ont donc les Américains pour qu'ils ne puissent rien contre lui ?» (rires et applaudissements). Il serait d'ailleurs plus juste, au lieu de dire «lui», de dire : «Qu'ont donc les Américains pour qu'ils ne puissent rien contre Cuba ?» (applaudissements). Mais je sais bien qu'il faut utiliser des mots pour symboliser des idées, et c'est bien comme ça que je le comprends : je ne m'attribue jamais ces mérites et je ne saurais le faire (slogans de «Vive Fidel !»).

Oui, nous avons tous l'espoir de vivre - tous (applaudissements) - dans les idées pour lesquelles nous luttons et nous sommes convaincus que ceux qui viendront après nous seront capables de les matérialiser, même si - et je ne le cache pas - la tâche qui vous attend est plus difficile que celle qu'il nous est échue.

Je vous disais donc que nous vivions dans un monde très différent. C'est là la première chose à comprendre, et c'est un devoir. J'en expliquais certaines caractéristiques politiques. De plus, il s'agit d'un monde mondialisé, vraiment mondialisé, d'un monde dominé par l'idéologie, les normes et les principes de la mondialisation néolibérale.

A notre avis, la mondialisation ne provient pas du caprice de qui que

ce soit, ni même de l'invention de qui que ce soit. La mondialisation est une loi historique, une conséquence du développement des forces productives - pardonnez-moi d'utiliser cette expression dont l'auteur fait peut-être encore peur à certains - un produit d'un tel essor de la science et de la technique que même l'auteur de la phrase, Karl Marx (applaudissements), qui avait pourtant une grande confiance dans le talent de l'homme, n'a peut-être pas été capable de l'imaginer.

D'autres choses me rappellent des idées clefs de ce grand penseur entre les grands penseurs. Ainsi, par exemple, l'idée que ce qu'il avait conçu comme l'idéal pour la société humaine ne pourrait jamais se concrétiser - et on le constate avec toujours plus de clarté - hors d'un monde mondialisé. Il ne lui serait jamais venu à l'idée une seule seconde que la toute petite île de Cuba, par exemple, puisse tenter de construire une société socialiste, le socialisme, à plus forte raison à proximité d'un voisin capitaliste si puissant.

Eh bien, oui, nous l'avons tenté. Bien mieux, nous l'avons fait et nous avons pu le défendre. Et c'est pour ça que nous avons connu en plus quarante ans de blocus, de menaces, d'agressions, de souffrances.

Aujourd'hui, comme nous sommes les seuls, les États-Unis mettent toute leur propagande, tous les médias qu'ils contrôlent dans le monde au service de leur guerre politique et idéologique contre notre Révolution, de même qu'ils emploient leur immense pouvoir dans tous les domaines, surtout économique, et leur influence politique internationale au service de leur guerre économique contre Cuba.

On parle de blocus, mais ça ne veut rien dire. Si seulement nous ne devions supporter qu'un blocus économique ! Non, il s'agit d'une vraie guerre économique, et depuis bien longtemps. La preuve ? Allez donc n'importe où dans le monde, à une usine nord-américaine et achetez-y une casquette ou un foulard pour l'exporter à Cuba, eh bien, même si cet article est fabriqué par des citoyens du pays en question et si les matières premières en proviennent, le gouvernement des États-Unis, à des milliers de kilomètres de là, interdit de vendre la casquette ou le foulard. C'est un blocus, ça, ou une guerre économique ?

Vous voulez un autre exemple ? Si l'un de vous gagne par hasard à

la loterie - je ne sais pas si elle existe ici - ou alors découvre un trésor - ce qui est toujours possible - et qu'il dise qu'il va construire une petite usine à Cuba, vous pouvez être sûrs qu'un haut fonctionnaire de l'ambassade nord-américaine, voir l'ambassadeur en personne, viendra lui rendre visite pour l'en dissuader, exercer sur lui des pressions ou le menacer de représailles pour qu'il ne le fasse pas. C'est un blocus, ça, ou une guerre économique ?

Les États-Unis interdisent aussi de vendre à Cuba le moindre médicament, même si celui-ci est indispensable pour sauver une vie. Et ce ne sont pas les exemples de cas semblables qui manquent..

Nous avons résisté à cette guerre. Mais, comme dans toute bataille, qu'elle soit militaire ou qu'elle soit politique ou idéologique, vous essayez des pertes. Certains peuvent être leurrés, ou le sont vraiment, ou ramollis, ou affaiblis, par ce mélange de difficultés économiques, de privations matérielles, d'étalage de luxe des sociétés de consommation et d'idées pourries et bien édulcorées relatives aux avantages fabuleux de leur système économique, et tout ceci en fonction de l'idée mesquine que l'homme est un petit animal qui n'agit que si vous lui agitez devant une carotte ou que si vous lui rossez les côtes à coups de bâton. Et c'est là-dessus que repose, pourrait-on dire, toute leur stratégie idéologique.

Oui, nous essayons des pertes, mais les autres combattants, comme dans toutes les batailles et dans toutes les luttes, prennent de plus en plus d'expérience, deviennent de plus en plus chevronnés, multiplient leurs qualités et permettent de maintenir et d'élever le moral et la force nécessaires pour continuer de lutter.

Cette bataille des idées, nous sommes en train de la gagner (applaudissements). Mais le terrain de bataille, ce n'est pas seulement notre petite île, bien qu'il faille s'y battre; le terrain de bataille, aujourd'hui, c'est le monde entier, tous les continents, toutes les institutions, toutes les tribunes. Et c'est ça qu'elle a de bon, la bataille mondialisée ! (Rires et applaudissements.) Il faut défendre la petite île, certes, mais il faut aussi combattre d'un bout à l'autre du monde immense qu'ils dominent, eux, ou prétendent dominer. Ils le dominent presque totalement dans bien des domaines, mais pas dans tous les domaines, et pas de la même manière et pas dans tous les pays absolument.

Ils ont découvert des armes très intelligentes. Mais nous les révolutionnaires, nous en avons découvert une plus puissante, bien plus puissante : le fait que l'homme pense et ressent ! (Applaudissements.) C'est le monde qui nous l'apprend, ce sont les nombreuses missions internationalistes que nous avons accomplies dans le monde sur un terrain ou un autre qui nous l'apprennent.

Il suffisait de donner un seul chiffre : 26 000 médecins cubains y ont participé. Et c'est le pays auquel on n'avait laissé que la moitié des 6 000 médecins qu'il comptait au triomphe de la Révolution, dont beaucoup sans emploi, mais souhaitant émigrer pour obtenir de gros revenus et de gros salaires. Et la Révolution a été capable de multiplier ces trois mille médecins, et de former toujours plus de nouveaux médecins dans les écoles qu'elle a commencé à ouvrir peu à peu dans tout le pays et à leur inculquer un tel type de sacrifice que 26 000 d'entre eux ont accompli des missions internationalistes (applaudissements), de la même manière que, comme je l'ai indiqué, des centaines de milliers de compatriotes ont fait fonction de spécialistes, d'enseignants, de bâtisseurs et de combattants. Oui, de combattants, et je le dis avec orgueil (applaudissements), parce que se battre contre les soldats fascistes et racistes de l'apartheid, et même contribuer à la victoire des peuples africains qui voyaient dans ce système le pire des affronts, est et restera toujours un motif d'orgueil (applaudissements).

Mais c'est grâce à cet effort ignoré, très ignoré, que nous avons beaucoup appris des peuples, que nous avons appris à les connaître, eux et leurs qualités extraordinaires. Et nous avons appris, non à travers des idées abstraites, mais dans la vie pratique, quotidienne, que les hommes ne sont pas tous égaux dans leurs traits physiques, mais qu'ils le sont tous, en revanche, par leur talent, leurs sentiments et toutes les autres vertus, ce qui suffit à prouver qu'en matière de capacités morales, sociales, intellectuelles et humaines, tous les hommes sont génétiquement égaux (applaudissements). Telle a été la grande erreur de beaucoup qui se sont crus d'une race supérieure.

La vie, vous disais-je, nous a appris bien des choses, et ce sont elles qui nourrissent notre foi dans les peuples, notre foi dans les hommes. Nous ne l'avons pas lu dans un manuel : nous l'avons vécu, nous avons eu le privilège de le vivre (applaudissements).

Je me suis étendu un peu sur ces premières idées, dans l'élan de la

brochure qui s'est égarée et des problèmes de micro (rires), et voilà pourquoi je devrai être plus bref sur les autres thèmes.

Oui, j'ai le devoir d'être plus bref, entre autres raisons par intérêt personnel, parce qu'après je dois réviser ce que j'ai dit ici (rires), voir s'il me manque une virgule, un point, ou si un chiffre est erroné. Et je peux vous dire que pour chaque heure de discours parlé, qui peut sembler très facile, il faut deux ou trois heures de révision. Il peut manquer un mot. Je ne supprime jamais une idée que j'ai exprimée, mais il faut parfois, en revanche, la compléter ou ajouter un concept supplémentaire, car le langage parlé et le langage écrit sont différents. Si je montre du doigt mon voisin, celui qui lira le journal ne comprendra rien (rires) ou quasiment rien. Le langage écrit n'a que les signes d'exclamation et les guillemets (rires), mais pas le ton, ni les gestes ni l'âme qu'on y met ne peuvent se transmettre par écrit.

Il a fallu que je découvre cette différence. Et maintenant je fais très attention de transcrire les choses et de les réviser, parce que les thèmes abordés sont importants, objectivement, et aussi parce que je dois faire attention à ce que je dis sur une foule de choses dont vous n'avez pas idée.

Quand je pensais à cette rencontre que j'allais avoir avec vous à cinq heures de l'après-midi, je me demandais : de quoi vais-je parler aux étudiants ? (Applaudissements.) Je ne peux pas mentionner de nom, sauf exceptions, c'est à peine si je peux mentionner des pays, parce que, parfois, quand je signale quelque chose avec la meilleure foi du monde et pour illustrer une idée, je cours le risque qu'on sorte ce que je dis de son contexte, qu'on le transmette par le monde et que nous nous retrouvions avec un tas de problèmes diplomatiques sur le dos (applaudissements). Et comme nous devons travailler unis dans cette lutte mondiale, je ne peux pas faciliter le travail de l'ennemi et de ses mécanismes de propagande bien huilés et efficaces qui cherchent toujours par tous les moyens à semer la confusion et l'intoxication. Et celles qu'ils ont semées est déjà pas mal, mais cela ne leur suffit pas, vous comprenez ? (Rires.) C'est pour cela que je dois beaucoup me limiter, et je vous en demande pardon.

Il ne sera pas utile d'expliquer beaucoup, ici, ce qu'est le néolibéralisme. Comment résumer ? Je pourrais dire par exemple que la mondialisation néolibérale veut convertir tous les pays, mais

surtout tous nos pays, en propriétés privées.

Que vont-ils nous laisser, ces gens-là, compte tenu de leurs énormes ressources financières ? Car ils ont accumulé d'immenses richesses non seulement en pillant et en exploitant le monde, mais encore en opérant le miracle auquel aspiraient les alchimistes du moyen âge, autrement dit en convertissant le papier en or, tout en ayant été capables de convertir l'or en papier (rires). Et c'est avec ça qu'ils achètent tout, tout, sauf les âmes, ou plutôt, pour être plus exact, tout sauf l'immense majorité des âmes. Ils achètent des ressources naturelles, des usines, des systèmes de communications complets, des services, etc., etc., etc. Ils achètent même des terres par le monde, car ils pensent que, comme elles sont meilleur marché que dans leurs pays, c'est un bon investissement pour l'avenir.

Je me demande : que veulent-ils nous laisser après nous avoir convertis pratiquement en citoyens au rabais, en parias - ce serait plus exact - dans nos propres pays ? Ils veulent convertir le monde en une gigantesque zone franche - c'est peut-être encore plus clair comme ça. Qu'est-ce qu'une zone franche, au fond ? Un endroit aux caractéristiques spéciales, où vous ne payez pas d'impôts, où vous faites venir des matières premières, des parties de pièce, des accessoires, et vous les assemblez, ou vous produisez différentes marchandises, surtout dans les branches qui exigent une grosse main-d'oeuvre bon marché pour laquelle ils payent bien souvent pas plus de 5 p. 100 des salaires qu'ils versent dans leur pays, si bien que tout ce qu'ils nous laissent, ce sont ces salaires misérables.

Plus triste encore : beaucoup de nos pays finissent par se faire concurrence tâchant de leur offrir les meilleures facilités et les meilleures exemptions fiscales pour attirer leurs investissements. Oui, ces gens-là ont même fait se concurrencer les pays du tiers monde en matière d'investissements et de zones franches.

Certains pays que je connais vivent dans une telle misère et connaissent un tel chômage qu'ils ont dû instituer des dizaines de zones franches, parce que, dans cet ordre mondial en place, il est encore préférable, plutôt que de n'avoir rien, d'avoir ces usines de zones franches qui offrent des emplois assortis d'une certaine rémunération, même si celle-ci ne représente que 7, ou 6, ou 5 p. 100, ou même moins, du salaire que devraient verser les propriétaires de ces usines dans leurs pays d'origine.

J'ai soulevé la question voilà quelques mois à l'Organisation mondiale du commerce, à Genève. Oui, ces gens-là veulent nous convertir en une immense zone franche. Parce que leur argent et leur technologie leur permettent de tout acheter à la longue. Et vous allez voir combien de lignes aériennes resteront propriété nationale, combien de lignes de transport maritime, combien de services resteront propriété du peuple ou de la nation !

Tel est l'avenir que nous offre la mondialisation néolibérale. Et n'allez pas croire que cela touche uniquement les travailleurs : cela touche aussi les entrepreneurs nationaux, les petits et moyens entrepreneurs qui devront faire face à la concurrence technologique des transnationales, à leurs équipements perfectionnés, à leurs réseaux de distribution mondiaux, et chercher des marchés, sans pouvoir compter sur les crédits commerciaux abondants que leurs puissants rivaux peuvent utiliser pour écouler leurs produits.

Nous pouvons avoir à Cuba une magnifique usine de réfrigérateurs, par exemple. Nous en avons une, mais elle n'est pas magnifique et elle est loin d'être la plus moderne du monde. Elle nous est utile, bien entendu, compte tenu de la chaleur croissante qui règne sous les tropiques. Mais supposons que d'autres pays du tiers monde fabriquent des réfrigérateurs d'une qualité acceptable et même à des coûts inférieurs. Leurs puissants rivaux renouvellent constamment leur conception, investissent des sommes considérables pour faire l'article de leur produit, le produisent dans de nombreuses zones franches en ne payant que des salaires minimes, ou à n'importe quel endroit, exonérés d'impôts, possédant de gros capitaux ou profitant de mécanismes financiers qui lui permettent de recevoir des crédits amortissables en un an, ou deux, ou trois, ou plus, écoulant sur des marchés saturés d'articles électroménagers du fait de l'anarchie et du chaos qui règnent dans la distribution des investissements dans le monde, puisque le mot d'ordre généralisé est d'accélérer la croissance et le développement à partir des exportations, selon ce que conseille le FMI, quel espace reste-t-il donc aux industries nationales, où et comment celles-ci vont-elles donc exporter, où se trouvent donc les consommateurs potentiels parmi les milliards de pauvres, d'affamés et de chômeurs qui peuplent une bonne partie de notre planète ? Faudra-t-il donc atteindre qu'ils puissent tous acheter un frigo, une télé, un téléphone, un climatiseur, une voiture, un ordinateur, une maison, un garage, avoir l'électricité, des combustibles, des allocations

chômage, des actions en bourse et une pension assurée ? C'est ça la voie du développement, comme on nous le serine par tous les moyens possibles ? Que restera-t-il du marché intérieur si on nous impose la réduction accélérée des tarifs douaniers, qui sont par ailleurs une source importante de revenus budgétaires pour de nombreux pays du tiers monde ?

Les théoriciens du néolibéralisme ne sont pas parvenus, par exemple, à régler le grave problème du chômage dans la plupart des pays riches, à plus forte raison dans ceux qui doivent encore se développer, et ils ne le régleront jamais à partir d'une conception aussi absurde. Et c'est là une immense contradiction du système : plus ces gens-là investissent, plus ils se technicisent, et plus ils lancent de chômeurs à la rue. La productivité du travail, les équipements toujours plus sophistiqués, nés du talent de l'homme, qui multiplie les richesses matérielles, mais aussi la misère et les licenciements, à quoi servent-ils à l'humanité ? À réduire par hasard les heures de travail, à disposer de plus de temps pour le repos, les loisirs, le sport, le perfectionnement culturel et scientifique ? Impossible : les lois sacro-saintes du marché et les principes toujours plus imaginaires que réelles de la concurrence dans un monde transnationalisé et toujours plus mégafusionné ne l'admettent sous aucun prétexte ! De toute façon, quels sont ceux qui font de la concurrence et rivalisent entre eux ? Des géants contre des géants qui tendent à la fusion et au monopole. Il n'existe pas de place au soleil pour les autres prétendus acteurs de la concurrence.

Pour les pays riches, les industries de pointe; quant aux travailleurs du tiers monde, eh bien, qu'ils fabriquent des blue-jeans, des T-shirts, des vêtements, des chaussures, qu'ils sèment des fleurs, des fruits exotiques et d'autres produits toujours plus demandés dans les sociétés industrialisées, parce qu'ils ne peuvent pas les cultiver là-bas. Bien que nous sachions qu'aux États-Unis, par exemple, ils cultivent la marijuana même dans des serres (rires et applaudissements) ou dans la cour des maisons et que la valeur de la marijuana qu'il produisent est supérieure à celle de leur production de maïs, dont ils sont pourtant le premier producteur au monde. En fin de compte, leurs laboratoires sont - ou ils finiront par l'être - les plus gros producteurs de stupéfiants de la planète, mais à présent sous l'étiquette de sédatifs, d'antidépresseurs et d'autres genres de pilules et de produits que les jeunes ont appris à combiner et à mélanger des façons les plus diverses.

Dans cet heureux monde développé de là-bas, les durs travaux agricoles, comme la cueillette des tomates pour laquelle on n'a pas encore inventé une machine parfaite, un robot qui les choisisse selon leur maturité, leurs tailles et d'autres caractéristiques, ou le balayage des rues et d'autres tâches ingrates que plus personne ne veut faire dans les sociétés de consommation, comment s'arrangent-ils pour les faire ? Eh bien, c'est bien à ça que servent les émigrés du tiers monde ! Et quant à nous, que nous convertissons peu à peu en étrangers dans nos propres frontières, je vous l'ai dit : confectionner des blue-jeans et des choses de ce genre. Oui, mais, en vertu de leurs «merveilleuses» lois économiques ils nous forcent à en confectionner comme si le monde comptait déjà quarante milliards d'habitants, et que chacun d'eux ait assez d'argent pour acheter le jean en question... Le jean, je ne le critique pas, rassurez-vous, il va très bien aux jeunes gens, et encore mieux aux jeunes filles (rires et applaudissements), je critique le travail que ces gens-là veulent nous laisser et qui n'a rien à voir avec les techniques de pointe. A ce train-là, nous ne saurons plus quoi faire de nos universités ou alors elles serviront à produire bon marché du personnel technique pour le monde développé.

Vous aurez sans doute lu ces jours-ci dans la presse que, compte tenu des besoins de leurs industries d'informatique, d'électronique, etc., autrement dit, pour leurs industries de pointe, les États-Unis se proposent d'obtenir sur le marché international, disons mieux : dans le tiers monde, deux cent mille travailleurs qualifiés auxquelles ils concéderont des visas. Faites bien attention, vous, parce qu'ils cherchent des gens qualifiés ! (Rires.) Et pas pour cueillir des tomates... Comme ils ne sont pas si alphabétisés que ça, et que beaucoup confondent le Brésil et la Bolivie, ou la Bolivie et le Brésil (rires et applaudissements), ou encore que, selon les enquêtes, ils ne connaissent même pas bien des choses de leur propre pays ou ne savent même pas si un pays latino-américain dont ils ont entendu parler se trouve en Afrique ou en Europe - je n'exagère pas - (rires et applaudissements), comme ils n'ont pas tous les intelligences qu'il faut ou les travailleurs bien qualifiés pour leurs industries de pointe, ils viennent chez nous et en recrutent un certain nombre qui disparaissent ensuite à jamais.

Où se trouvent les meilleurs scientifiques de nos pays ? Dans quels laboratoires ? Quel pays de chez nous dispose des laboratoires pour tous les scientifiques qu'il pourrait former ? Combien pouvons-

nous payer, nous, ce scientifique en question et combien peuvent-ils le payer, eux ?

Où sont-ils ? Je connais de nombreux Latino-Américains éminents qui sont là-bas. Qui les a formés ? Eh bien, le Venezuela, le Guatemala, le Brésil, l'Argentine, n'importe quel pays latino-américain. Mais ces scientifiques n'ont pas d'avenir dans leur propre patrie. Les pays industrialisés ont le monopole des laboratoires, de l'argent, et alors ils les engagent et les arrachent aux nations pauvres. Pas seulement les scientifiques. Les sportifs, aussi. Ils voudraient acheter nos joueurs de base-ball comme on vendait autrefois les esclaves aux enchères sur une estrade de ce genre (rires et applaudissements).

Ils sont perfides. Comme il existe toujours une âme ou une autre qui peut être tentée - c'est la Bible qui le dit, et elle parlait pourtant des premiers êtres humains, qui étaient censés être meilleurs, n'est-ce pas, parce qu'ils ne devaient pas avoir autant de ruse, et qu'ils ne connaissaient pas les sociétés de consommation, et que le dollar n'existait pas (rires) - alors, tout d'un coup, ils paient quatre, ou cinq ou six millions un athlète qui n'est peut-être même pas de première catégorie, ils lui font une publicité énorme, et comme il semblerait que les batteurs des Grandes Liges sont si mauvais, eh bien, il obtient quelques succès. Je n'ai pas du tout l'intention d'offenser les athlètes professionnels nord-américains, ce sont des gens qui travaillent, et qui travaillent dur, très stimulés. Ce sont des marchandises qui s'achètent et se vendent aussi sur le marché, bien qu'à un prix élevé, mais ils doivent avoir quelques faiblesses à l'entraînement, parce qu'ils importent en contrebande des lanceurs cubains, par exemple, qui peuvent être de première, ou de seconde ou de troisième catégorie, ou un shortstop, un troisième coussin, et les lanceurs cubains font faire fanny aux meilleurs batteurs et le shortstop ne laisse pas passer une seule balle (applaudissements et exclamations).

Nous serions quasiment riches si nous faisons des enchères de joueurs de base-ball cubains (rires et applaudissements). Eux, ils ne veulent plus payer de base-balleurs nord-américains, parce qu'ils leur coûtent très cher. Ils ont organisé des écoles dans nos pays pour les former à bon marché et pour les payer moins cher, même si c'est encore un salaire de plusieurs millions par an. Ajoutez à tout ça la publicité de la télé, des voitures aussi longues que d'ici à là-bas (il fait le geste), de très belles femmes de toutes les races

associées à la pub des voitures (rires), et le reste de la pub que vous voyez dans des revues de faits divers et de consommation, et tout ça peut tenter plus d'un des nos compatriotes.

A Cuba, nous ne dépensons pas de papier ni d'argent dans ces frivolités publicitaires. Les très rares fois où je suis obligé de voir la télé nord-américaine, c'est à peine si je peux la supporter, parce que toutes les fois vous montrer un homme en train de faire des exercices sur un vélo d'appartement, qui est la chose la plus ennuyeuse du monde (applaudissements et exclamations). Je ne dis pas que ce soit mauvais, je dis que c'est ennuyeux. On vous interrompt n'importe quel programme, même les feuilletons mélodramatiques aux moments d'amour les plus sublimes (rires).

Quelques mélodrames nous arrivent aussi à Cuba, je ne le nie pas, parce que nous ne pouvons pas produire tous ceux dont nous avons besoin, et certains de ceux que produisent des pays latino-américains séduisent tant notre public que les gens arrêtent même de travailler. De bons films nous parviennent aussi d'Amérique latine, mais presque tout ce qui circule dans le monde est de la pure manufacture yankee, de la culture en boîte.

Dans notre pays, le peu de papier dont nous disposons, nous le consacrons aux livres scolaires et à nos quelques journaux de peu de pages. Nous ne pouvons employer des ressources pour faire ce genre de revue au papier très doux, spécial - je ne sais pas comment on l'appelle - remplie de photos, que les mendiants lisent dans les rues de n'importe laquelle de nos capitales, qui leur vante cette voiture de luxe avec sa compagnie féminine, et même un yacht ou des choses de ce genre (rires). Voilà comment ils empoisonnent les gens avec leur pub, au point que même les mendiants sont influencés d'une façon cruelle et qu'on les fait rêver du ciel, inaccessible pour eux, que leur offre le capitalisme.

Dans notre pays, je vous le dis, nous nous consacrons à d'autres choses. Mais ces gens-là influent, c'est sûr, avec cette image d'un genre de société qui n'est pas seulement aliénant, inégal et injuste, mais encore intenable des points de vue économique, social et écologique.

Je dis souvent : pensez un peu que le modèle de consommation soit que chaque citoyen du Bangladesh, de l'Inde, de l'Indonésie, du Pakistan ou de la Chine ait une voiture à sa porte ! Et que ceux qui

ont une voiture me pardonnent, parce qu'on dirait qu'il n'y a pas d'autres solutions, parce qu'il y a des tas d'avenues et que les distances sont énormes. Je ne critique pas, je mets en garde, tout simplement, au sujet d'un modèle qu'il est impossible d'appliquer au monde encore à développer. Vous me comprendrez bien, parce que Caracas ne peut supporter beaucoup plus de voitures. Vous allez devoir construire des avenues de trois ou quatre étages (rires), savez-vous ? S'ils faisaient ça en Chine, j'imagine qu'ils devraient convertir les cent millions d'hectares dont ils disposent pour produire des aliments en autoroutes, en garages, en parkings, et qu'il ne resterait plus rien pour cultiver le moindre grain de riz.

Il est fou, et même chaotique et absurde, le modèle de consommation que ces gens-là sont en train d'imposer au monde (applaudissements).

Je ne prétends pas que cette planète devienne une chartreuse (rires), mais je pense en tout cas qu'elle n'a pas d'autre choix que de définir ce que devront être les patrons ou les modèles de consommation accessibles et viables dans lesquels il faudra éduquer l'humanité.

Toujours moins de personnes lisent des livres. Et pourquoi priver l'être humain du plaisir de lire un livre, par exemple, et de bien d'autres plaisirs dans le domaine de la culture et des loisirs, pour un enrichissement non seulement matériel, mais encore spirituel ? Je ne pense pas à des hommes travaillant, comme à l'époque d'Engels, de quatorze à quinze heures par jour, mais à des hommes travaillant quatre heures. Si la technique le permet, pourquoi alors le faire pendant huit heures ? Le plus logique et le plus élémentaire, c'est que plus la productivité s'accroît, moins il faut d'effort physique ou mental, plus le chômage diminue, et plus l'homme doit avoir de temps libre (applaudissements).

J'appelle homme libre celui qui n'a pas à travailler toute la semaine, samedi et dimanche compris, en 2 x 8, parce que l'argent ne lui suffit pas, et en train de courir à toute heure, dans un métro ou dans un bus dans de grandes villes. A qui donc va-t-on faire croire que cet homme-là est libre ? (Applaudissements.)

Si les ordinateurs et les machines automatiques peuvent faire des miracles dans la création de biens matériels et de services, pourquoi l'homme ne pourrait-il pas se servir de la science qu'il a créée de

son intelligence au profit du bien-être de l'humanité ?

Pourquoi, uniquement pour des raisons commerciales, pour des profits et des intérêts d'élites super-privilegiées et puissantes, sous l'empire de lois économiques chaotiques et d'institutions qui ne sont pas éternelles, qui ne l'ont pas été et qui ne le seront jamais, telles les fameuses lois du marché converties en objet d'idolâtrie, en des mots sacro-saints qu'on entend mentionner à toute heure, jour après jour, l'homme d'aujourd'hui doit-il supporter la faim, le chômage, la mort prématurée, les maladies curables, l'ignorance, l'inculture, et toutes sortes de calamités humaines et sociales, alors qu'on pourrait créer toutes les richesses nécessaires pour satisfaire des besoins humains raisonnables qui seraient compatibles avec la préservation de la nature et de la vie sur notre planète ? Oui, il faut réfléchir, il faut penser. Il semble, bien entendu, élémentaire et raisonnable que l'homme dispose de l'alimentation, de la santé, d'un toit, de vêtements, d'éducation, de transport rationnel adéquat, durable et sûr, de culture, de loisirs, d'une large variété de choix dans sa vie et de milliers d'autres choses qui pourraient lui être accessibles, et non d'un jet privé et d'un yacht pour chacune des 9,5 milliards de personnes qui peupleront la terre dans moins de cinquante ans. On a déformé l'esprit de l'homme.

Heureusement que toutes ces choses-là n'existaient pas à l'époque de l'Eden et de l'arche de Noé que nous raconte l'Ancien Testament, j'imagine qu'ils vivaient un peu plus tranquillement (rires). Euh, bon, ils ont eu droit à un déluge. Mais nous l'avons nous aussi, et trop souvent. Voyez ce qu'il vient de se passer en Amérique centrale. Et avec les changements climatiques, personne ne sait si nous ne finirons pas un jour par acheter des entrées et par faire la queue devant une arche ! (Rires.)

Oui, ces gens-là ont inculqué tout ça au monde, ils ont aliéné des millions, des dizaines de millions et des centaines de millions de personnes, et ils les font d'autant plus souffrir qu'elles sont moins capables de satisfaire leurs besoins élémentaires, parce qu'elles n'ont même pas de médecin ou d'école.

J'ai parlé de la formule anarchique, irrationnelle et chaotique qu'impose le néolibéralisme : investir des centaines de milliards dans le plus grand désordre; des dizaines de millions de travailleurs produisant les mêmes choses : des téléviseurs, de composants d'ordinateurs, des chips, comme on dit, une foule d'articles et d'objets, y compris des tas de voitures. Tout le monde faisant la

même chose.

Ils ont créé le double des capacités nécessaires pour produire des voitures. Et quels clients pour ces voitures ? Les clients se trouvent en Afrique, en Amérique latine et dans de nombreux autres endroits du monde, le hic c'est que là les gens n'ont pas un centime pour les acheter, ni d'essence, ni d'autoroutes, ni d'ateliers, qui finiraient par ruiner encore plus les pays du tiers monde, par jeter par la fenêtre des ressources nécessaires au développement social et par détruire encore plus la nature.

En créant dans les pays industriels des modèles de consommation intenable et en semant des rêves impossibles sur le reste de la planète, le système capitaliste développé a déjà provoqué un grand dommage à l'humanité. Il a empoisonné l'atmosphère et épuisé d'énormes ressources naturelles non renouvelables dont l'espèce humaine aura grand besoin à l'avenir. N'allez pas croire, je vous en prie, que je conçoive un monde idéaliste, impossible, absurde. Je tâche de réfléchir sur ce que pourrait être un monde réel et un homme plus heureux. Il ne faudrait pas mentionner une marchandise, il suffirait de mentionner un concept : l'inégalité rend d'ores et déjà malheureux 80 p. 100 des habitants de la Terre. Et ce n'est qu'un concept.

Il nous faut chercher des concepts, et il faut avoir des idées qui permettent de créer un monde viable, un monde durable, un monde meilleur.

Je me diverts de ce qu'écrivent une bonne part des théoriciens du néolibéralisme et de la mondialisation néolibérale. Je n'ai vraiment pas beaucoup de temps pour aller au cinéma, et je n'y vais presque jamais, ou de voir des vidéo-cassettes, même si elles sont bonnes, car il en existe. Mais, pour m'amuser, je me mets à lire des articles de ces messieurs (rires). Car leur commentateur les plus incisifs, les plus sages, je les vois plongés dans une telle quantité de contradictions, de confusions, et même de désespoir, à la recherche de la quadrature du cercle. Ce doit être quelque chose de terrible pour eux (applaudissements).

Un jour, on m'a montré une petite figure carrée, avec deux petits traits au-dessus, comme ça, une au milieu et une autre en-dessous (il fait les gestes correspondants) et il fallait y passer un crayon dessus sans le séparer du papier. Je ne sais combien de temps j'ai

perdu (rires) à essayer de le faire, au lieu de faire mes devoirs, d'étudier la leçon de maths, de langues ou je ne sais trop quoi, parce que, quand les jouets qu'a inventés l'industrie pour amuser les élèves pendant les classes et leur faire rater leur examen scolaire, à mon époque nous inventions nous-mêmes des choses qui nous faisaient perdre pas mal de temps.

Donc, je m'amuse, je me divertis. Je dois au moins leur en savoir gré (rires et applaudissements). Mais je dois aussi les remercier de ce qu'ils m'apprennent. Ah, vous savez quels sont ceux qui me rendent le plus heureux avec leurs articles et leurs analyses ? Eh bien, les plus conservateurs, ceux qui ne veulent même pas entendre parler de l'Etat, ni même l'entendre mentionner ! Ceux qui rêvent d'une banque centrale sur la Lune (rires) pour qu'aucun être humain n'est l'idée de réduire ou de hausser les taux d'intérêt. Incroyable !

Ce sont ceux-là qui me rendent le plus heureux, parce qu'à lire certaines choses de ce qu'ils écrivent, je me demande : Me serai-je trompé ? Cet article, n'aurait-il pas été écrit par un extrémiste de gauche, un radical ? (Rires.) Pensez un peu, quand vous voyez Soros en train d'écrire un livre après l'autre... et son dernier de la liste, j'ai dû aussi le lire, parce que je me suis dit : celui-ci est du moins théorique. De plus, c'est un universitaire, et de plus il possède je ne sais combien de milliards de dollars par suite d'opérations spéculatives. Je me disais : cet homme doit savoir de quoi il parle, des mécanismes, des trucs. Mais il l'a intitulé : Crise du capitalisme mondial. Tout un poème ! Et il l'affirme avec beaucoup de sérieux (rires) et aussi avec tant de conviction que je me suis dit : sapristi, on dirait que je ne suis pas le seul fou en ce monde ! (Rires et applaudissements.) Et ils sont un tas à exprimer des inquiétudes de ce genre, et je leur prête encore plus d'attention qu'aux adversaires de l'ordre économique mondial en place.

L'homme de gauche va vouloir vous prouver de toute façon que tout ça va s'effondrer (rires). Logique, c'est son devoir. De plus, il a raison (rires). Mais l'autre, en revanche, il ne le veut absolument pas. Et face aux catastrophes, aux crises, aux menaces de toutes sortes, ces gens-là se désespèrent et écrivent de tas de choses. Ils sont décontenancés, c'est le moins qu'on puisse dire. Ils ont perdu la foi en leurs doctrines.

Quant à nous, qui avons décidé de résister, nous nous sommes

retrouvés seuls - je ne parle plus de la solitude géographique, mais quasiment de la solitude dans le domaine des idées - parce que les désastres provoquent des conséquences, des scepticismes qui sont multipliés par la machine publicitaire, experte et puissante, de l'empire et de ses alliés. Tout ceci infuse du pessimisme, de la confusion chez beaucoup de gens qui ne possèdent pas tous les éléments pour juger les situations dans une perspective historique et qui se découragent.

Ah, qu'ils ont été amers, ces premiers jours-là, et même avant, quand nous avons beaucoup de gens en train de virer casaque ici ou là, vraiment - et je ne critique personne, je critique les casaques (rires et applaudissements). Ah, comme nous avons vu tout ça changer en si peu de temps, et que ces illusions-là se sont vite dissipées !

Dans l'ancienne URSS, ces gens-là sont arrivés avec leurs recettes néolibérales et leur économie de marché, et ils ont causé des dégâts incroyables, vraiment incroyables ! Démembrement de nations, désarticulation de fédérations de républiques sur les plans économique et politique, diminution des perspectives de vie, parfois de quatorze ou quinze ans, multiplication par trois ou quatre de la mortalité infantile, création de problèmes sociaux et économiques que jusqu'à un Dante, s'il ressuscitait, ne serait pas capable d'imaginer !

C'est vraiment triste. Et nous, qui nous efforçons d'être le plus informés possible de tout ce qu'il se passe partout - et il ne nous reste pas d'autres solutions que de le savoir plus ou moins profondément, ou alors de courir le risque d'être désorientés - nous avons une idée assez claire des désastres que le Dieu marché, avec ses lois et ses principes, et les recettes du Fonds monétaire international et les autres institutions néocolonisatrices ou ont recommandé et pratiquement imposé à tous les pays, au point que même des pays riches comme ceux d'Europe sont contraints de s'unir et d'unifier leur monnaie pour empêcher des hommes aussi experts que Soros de faire s'effondrer la livre sterling, reine encore, dans un passé pas si éloigné, des moyens d'échange, arme et symbole de l'empire dominant et maître de la monnaie de réserve du monde, tous ces privilèges que possèdent maintenant les États-Unis. Et pourtant les Anglais ont dû souffrir l'humiliation de voir s'effondrer leur livre sterling.

Ces gens-là ont fait pareil avec la peseta espagnole, le franc français, la lire italienne. Ils jouaient en faisant fond sur le pouvoir énorme que leur procuraient leurs milliards de dollars, parce que les spéculateurs sont des joueurs qui jouent avec des cartes biseautées. Ils possèdent toutes les informations, les économistes les plus experts, des Prix Nobel ; comme ceux de cette fameuse société qui était la plus prestigieuse des États-Unis, nommée Gestion de capitaux à long terme. Je crois qu'on dit en anglais Long Term Capital Management (LTCM) - vous me pardonnerez mon «excellente» prononciation anglaise (rires); pour ma part, je préfère le titre en espagnol, mais le nom de famille en anglais est connu presque partout. Bref, cette société, qui possédait des fonds de seulement 4,5 milliards de dollars, est parvenue à en mobiliser 120 pour les employer dans des opérations spéculatives. Elle avait parmi son personnel deux Prix Nobel et les programmeurs informatiques les plus experts, et pourtant ces messieurs se sont trompés, parce qu'ils n'ont pas tenu compte de certaines des nombreuses choses rares qui se passent dans notre monde. Comme la différence entre les bons du Trésor à trente ans et ceux à vingt-neuf ans était un peu plus grande que la normale, eh bien, tous les ordinateurs et les Prix Nobel ont décidé qu'il fallait acheter tant de ceux-ci et vendre à terme tant des autres. Oui, mais, ils n'avaient pas compté sur la crise à laquelle ils ne s'attendaient pas, parce qu'ils croyaient avoir fait le miracle d'un capitalisme qui n'arrêterait jamais de croître, sans jamais la moindre crise... Heureusement qu'ils n'ont pas eu l'idée de ça voilà deux ou trois mille ans ! Heureusement que Colomb a tardé un peu à découvrir ce continent-ci (rires) et que l'humanité a mis du temps à se rendre compte que la Terre était ronde et à faire les découvertes économiques, sociales et scientifiques sur lesquelles s'est fondé ce système, justement inséparable des crises, parce qu'il ne resterait peut-être plus d'êtres humains sur notre planète. Il se peut qu'il ne reste rien de rien.

Ceux de la Long Term - comme on les appelle familièrement - se sont trompés et ont perdu. Un vrai désastre. Les autorités nord-américaines ont dû voler à leur rescousse, violant toutes les règles morales et financières qu'elles imposent au monde et le président de la Réserve fédérale a dû comparaître devant le Sénat et déclarer que s'il n'avait pas sauvé ce fonds, la conséquence inévitable en aurait été une catastrophe économique aux États-Unis et dans le reste du monde.

Une autre question : qu'est-ce donc que cette économie qui règne aujourd'hui, où trois ou quatre multimillionnaires - et pas des plus grands, non, pas des Bill Gates et d'autres de ce genre, parce que celui-ci possède au moins quinze fois le capital de départ dont disposait la Long Term et qui lui a permis de mobiliser des sommes énormes provenant des épargnants et de recevoir des prêts de plus de cinquante banques - peuvent provoquer une catastrophe économique aux États-Unis et dans le monde ? Alors, comme ça, l'économie mondiale se serait effondrée si on n'avait pas sauvé ce fonds, et c'est un des types les plus compétents, les plus intelligents des États-Unis, le président de la Réserve fédérale, qui le déclare ! Cet illustre monsieur en sait plus qu'il ne veut bien le dire, mais il ne le dit pas parce que la méthode consiste en partie en l'absence de transparence et en de fortes doses de calmant chaque fois que la panique se répand, en de petits mots doux et encourageants : «Tout va très bien, l'économie fonctionne à merveille», etc., car telle est la technique bien rodée et appliquée sans faute. En tout cas, le président de la Réserve fédérale a dû reconnaître devant le Sénat des États-Unis qu'il serait arrivé une catastrophe s'il n'avait pas fait ce qu'il a fait.

Tels sont les fondements de la mondialisation néolibérale. Enlevez-en un, mais même s'il en reste encore vingt de ce faible échafaudage, ne vous inquiétez pas : ce qu'ils ont créé est intenable ! N'empêche qu'ils font souffrir bien des gens dans de nombreuses parties du monde; qu'ils ont ruiné des nations entières en leur prescrivant les formules du Fonds monétaire international, qu'ils continuent d'en ruiner d'autres et qu'ils ne peuvent l'éviter, qu'ils continuent de faire des idioties, qu'ils ont enflé les cours des actions boursières et qu'ils continuent de les enfler à l'infini.

Dans les bourses nord-américaines, plus du tiers des épargnes des familles et la moitié des fonds de pension sont placés dans des actions. Rappelez-vous le désastre de 1929, alors que seulement 5 p. 100 des Nord-Américains avaient placé leurs épargnes en bourse ! Et ces gens-là courent maintenant à droite et à gauche, ils ont eu leur petite frayeur en août dernier, quand la crise en Russie, qui représente à peine 2 p. 100 du PIB mondial, a fait chuter de plus de 500 points en un jour le Dow-Jones, l'indice-amiral de la bourse de New York, de 512 points exactement, et ç'a été le sauve-qui-peut.

En fait, les dirigeants du système en place passent leur temps à courir dans le monde d'une banque à l'autre, d'une institution à

l'autre (rires). Pendant la crise russe, on aurait dit une compétition de course ! Le Conseil des relations extérieures, dont le siège est à New York, se réunit, et Clinton y prononce une allocution pour dire que le danger, ce n'est pas l'inflation, mais la récession, et voilà qu'en quelques jours, en quelques heures à peine, pratiquement, ils négocient un virage à cent quatre-vingts degrés et décident, non de relever les taux d'intérêt, mais de les baisser. Après, les 5 et 6 octobre derniers, ils réunissent à Washington tous les gouverneurs de banques centrales qui prononcent des allocutions et font je ne sais combien de critiques au Fonds monétaire, et ils prennent de prétendues mesures pour tenter d'éloigner le danger. Quelques jours plus tard, le gouvernement nord-américain réunit le Groupe des 7 qui décide d'apporter 90 milliards de dollars pour que la crise ne s'étende pas au Brésil et, à travers le Brésil, à toute l'Amérique du Sud, tâchant d'éviter que la flamme n'atteigne pas les bourses super-enflées des États-Unis, parce qu'il suffit d'une épingle, d'un tout petit trou pour que la bulle se dégonfle. Voyez un peu les risques qui menacent le mondialisation néolibérale.

J'avais dit : «Ces gens-là ont des ressources, ils ont encore une marge de manoeuvre pour ajourner encore un tout petit peu la grande crise.» Pour l'ajourner, mais non pour l'éviter en fin de compte. Je réfléchissais là-dessus et je me suis dit : Tiens, on dirait qu'ils y sont parvenus avec toutes les mesures qu'ils ont adoptées ou imposées, la baisse du taux d'intérêt, les 90 milliards dégagés pour soutenir le Fonds qui n'avait plus de fonds (rires), les mesures du Japon pour faire face à la crise bancaire, l'annonce par le Brésil de fortes mesures économiques, l'annonce opportune que l'économie nord-américaine avait enregistré une croissance plus élevée que prévue au troisième trimestre. Il semblait donc que les choses allaient un peu mieux. Et voilà que nous sommes de nouveau tous surpris, il y a seulement quelques jours, par les nouvelles provenant du Brésil au sujet de la situation économique qui s'y est déclenchée. Et c'est là quelque chose de très douloureux, compte tenu des efforts que doivent faire nos peuples pour joindre leurs forces et mener la dure bataille qui les attend, car une crise destructrice au Brésil serait extrêmement négative pour l'Amérique latine.

Malgré tout ce qu'ils ont fait, les Brésiliens se retrouvent dans une situation économique compliquée, maintenant que les États-Unis et les organismes financiers internationaux ont déjà utilisé une bonne partie de leurs recettes et brûlé une bonne partie de leurs

cartouches. Plusieurs mois se sont écoulés depuis la grande frayeur, et ils exigent maintenant de nouvelles conditions et semblent plus indifférents au sort du Brésil.

La Russie, ils prétendent la maintenir au bord de l'abîme. Ce n'est pourtant pas un petit pays, c'est même le pays le plus étendu du monde, peuplé de 146 millions d'habitants, possédant des milliers d'armes atomiques, où une explosion sociale, un conflit interne ou n'importe quoi peut causer de terribles dégâts.

Ces messieurs qui dirigent l'économie mondiale sont si fous et si irresponsables qu'après avoir coulé un pays avec leurs recettes, il ne leur vient même pas à l'idée d'utiliser un peu de ces papiers qu'ils impriment - parce que c'est bien ça que sont les bons du Trésor où les spéculateurs se réfugient quand ils redoutent des risques - ils ne leur vient même pas à l'idée d'utiliser un peu des 90 milliards de soutien au Fonds, pour éviter un désastre économique ou politique en Russie. Ce qu'il leur vient à l'idée, c'est d'exiger d'elle un tas de conditions impossibles à appliquer. De réduire des budgets qui sont déjà au-dessous des limites indispensables, de décréter la libre convertibilité, de payer sur-le-champ ses dettes élevées, toutes ces conditions qui en finissent avec les réserves éventuelles de n'importe quel pays. Ces gens-là ne pensent pas, n'apprennent pas, ils prétendent maintenir la Russie dans une situation précaire, au bord de l'abîme, à coups d'aide humanitaire, imposant des conditions et créant des dangers vraiment sérieux.

Le problème de la Russie, un pays qu'ils ont torpillé avec leurs conseillers et leurs formules, n'est pas réglé, pas plus que celui du Brésil, bien qu'ils aient été très soucieux de le faire parce qu'il pouvait les toucher de très près, au point qu'il me semblait, par exemple, que c'était là la dernière tranchée qu'il restait aux bourses des États-Unis.

Ils ont eu une grande frayeur. Certaines des mesures mentionnées ont permis de stabiliser un peu les bourses, l'achat et la vente d'actions sont reparties, et c'est de nouveau la course vers l'espace, ce qui crée les conditions d'une crise encore plus grande, et dans un laps relativement bref, et on ne sait quelles conséquences elle aura sur l'économie et la société nord-américaines.

Il est impossible d'imaginer ce qu'il se passerait si une crise comme celle de 1929 éclatait. Eux, ils croient avoir jugulé les risques de

crises comme celle d'alors, et le fait est qu'ils n'ont rien jugulé du tout. Ils n'ont pas pu éviter la crise brésilienne, et celle-ci peut porter préjudice à l'intégration sud-américaine en cours et à l'intégration latino-américaine et aux intérêts de nos pays. Voilà pourquoi j'ai dit qu'il s'agissait d'une mauvaise nouvelle.

Mais tout a une cause, une explication, et, à force d'être attentif et d'observer ce que pensent ces gens-là, ce qu'ils disent, ce qu'ils font, on finit par deviner vraiment ce qu'ils ont en tête. Avec ces gens-là, l'essentiel est ne pas les croire sur parole, mais, à partir de ce qu'ils disent, pénétrer dans leur cerveau - en leur causant le moins de traumatisme possible, les pauvres, pour ne pas leur infliger de dommages (rires) - et savoir ce qu'ils pensent, savoir ce qu'ils n'ont pas dit et pourquoi ils ne l'ont pas dit.

C'est comme ça qu'ils font. Et voilà pourquoi c'est vraiment très intéressant, ça pousse à la réflexion et ça nous conforte dans nos convictions de constater, après avoir vécu cette époque où l'on parlait de l'incertitude, de l'amertume, de la perte de la foi de bon nombre de progressistes, comment bien des vérités se frayent une voie, comment bien des gens vont plus loin dans leurs réflexions et comment ceux qui paradaient en nous parlant de la fin de l'histoire et du triomphe définitif de leurs conceptions anachroniques et égoïstes sont maintenant en pleine déconfiture et ne peuvent cacher leur démoralisation.

Ces huit années - pour partir de 1991, année de la disparition de l'URSS - ont été pour nous des années dures dans tous les sens, mais aussi dans celui des idées, des concepts. Et nous constatons maintenant que les fondements du système, voire de l'empire millénaire que pensaient avoir créés les superpuissants sont en train de s'effondrer.

Que nous a donc laissé ce capitalisme mondialisé, ou cette mondialisation capitaliste néolibérale ? Non seulement à partir de celui-ci que nous connaissons, mais depuis la racine même du capitalisme dont est issu celui qui règne actuellement, hier progressiste, aujourd'hui réactionnaire et intenable, tout au long d'une évolution que beaucoup d'entre vous, historiens, et même ceux qui ne le sont pas, comme les élèves d'économie, doivent savoir : avec une histoire de deux cent cinquante à trois cents ans, un capitalisme dont le théoricien fondamental publie son ouvrage principal en 1776, l'année même de la Déclaration d'indépendance

des États-Unis, quelqu'un que vous connaissez tous, Adam Smith : un grand talent, une grande intelligence, sans aucune doute, pas un grand pécheur, pas un coupable, pas un bandit, sûrement pas, quelqu'un qui a étudié ce système économique né en Europe et alors en plein essor, qui a réfléchi, qui a fait des recherches et qui a exposé les fondements théoriques du capitalisme. Le capitalisme de l'époque, bien entendu, parce que celui d'aujourd'hui, Adam Smith ne pourrait même pas l'imaginer.

A cette époque d'ateliers minuscules et de petites fabriques, il soutenait que la motivation fondamentale de l'activité économique était l'intérêt individuel, dont la recherche en quête de compétitivité constituait la source principale du bien public. Il ne fallait pas en appeler à l'humanitarisme de l'homme, mais à son amour de lui-même.

La propriété et la direction personnelles étaient les seules compatibles avec ce monde de petites industries que connaissait Adam Smith. Il n'a pas même pu connaître les grandes usines et les masses de travailleurs impressionnantes qui ont vu le jour à la fin de ce XVIIIe siècle, à plus forte raison imaginer les gigantesques corporations et les sociétés transnationales modernes avec leurs millions d'actions, dont les directeurs sont des cadres professionnels qui n'en sont pas les propriétaires et qui se bornent à rendre compte de temps en temps aux actionnaires, car ce sont ces derniers qui décident des dividendes à payer, des placements à faire et de leurs montants. Ces formes-ci de propriété, de direction et d'utilisation des richesses n'ont rien à voir avec le monde qu'a connu Smith.

Mais le système a continué de se développer et a pris une impulsion considérable à partir de la révolution industrielle anglaise, avec la naissance de la classe ouvrière. C'est alors qu'a vu le jour celui qui est de mon point de vue le plus grand penseur, sous quelque critère qu'on le prenne, sur les terrains économique, mais aussi politique, Karl Marx. Personne n'a mieux connu que lui les lois et les principes du système capitaliste. Angoissés par la crise actuelle, bien des membres de l'élite capitaliste lisent Marx, y cherchant des diagnostics et des remèdes éventuels à ses maux contemporains. Et c'est de Marx qu'est né la conception socialiste comme antithèse du capitalisme.

La lutte entre les idées que symbolisent ces deux penseurs dure depuis longtemps. Le capitalisme original a continué de se

développer selon les principes de son théoricien le plus illustre jusqu'à, pourrait-on dire, la première guerre mondiale.

Dès avant celle-ci, il existait un certain niveau de mondialisation, tel l'étalon-or au sein du système monétaire international. Puis la grande crise de 1929 a éclaté, suivie d'une grande récession qui a duré plus de dix ans. Et c'est alors qu'apparaît un autre penseur, un des quatre piliers de la pensée économique et politique qui a si fortement marqué les trois siècles derniers, chacun avec son sceau distinctif, John Maynard Keynes, qui avait des idées avancées pour l'époque - pas autant que Marx, bien entendu, tant s'en faut, même s'il le respectait pas mal et s'il coïncidait avec lui sur certains points - et qui a mis au point les formules grâce auxquelles les États-Unis parviennent à sortir de la grande dépression.

Pas à lui tout seul, bien entendu. Il existait un groupe d'universitaires qui coïncidaient avec lui et sur lesquels il influait pas mal. A l'époque, il n'y avait quasiment pas d'économistes et on ne faisait pas grand-cas d'eux - je ne sais si c'était un bien ou un mal, ça dépend (rires). En tout cas, on a vu commencer à apparaître des groupes bien formés, disposant d'une bonne information statistique, capables de faire des études profondes, et beaucoup d'entre eux, alors que le pays était angoissé et épuisé par une récession interminable, ont fini par devenir des membres éminents du cabinet de Roosevelt ou d'autres institutions, et les théories de Keynes ont contribué à tirer le capitalisme de la pire crise qu'il avait connue.

L'étalon-or avait été suspendu à titre temporaire, puis il a été rétabli par Roosevelt en 1934, si je me souviens bien. Et il s'est maintenu jusqu'en 1971, trente-sept ans d'affilée, jusqu'à monsieur Nixon, et c'est alors que le grand empire nous a tous escroqués ! (Rires.)

Vous devez sans doute vous demander, et à juste titre, pourquoi je vous parle de ça. Si j'ai mentionné ces personnages, bien qu'il me manque le quatrième, parce qu'il est très important pour nous de tâcher de bien connaître l'histoire du système qui régit le monde pour l'instant, son anatomie, ses principes, son évolution, ses expériences, pour comprendre vraiment que cette créature, qui est venu au monde voilà environ trois siècles, en arrive à ses étapes finales (applaudissements). Il faut le connaître et il faut presque en faire l'autopsie avant qu'il finisse de décéder, sinon nous risquons de disparaître beaucoup avec lui et, s'il tarde plus que prévu, nous risquons de disparaître tous (rires et applaudissements).

J'ai parlé de l'étalon-or, parce qu'il a joué un rôle très important dans les problèmes auxquels nous sommes maintenant confrontés. Vers la fin de la seconde guerre mondiale, on a assisté à une tentative de créer une institution en mesure de régler et d'impulser le commerce mondial, car la situation économique était vraiment désastreuse à cause de cette guerre longue, sanglante et destructive. C'est alors qu'est signé le fameux accord de Bretton Woods, mis au point par certains pays, dont les plus influents et les plus riches.

Le plus riche de tous était d'ores et déjà les États-Unis qui accumulaient alors 80 p. 100 de l'or du monde et qui décidaient de fixer une monnaie d'échange fixe sur la base de l'or, l'étalon or-dollar, pourrait-on dire, qui combinait l'or avec le billet nord-américain, si bien que ce dernier devenait la monnaie de réserve internationale. Et ceci a donné un pouvoir énorme et un privilège spécial aux États-Unis qui l'ont utilisé à ce jour dans leur propre intérêt, le pouvoir de manipuler l'économie mondiale, d'en fixer les règles. Ou encore de dominer le Fonds monétaire: comme il y faut 85 p. 100 des voix pour adopter un accord et qu'ils en détiennent 17,5 p. 100, ils peuvent bloquer n'importe quelle décision, ce qui fait d'eux pratiquement les maîtres du FMI, où ils ont toujours le dernier mot. Bref, ils sont parvenus à imposer l'ordre économique mondial dont nous sommes victimes.

Mais avant, Nixon y était allé de sa petite escroquerie. Les États-Unis disposaient au départ de 30 milliards de dollars en or dont ils maintenaient la valeur en contrôlant rigoureusement le marché à 35 dollars l'once dite Troy. Mais ils se sont mis à faire des dépenses sans lever d'impôts, à faire des guerres sans lever d'impôts. Ainsi, ils ont dépensé plus de 500 milliards de dollars dans la guerre du Viet Nam, et leurs réserves d'or ont commencé à fondre, il ne leur en restait plus que 10 milliards et au train où ils allaient, il n'allait plus rien leur rester, et alors, Nixon a prononcé un discours - je crois que c'était le 17 août 1971 - pour déclarer purement et simplement que le billet nord-américain n'était plus convertible en or.

En contrôlant rigoureusement le marché, comme je l'ai expliqué, ils maintenaient l'or à un cours fixe, 35 dollars l'once. Si l'offre d'or était excessive, ils achetaient. Après tout, cela ne leur coûtait rien : ils payaient avec ces billets qu'ils imprimaient et récupéraient l'or, pour éviter la chute des cours. Si une demande d'or excessive menaçait d'en élever les cours, ils faisaient le contraire et vendaient celui de

leurs abondantes réserves pour diminuer les prix. De nombreux pays soutenaient leur monnaie par de l'or et des billets nord-américains. Il existait au moins un système monétaire relativement stable pour des échanges commerciaux.

Ainsi donc Nixon, escroquant tous ceux qui détenaient un billet nord-américain - et les banques centrales du monde en possédaient des centaines de milliards de réserve - leur dit qu'ils n'auront maintenant plus le droit de recevoir en or physique la valeur de chaque billet nord-américain, et il le fait de façon unilatérale, par simple décret présidentiel ou par je ne sais quelle formule juridique, autrement dit, même pas par une décision du Congrès, violant ainsi l'engagement le plus sacré contracté par un traité international.

Et les Nord-Américains ont conservé leur or. Dont le prix a monté ensuite. L'or qu'il leur restait pour une valeur de dix milliards de dollars a fini par valoir bien plus que les trente milliards qu'ils possédaient avant en or physique. Et ils ont continué de bénéficier de tous les avantages du système, la valeur de leurs bons du Trésor, celle de leurs billets qui sont restés obligatoirement la seule monnaie de réserve dans les banques centrales de tous les pays qui les possédaient, eux, en contrepartie des exportations, tandis qu'aux États-Unis, cela ne leur coûtait que les dépenses d'impression ! Et les États-Unis ont acquis ainsi un pouvoir économique encore plus grand et ont commencé à déstabiliser le monde. Comment ? Eh bien, les autres monnaies sont entrées dans une étape de fluctuation, leur valeur variait de jour en jour, la spéculation monétaire s'est déclenchée, avec des opérations spéculatives d'achat et de vente de monnaies qui atteignent aujourd'hui des niveaux impressionnants du fait de la fluctuation constante de leur valeur. Bref, un nouveau phénomène voyait le jour et il est devenu aujourd'hui irrépressible.

La spéculation monétaire, qui se chiffrait voilà quatorze ans à 150 milliards de dollars par an, atteint aujourd'hui plus d'un million de million par jour. Voyez bien que je n'utilise pas le mot billion, parce qu'il existe une sacrée confusion entre le billion anglais et le billion français (rires). Le premier équivaut à mille millions, autrement dit un milliard, le second à un million de million. Qui se dit trillion aux États-Unis. En espagnol, on vient de créer tout récemment le mot millardo, qui équivaut au milliard français, pour tenter de mettre un peu de clarté dans cette vraie Tour de Babel de chiffres et de numéros, qui donne lieu à de nombreuses erreurs de traduction et à

de nombreuses confusions. Je répète donc, pour que cela soit bien clair, que les opérations spéculatives monétaires se chiffrent aujourd'hui à plus d'un million de millions de dollars par jour. Soit une croissance de deux mille fois en quatorze ans.

Et tout ceci s'explique par la mesure adoptée par les États-Unis en 1971 et en vertu de laquelle toutes les monnaies ont commencé à fluctuer dans de certaines limites ou librement. Nous avons donc maintenant un capitalisme assorti d'un nouveau phénomène qu'Adam Smith, même en faisant le pire cauchemar, n'aurait pu imaginer (rires) quand il écrivait son livre sur la richesse des nations.

On a vu surgir aussi de nouveaux phénomènes incontrôlables, par exemple les fonds de couverture que j'ai mentionnés. Et il en existe des centaines ou des milliers. Calculez un peu ce qu'il doit s'y passer pour que le président de la Réserve des États-Unis ait pu affirmer que l'un d'eux aurait pu provoquer une catastrophe économique dans le pays et dans le monde. Et il est bien placé pour connaître exactement la réalité. On le devine à lire certains articles de certaines revues conservatrices, qui savent, elles, et qui doivent dire parfois certaines choses pour appuyer leur argumentation, mais qui tâchent d'être extrêmement discrètes. Mais le monde n'est pas peuplé seulement d'idiots (rires) et il n'est pas difficile de se rendre compte de ce qu'elles ne veulent pas divulguer.

Une revue britannique très connue, critiquant la décision de Greenspan d'aider le fameux fonds, a dit quelque chose d'intéressant : en gros, il se peut que Greenspan ait eu des informations supplémentaires. Elle a utilisé de fait une phrase dont je ne me souviens pas littéralement, plus subtile encore, mais qui laissait entendre - et cette revue est spécialisée et généralement assez circonspecte - que le président de la Réserve fédérale - dont elle ne partageait pas la décision - avait de bonnes raisons pour dire qu'il fallait sauver le fonds. En tout cas, il est incontestable que Greenspan, tout comme la revue, savait pourquoi il risquait de se produire une banqueroute en série de banques de centres stratégiques.

La quatrième personnalité qui a laissé une empreinte très reconnaissable à cette dernière étape du développement de la pensée économique capitaliste, c'est Milton Friedman, le père du monétarisme pur et dur qu'appliquent aujourd'hui de nombreux pays du monde et que défend particulièrement le Fonds monétaire

international, comme ultime recours contre l'inflation qui a reparu avec une force extraordinaire après Keynes.

Aujourd'hui, vous avez de tout : de la dépression dans certains pays, de l'inflation dans d'autres, des recettes et des mesures qui déstabilisent les gouvernements. Tout le monde comprend maintenant que chaque fois que le Fonds monétaire international aide un pays, ou prétend l'aider, il le coule économiquement et le déstabilise politiquement. On n'a jamais pu mieux dire que les aides du FMI sont des baisers de Judas (applaudissements).

Permettez-moi de signaler certains faits dont je voudrais que vous les ayez à l'esprit et qui répondent à la question que je me suis posé : que nous ont laissé le capitalisme et la mondialisation néolibérales ? Au terme de trois cents ans de capitalisme, le monde compte 800 millions d'affamés; un milliard d'analphabètes; 4 milliards de pauvres; 250 millions d'enfants travaillant régulièrement, 130 millions non scolarisés, 100 millions vivant dans la rue, 11 millions d'enfant de moins de cinq ans mourant chaque année de dénutrition, de pauvreté et de maladies que l'on peut prévenir ou guérir; un écart croissant entre riches et pauvres, dans chaque pays et entre les pays; une destruction impitoyable et quasi irréversible de la nature; un gaspillage et un épuisement accéléré de ressources non renouvelables importantes; une pollution de l'atmosphère, des nappes phréatiques, des cours d'eau et des mers; des changements climatiques aux conséquences imprévisibles, mais d'ores et déjà visibles. Au cours de ce siècle, plus d'un milliard d'hectares de forêts vierges ont disparu, et une superficie égale a été la proie de la désertification ou de la dégradation.

Voilà trente ans, personne ne mentionnait cette question; aujourd'hui, c'est quelque chose de vital pour notre espèce. Je ne veux pas donner d'autres chiffres. Je crois que ceux que j'ai donnés servent à qualifier un système qui prétend à l'excellence. Il est possible de démontrer tout ceci d'une façon très simple : ses résultats désastreux peuvent être présentés comme des vérités évidentes.

Face à cela, beaucoup se demandent : que faire ? Eh bien, les Européens ont inventé leur recette : ils s'unissent, ils ont adopté une monnaie unique, ils sont en train de l'utiliser au milieu des grandes manifestations de sympathie des États-Unis, selon ce que déclarent leurs porte-parole... Aussi grandes qu'hypocrites (rires), d'ailleurs,

parce que, même si les États-Unis affirment : «C'est magnifique, l'euro est parfait, c'est une excellente idée», nous savons tous qu'ils souhaitent que l'euro s'effondre totalement ! En tout cas, c'est l'Europe riche, développée, dotée d'un produit brut annuel par habitant se montant à 20 000 dollars dans certains pays, et à 25 000 ou 30 000 dans d'autres. Comparez avec des pays de notre monde qui n'atteignent que 500, 600 ou 1 000 !

Que faisons-nous, nous autres ? C'est là une question à se poser, compte tenu de ce panorama et à un moment où ils veulent nous avaler. Oui, que personne n'en doute : ils veulent nous avaler, et nous ne pouvons attendre un autre miracle comme celui grâce auquel un prophète a pu sortir du ventre d'une baleine (rires), parce que si celle que nous avons tout près nous avale, elle va tout simplement nous digérer, tout entiers, à toute allure.

Tel est notre continent. Et je parle ici, rien de moins qu'au Venezuela, rien de moins que sur la terre glorieuse où est né Bolívar, où a rêvé Bolívar (applaudissements), où il a conçu l'unité de nos pays et travaillé dans ce sens, à une époque où un cheval mettait trois mois à aller de Caracas à Lima, où il n'y avait pas de téléphones portables, d'avions, de routes, d'ordinateurs, ni rien de tout ça. Et pourtant il a vu le danger que pouvaient représenter ce qui n'était alors que quelques colonies récemment indépendantes dans le lointain Nord. Il l'a prévu, il a été prophète. «Les États-Unis semblent destinés par la providence à infester l'Amérique de misères au nom de la liberté», a-t-il dit un jour, et il a lancé l'idée de l'unité de nos peuples et il a lutté pour elle jusqu'à sa mort. Si cela pouvait paraître un rêve à l'époque, aujourd'hui c'est une nécessité vitale (applaudissements),

Comment les solutions peuvent-elles apparaître de mon point de vue ? Elles sont difficiles, bien difficiles. Les Européens, comme je l'ai dit, ont fixé leur cap et font une forte concurrence à notre voisin du Nord. Une concurrence très forte et croissante, c'est clair. Les États-Unis ne veulent pas que quelqu'un vienne contrarier leurs intérêts dans ce qu'il considère comme leur continent à eux, et qu'ils veulent tout entier à eux. La Chine constitue de sa part, en Extrême-Orient, une nation immense, tandis que le Japon est un puissant pays industriel.

Comme je pense que la mondialisation est irréversible, mais que le

problème n'est pas la mondialisation en soi, mais le genre de mondialisation, il me semble que, compte tenu de la difficulté de la voie à suivre et du peu de temps dont disposent les peuples, il faudra en venir à des unions, à des accords, à des intégrations régionales. Et ce sont quasiment les Latino-Américains qui doivent se hâter le plus dans la lutte pour l'intégration. Mais pas l'Amérique latine toute seule. L'Amérique latine et les Caraïbes (applaudissements). Voyez un peu nos frères anglophones des Antilles, les pays de la Communauté des Caraïbes, tout petits, qui sont indépendants depuis quelques années seulement et qui ont une attitude d'une dignité impressionnante.

Si je le dis, c'est en raison de leur conduite envers Cuba. Alors que tout le monde en Amérique latine, par suite des pressions des États-Unis, avaient absolument rompu avec nous, sauf le Mexique, ce sont les pays caribéens qui, au bout de bien des années, ont ouvert une brèche aux côtés de Torrijos et ont lutté pour briser l'isolement de Cuba. Et maintenant nous avons des relations avec l'immense majorité des pays latino-américains et caribéens (applaudissements). Nous les connaissons, nous les apprécions, et on ne peut les oublier, on ne peut les laisser aux mains de l'OMC et de ses accords, on ne peut les laisser à la merci des bananières transnationales nord-américaines qui tentent de leur enlever les petites préférences dont ils ont si besoin. Ce monde-ci, on ne peut l'arranger en faisant table rase de tout, selon la méthode nord-américaine qui est de tout arracher à la racine.

Plusieurs de ces pays caribéens vivent de leurs plantations, ne produisent que 1 pour 100, ou 2 p. 100 tout au plus des bananes commercialisées, ce qui est trois fois rien, et pourtant le gouvernement nord-américain, pour protéger une de ses transnationales qui possède des plantations en Amérique centrale, a interjeté appel devant l'OMC et a même emporté le morceau. Alors, les pays caribéens sont très inquiets, parce qu'on leur ôte les préférences dont ils jouissent et parce qu'on s'efforce de liquider la Convention de Lomé en vertu de laquelle ils bénéficient de certains avantages minimaux au titre d'anciennes colonies et de pays qui ont désespérément besoin de ressources pour se développer, des ressources qu'il est injuste de leur enlever.

On ne peut traiter de la même manière des pays qui ont tous des niveaux de développement différents. On ne peut ignorer les inégalités. On ne peut appliquer une même recette à tout le monde.

On ne peut imposer une seule voie. Et les formules visant à réglementer et à développer les relations économiques internationales ne serviront à rien si c'est pour avantager uniquement les plus riches et les plus puissants. Le Fonds monétaire tout comme l'OMC veulent faire table rase de tout.

L'OCDE, ce club exclusif de riches, était en train de peaufiner, pratiquement en secret, un accord multilatéral des investissements à caractère supranational qui établirait des lois relatives aux investissements étrangers. Mettons, une espèce de Loi Helms-Burton à l'échelle mondiale. Et, en catimini, elle l'avait pratiquement terminé quand une organisation non gouvernementale a pu disposer d'une copie du projet, l'a diffusé sur Internet dans le monde entier, un scandale a éclaté en France qui a repoussé ce projet d'accord - apparemment, on n'y avait pas prêté beaucoup d'attention à ce que cuisinait l'OCDE - après je crois que les Australiens ont fait pareil, et le projet mitonné avec tant de secret s'est effondré. Mais voilà comme on élabore des traités internationaux importants et décisifs ! Après, on vous le pose sur une table pour que vous le signiez, et si vous ne le signez pas, eh bien, préparez-vous ! (Rires.)

Ces gens-là n'ont pas discuté un seul mot avec les pays qui allaient devoir appliquer ces normes inéluctables. Voilà comment on nous traite. Voilà comment on manipule les intérêts les plus vitaux de nos peuples.

Et ils vont continuer de le faire ! Il va falloir être très aux aguets et constamment en état d'alerte face à ces institutions. Il faut dire qu'ils étaient en train de nous préparer un traquenard, auquel on a pu mettre le holà pour l'instant. Mais ils vont continuer d'inventer des choses qui rendront toujours plus difficiles nos conditions de vie. Il ne s'agissait plus seulement de nous faire tous rivaliser et de nous pousser tous à faire des concessions désespérées sur tous les terrains. Non, avec cet accord multilatéral d'investissements, ces gens-là cherchaient à pouvoir investir dans les conditions qu'il leur chantait à eux, en ayant toute liberté de respecter ou non l'environnement, ou d'empoisonner ou non les cours d'eau, ou de détruire ou non la nature, sans que personne ne puisse rien exiger d'eux.

A l'OMC, heureusement, nous sommes la majorité, nous les pays du tiers monde, et nous pouvons nous battre pour défendre nos intérêts, si nous parvenons à éviter qu'on nous leurre et qu'on nous

divise. Cuba, on n'a pas pu l'exclure, parce qu'elle y a appartenu dès sa fondation. Mais les Chinois, on ne veut pas les laisser entrer, ou, du moins, on oppose une énorme résistance à leur admission (rires). Et les Chinois font des pieds et des mains pour entrer à l'OMC, parce qu'un pays qui n'y appartient pas peut se voir appliquer des tarifs douaniers de 1 000 p. 100 et bloquer toutes ses exportations. Ce sont les pays riches qui fixent les règles et les conditions qui leur conviennent le plus.

Et qu'est-ce qu'il leur convient ? A quoi aspirent-ils ? A ce qu'il n'y ait plus, un jour, de tarifs douaniers. Sans parler du rêve de n'avoir plus d'impôts à payer pour leurs investissements au fisc national, ou de bénéficier de tas d'années d'exemption d'impôts, grâce à des concessions léonines arrachées à un monde sous-développé assoiffé d'investissements, d'avoir le droit de faire ce qu'il leur chante dans nos pays avec leurs investissements, sans la moindre restriction, de garantir la libre circulation de capitaux et de marchandises à travers le monde, exception faite, bien entendu, de cette marchandise appelé homme du tiers monde, de cet esclave moderne, de cette main-d'oeuvre bon marché qui abonde tant sur notre planète, qui inonde les zones franches sur sa propre terre, ou qui balaie les rues, ramasse les légumes, fait les travaux les plus difficiles et les plus mal payés quand il est admis légalement ou illégalement dans les anciennes métropoles devenues des sociétés de consommation.

Voilà le genre de capitalisme mondialisé qu'on veut nous imposer. Nos pays, bourrés de zones franches, n'auraient d'autres revenus que les maigres salaires de ceux qui auront le privilège de trouver un emploi, alors qu'un tas de multimillionnaires accumulent des fortunes dont on ne sais même pas où elles s'arrêteront.

Qu'un citoyen nord-américain, si talentueux et habile qu'il soit en matières techniques et en affaires, possède une fortune de 64 milliards de dollars, soit l'équivalent du revenu annuel de plus de 150 millions de personnes qui vivent dans les pays les plus pauvres, ne peut manquer d'être quelque chose d'étonnement inégal et injuste, que ce capital se soit accumulé en à peine quelques années parce que la valeur des actions des grandes sociétés nord-américaines a doublé tous les trois ou quatre ans grâce au jeu des opérations boursières qui gonflent le prix des actifs à l'infini, indique une réalité qu'on ne saurait qualifier de rationnelle, de soutenable et de supportable. Quelqu'un paye pour tout cela : le monde, les

quantités astronomiques de pauvres, d'affamés, de malades, d'analphabètes et d'exploités qui peuplent notre Terre.

Quel an 2000 allons-nous fêter, nous, et dans quelle sorte de nouveau siècle allons-nous vivre ? D'autant que ce n'est pas le 31 décembre qui conclut ce siècle-ci. Les gens se trompent eux-mêmes parce qu'ils le veulent bien, parce que, en fait, la dernière année de ce siècle est 2000 et non 1999 (applaudissements). Il y aura pourtant des fêtes, et je crois que certains doivent être très contents de fêter d'une façon spéciale le 31 décembre 1999 et le 31 décembre 2000, et ceux qui vendent des nougats, des boissons, des cadeaux de Noël ou toutes ces choses-là vont faire de grosses affaires avec deux années de fin de siècle au lieu d'une (rires). La France vendra plus de champagne que jamais.

Pour ma part, je suis tranquille. Celle qui nous a conduits à 1999, je l'ai passée à écrire un discours, ce qui offre certains avantages parce que vous n'êtes pas tenté d'aborder des arguments et des thèmes supplémentaires et que vous vous en tenez strictement à ce que vous vous êtes promis. Voilà ce que je faisais le 31 décembre dernier, à minuit. Mais j'étais content parce que nous allions fêter le quarantième anniversaire d'une Révolution qu'on n'a pas pu vaincre (applaudissements prolongés). J'étais vraiment heureux, pourquoi le cacher ?

Le monde attendra le XXI^e siècle avec des individus vivant sous les ponts de New York, enveloppés dans des journaux, tandis que d'autres entassent des fortunes gigantesques. Il y a beaucoup de mégamillionnaires dans ce pays-là, mais ils sont incomparablement plus nombreux, ceux qui vivent sous les ponts, sous les porches ou dans des logements précaires. Des millions de personnes vivent dans une pauvreté critique aux États-Unis, ce dont les défenseurs fanatiques de l'ordre économique imposé à l'humanité n'ont vraiment pas de quoi se vanter.

Voilà quelques jours, je conversais avec une délégation nord-américaine, des gens vraiment bien informés, amicaux et éminents, des religieux et des scientifiques, qui m'ont raconté qu'ils promouvaient la construction d'un hôpital pédiatrique dans le Bronx. Je leur dis : « Dans le Bronx, il n'y a pas un seul hôpital pédiatrique ? » « Non », me répondent-ils. Je leur demande : « Et combien d'enfants y a-t-il dans le Bronx ? » « Quatre cent mille », me répondent-ils. Alors, comme ça, il y a quatre cent mille enfants là,

dans une ville comme New York, dont beaucoup sont d'origine portoricaine, ou latine en général, et des Noirs, qui n'ont pas d'hôpital pédiatrique.

Mais ils m'ont dit encore autre chose : «Onze millions d'enfants nord-américains ne disposent pas de soins médicaux garantis.» Voyez un peu : il s'agit en général d'enfants noirs, métis, indiens ou de fils d'émigrés d'origine latine. N'allez pas croire que dans cette société-là, la discrimination ne provienne que de la couleur de la peau. Non, pas du tout : qu'ils soient châains ou blonds, les dames et les messieurs sont bien souvent méprisés tout simplement parce qu'ils sont Latino-Américains (applaudissements).

Je suis passé par ce pays, je me suis assis dans un snack-bar, je me suis logé dans ces motels situés au bord de la route et j'ai ressenti plus d'une fois le traitement méprisant. On sentait les gens presque rageurs quand un Latino-Américain arrivait là. J'ai eu l'impression d'une société qui nourrissait beaucoup de haine.

Les onze millions d'enfant sans garantie de soins médicaux appartiennent en grande partie à ces minorités des États-Unis où l'on trouve les taux de mortalité infantile les plus élevés. J'ai demandé à ces visiteurs quel était le taux dans le Bronx et ils m'ont répondu qu'ils pensaient que c'était autour de 20 ou 21 dans la première année de vie, qu'il existait des endroits pires - je ne sais à combien il s'élève à Washington même - et que dans les secteurs d'émigrés latino-américains, le taux était de 30 ou plus. Il n'est pas pareil partout.

Les États-Unis ont une mortalité plus élevée que Cuba. Le pays soumis au blocus, le pays auquel ils font la guerre et auquel ils ont volé trois mille médecins a aujourd'hui une mortalité infantile de seulement 7,1 décès pour 1 000 naissances vivantes dans la première année de vie (applaudissements). Nos indicateurs sont meilleurs, et sont très similaires d'un bout à l'autre du pays. Certaines provinces enregistrent un taux de 6, et ce n'est pas précisément la capitale, d'autres de 8, mais cela se tient dans cette fourchette, deux ou trois points de différence avec la moyenne nationale, parce que notre médecine est vraiment étendue à tous les secteurs sociaux et à toutes les régions.

Depuis le début de la Période spéciale, au cours de ces huit années terribles, nous sommes pourtant parvenus à réduire le taux de 10 à

7,1, en 1998 (applaudissements). Une réduction de presque 30 p. 100. Bien que, je dois le dire, depuis que nous sommes entrés dans cette épreuve difficile, après l'effondrement du camp socialiste et notamment de l'URSS avec lesquels nous faisons le plus gros de notre commerce, tandis que les États-Unis renforçaient par ailleurs leur guerre économique, nous n'avons pas pu empêché, malgré tous les efforts que nous avons consentis, la consommation de calories par habitant de tomber en 1993 à 1 863, au lieu des presque 3 000 d'avant, et la consommation journalière de protéines d'origine animale ou végétale à environ 46 grammes, contre 75 avant. Oui, mais nous avons garanti à tout prix, entre autres choses essentielles, le litre de lait, et très bon marché, à tous les enfants jusqu'à sept ans (applaudissements).

Nous nous sommes ingéniés à soutenir les plus vulnérables. En cas de forte sécheresse ou de désastre naturel, nous protégeons tout le monde, mais surtout les enfants et les personnes âgées, en cherchant des ressources coûte que coûte.

Parmi les progrès que notre Révolution a enregistrés en pleine Période spéciale, on peut citer la création d'un ensemble de centres scientifiques de grande importance. Notre pays produit 90 p. 100 des médicaments qu'il consomme, bien qu'il doive importer des matières premières données depuis des endroits distants. Nous avons des pénuries de médicaments, je ne le nie pas, mais nous avons fait le maximum pour les médicaments les plus essentiels ne manquent jamais, en créant une réserve centrale au cas où l'un ou l'autre venait à manquer, et nous nous efforçons d'en créer une seconde. Ce sont des mesures destinées à prévoir, afin de protéger tous ceux qui pourraient avoir le plus de problèmes. Bien entendu, les Cubains peuvent recevoir des médicaments expédiés par leur famille de l'étranger, nous accordons toutes les facilités requises, nous ne taxons absolument pas ces envois, nous ne fixons pas de tarifs là-dessus, mais l'Etat consent pourtant tous les efforts possibles pour garantir ces ressources à toute la population.

Malgré cette réduction des aliments, nous avons pu diminuer la mortalité infantile de 30 p. 100, comme je l'ai dit, et maintenir, voire élever l'espérance de vie. Par ailleurs, nous n'avons pas fermé une seule école (applaudissements), nous n'avons pas supprimé un seul poste d'instituteur, au contraire, puisque les facultés de pédagogie sont ouvertes à tous ceux qui veulent s'inscrire (applaudissements).

Je dois dire toutefois, pour éviter toute confusion, que nous n'avons pas pu faire pareil dans toutes les branches. En médecine, nous avons dû fixer certaines limites, mais en nous efforçant de fournir une meilleure formation, un enseignement plus poussé, en réclamant un meilleur niveau de la part de ceux qui s'inscrivent en première années, parce que nous avons diplômé beaucoup de médecins dans notre bataille contre notre voisin et nous leur avons même donné l'autorisation d'émigrer s'ils le souhaitaient. Et en livrant cette bataille, nous avons ouvert vingt et une facultés de médecine (applaudissements).

En ce moment même, nous offrons mille bourses d'études de médecine à de jeunes Centraméricains (applaudissements) et cinq cents de plus chaque année pendant dix ans, et nous sommes en train de créer dans ce but une faculté latino-américaine de médecine (applaudissements et exclamations). Grâce à la réduction de nos dépenses en matière de défense - malgré les dangers qui nous guettent - il a été possible d'utiliser les bâtiments d'une excellente école de formation de capitaines de navire - militaires et civils - qui s'installera ailleurs pour les destiner à cette faculté de médecine qui sera prête en mars, date à laquelle les premiers étudiants centraméricains arriveront pour suivre un cours de six mois de propédeutique médicale afin de repasser les connaissances et d'éviter les abandons en cours de route. Dès septembre, plus de mille jeunes Centraméricains commenceront leur première année de médecine (applaudissements). Vaut-il la peine d'ajouter que ça ne leur coûtera pas un sou ? (Applaudissements).

Peut-être dois-je aussi vous dire - et n'allez pas croire que je fais de la pub pour Cuba, mais tout ceci a à voir avec l'idée qu'on peut faire beaucoup avec très peu - que nous avons proposé deux mille médecins aux pays centraméricains touchés par le cyclone Mitch (applaudissements) et nous avons aussi dit que notre personnel médical était prêt, au cas où un pays développé ou plusieurs - et certains ont déjà répondu - fournissaient les médicaments, et qu'il serait alors possible de sauver en Amérique centrale tous les ans - écoutez bien ! - autant de vies que Mitch en a emporté, en calculant qu'il en a fauché non moins de 30 000, et de ce chiffre, 25 000 seraient des enfants.

Nous avons fait les calculs. Les médicaments permettant de sauver un enfant souvent valent quelques centimes. Ce qui vaut un prix impossible à payer, en revanche, c'est le médecin formé selon une

conscience qui l'incite à travailler dans les montagnes (applaudissements), dans les endroits les plus éloignés, dans les régions marécageuses, pleines de tous les insectes possibles et imaginables, de vipères, de moustiques et de certaines maladies qui n'existent pas dans notre pays. Et pourtant aucun n'hésite. L'immense majorité de nos médecins se sont portés volontaires pour cette tâche, ils sont prêts, et ils sont déjà quatre cents à exercer en Amérique centrale, tandis qu'en Haïti, auquel nous avons fait la même offre après le cyclone Georges, il sont au nombre de deux cent cinquante.

En Haïti, on peut sauver encore plus de vies, parce que la mortalité infantile est de 130 à 132 dans les premières années de vie, si bien qu'en la réduisant à 35 - et dans notre pays on sait parfaitement comment le faire - on sauverait environ 100 enfants pour mille naissances vivantes. Le potentiel est donc supérieur. Haïti compte 7,5 millions d'habitants, une forte croissance démographique, si bien qu'un médecin y sauve davantage de vies. En Amérique centrale, la moyenne dans les pays touchés par le cyclone est de 50 à 60, soit presque la moitié du potentiel de vies qu'on peut sauver en Haïti.

Nous avons fait des calculs prudents, mais nous possédons une réserve supérieure aux chiffres mentionnés, et notre position est la suivante : nos médecins ne vont pas dans les villes, parce que nous ne voulons pas qu'ils prennent la place des médecins des pays touchés. Non, ils vont prêter service dans les endroits où il n'existe pas de médecins et où personne ne veut aller. Nous souhaitons au contraire les meilleures relations avec les médecins locaux, la meilleure coopération; et que ceux-ci, qu'ils exercent la médecine privée ou qu'ils travaillent en hôpital, puissent voir un cas qui les intéresse, s'ils le souhaitent.

Nous soutenons que la coopération avec les médecins mais aussi avec tous les secteurs est indispensable. Nos médecins ne vont pas prêcher des idées politiques, mais remplir une mission humaine. Telle est leur tâche. Qu'ils coopèrent aussi avec les prêtres et les pasteurs, dont beaucoup exercent leur mission dans des endroits reculés, si bien que certains de nos premiers médecins ont abouti dans des installations paroissiales.

De fait, nos médecins travaillent de façon coordonnée, et cela nous plaît beaucoup, dans les endroits reculés où il y a des Indiens qui parlent leur propre langue et ont un sens de la dignité élevé, et des

paysans qui vivent dans des villages où il est plus facile de travailler qu'à Cuba même, parce que dans notre pays les paysans vivent isolés dans les montagnes et que le médecin doit leur rendre visite périodiquement et doit donc en règle générale beaucoup marcher. Tandis qu'un village, vous pouvez le parcourir trois fois par jour.

Le programme qui est en cours en Amérique centrale est une preuve très éloquente de tout ce qu'on peut faire avec un minimum de ressources matérielles et du fait que le plus important - et ça, les messieurs qui dirigent les institutions financières que j'ai mentionnées ne le savent pas - est qu'il existe un capital qui vaut bien plus que tous leurs millions, le capital humain (applaudissements).

Un de ces jours-là, je vais sûrement rencontrer un des adjoints de Bill Gates, qui est un champion de l'informatique, et je lui poserais une question : pouvez-vous vérifier combien de Nord-Américains ont prêté service à l'étranger depuis la création des Corps de la paix ? Juste pour savoir s'ils sont par hasard plus que les Cubains qui l'ont fait en conséquence de l'esprit généreux et solidaire de notre île et de ce peuple si calomnié, si ignoré, auquel on livre la guerre qu'on n'a pas livrée aux fascistes de l'apartheid - je veux parler de la guerre économique. Je connais des Nord-Américains qui sont des gens décents, altruistes, j'en connais, et c'est un très grand mérite que de l'être là-bas où le système ne sème que l'égoïsme et le poison de l'individualisme. Ces Nord-Américains-là, je les respecte. J'en ai connu certains qui ont fait partie des Corps de la paix, mais je suis sûr qu'ils n'ont pas pu mobiliser, depuis leur création, autant de volontaires que Cuba.

Quand le Nicaragua nous avait demandé au départ mille instituteurs - après, le chiffre a augmenté - 30 000 se sont portés volontaires, et quand les bandes qui menaient cette sale guerre contre les sandinistes, organisées et équipées par les États-Unis, en ont assassiné certains - qui n'enseignaient pas dans les villes, mais dans les endroits les plus reculés des campagnes et vivaient dans les mêmes conditions que les paysans - eh bien, ce sont cent mille qui se sont alors portés volontaires (applaudissements). Voilà ce que je veux dire. Et j'ajoute que le gros de ces instituteurs étaient des femmes, qui sont majoritaires dans cette profession (applaudissements).

Voilà pourquoi je parle d'idées, voilà pourquoi je parle de

conscience, voilà pourquoi je crois à ce que je dis, voilà pourquoi je crois en l'homme, parce que quand tant de nos compatriotes sont capables aussi massivement d'aller à ces endroits-là ou de se porter volontaires, cela prouve que la conscience et l'idée de la solidarité et de l'internationalisme peuvent finir par devenir massives (applaudissements).

Je complète mon idée. Je vous ai dit que plus de la moitié des médecins et des professeurs de la seule faculté de médecine qui existait dans le pays sont partis aux États-Unis. Nous avons relevé le défi - rien de tel que le défi - et Cuba compte aujourd'hui 64 000 médecins, soit 1 pour 176 habitants (applaudissements), deux fois que l'indicateur du plus industrialisé de tous les pays du premier monde. Et je ne vous ai pas encore dit que, depuis le début de la Période spéciale, nous avons incorporé 25 000 nouveaux médecins dans les institutions de santé et fondamentalement dans les communautés de tout le pays, dans les villes, les campagnes, les plaines et les montagnes. Voilà ce que j'appelle le capital humain !

L'homme, il est bien plus facile de l'attirer que de l'acheter, heureusement (applaudissements), parce que l'administration nord-américaine, avec son prétendu allègement du blocus, ce qui constitue une véritable tromperie de l'opinion publique, a pratiquement proposé à chaque Nord-Américain d'acheter un Cubain ! (Rires.) Je me suis dit : parfait, nous allons augmenter de prix (rires), parce qu'on compte 27 Nord-Américains pour un Cubain. Ce gouvernement-là, après avoir fait contre notre pays tout ce qu'il a fait, après avoir durci sa guerre économique sous les pressions de l'extrême-droite, vient d'avoir une dernière idée : nous acheter un par un (rires), mais pas le ministre ou un haut fonctionnaire administratif ou politique, non, le citoyen Lambda, puisqu'il vient de donner l'autorisation à n'importe quel Nord-Américain - à condition de l'approuver, bien entendu - d'envoyer de l'argent à un Cubain, même s'il n'a aucune lien de parenté avec lui.

Je me dis : parfait, maintenant nous savons que nous valons au moins quelque chose (rires), puisqu'il y a des gens qui veulent payer pour nous, un gouvernement richissime qui lance le mot d'ordre de nous acheter. On compte quatre milliards de pauvres dans le monde et le gouvernement en question ne montre pas la moindre velléité de payer le moindre centime pour aucun d'eux (rires et applaudissements). Il a élevé notre cotisation sur le marché.

Je vous raconte cela parce que nous sommes en train d'étendre notre programme d'aide médicale au Suriname, qui a demandé plus de soixante médecins. Et jusqu'aux autorités d'une province autonome du Canada nous en ont demandé, parce que, disent-elles, elles n'en trouvent pas sur place pour prêter service au cercle polaire arctique. Ils ne veulent pas y aller. Nous leur avons dit aussitôt : oui. Discutez-en avec votre gouvernement, parce que c'est de son ressort. Bien entendu, dans ce cas-là, nos médecins iraient dans des conditions différentes, non pour faire des affaires, mais en raison d'une logique élémentaire, car il s'agit d'un pays industriel. Leurs services seraient raisonnablement rémunérés, car ce n'est pas l'intérêt économique qui nous pousse à faire cela, mais un désir sincère de coopération internationale dans un domaine où nous disposons des ressources humaines suffisantes.

Si ce dirigeant canadien parvient à vaincre les obstacles à la venue de médecins cubains, nous en aurons depuis les forêts de l'Amazonie jusqu'au cercle polaire arctique ! (Applaudissements.) Mais notre effort se concentre sur le tiers monde. Nous payons à ces médecins leur modeste salaire. C'est bien, nous nous en réjouissons, et les médecins sont très contents de cette tâche, parce qu'ils possèdent un moral élevé et une grande tradition internationaliste.

On nous a demandé notre coopération d'autres endroits. Ainsi donc, l'idée qui est apparue d'aider Haïti s'est étendue à l'Amérique centrale et commence à s'étendre, nous nous en rendons compte, à l'Amérique latine et aux Caraïbes. Nous n'avons pas d'argent, mais nous avons un capital humain (applaudissements).

Ne prenez ce que je vais dire pour de la vantardise, mais il faudrait voir si de tous les médecins des États-Unis - j'ignore leur nombre - on en trouve 2 000 volontaire prêts à partir dans les zones marécageuses, les montagnes et les lieux inhospitaliers où vont nos médecins. Il vaudrait la peine de faire la preuve, même si je sais qu'il existe là-bas des médecins altruistes. Mais en trouver 2 000 disposés à sortir de cette société de consommation pour aller dans un marécage de la Mosquitia que même les conquistadores espagnols ne supportaient pas, ce qui n'est pas peu dire (rires et applaudissements), rien n'est moins sûr... et pourtant, les médecins cubains y exercent. Capital humain.

Si nous prenions un médecin cubain sur trois, nous pourrions

étendre le programme que nous avons offert à Haïti et à l'Amérique centrale au reste de l'Amérique latine où existent des conditions analogues, à tous les endroits où des enfants et des adultes meurent faute de soins médicaux, où personne ne va. Nous l'avons proposé, et les choses prennent apparemment ce cours, mais notre pays est en mesure de répondre. Voyez un peu quel capital humain on peut accumuler !

Combien de vies peut-on sauver ? Nous avons proposé publiquement l'idée d'une concertation des pays de notre région pour sauver un million de vies tous les ans, dont celles de centaines de milliers d'enfants. On peut même calculer avec précision combien ça coûte de sauver ce million de vies, et celles des enfants sont celles qui coûtent le moins. En effet, quand nous grandissons, nous commençons à avoir besoin de plus de radiographies, d'analyses de laboratoire, de plus de médicaments, etc., tandis que les enfants survivent presque seuls une fois passées les premières années, au point qu'un vaccin qui sauve une vie vaut quelques centimes, comme le prouve celui de la polio.

Nous avons dit qu'il était possible de sauver un million de vie tous les ans avec un peu d'argent, - de cet argent gaspillé si facilement en dépenses somptuaires - et que nous disposions des médecins. Il se peut en effet que vous ne sachiez plus que faire des médicaments en Europe, mais vous ne pouvez pourtant pas sauver ce million de vies faute des 15 000 ou 20 000 médecins nécessaires pour appliquer un programme de ce genre.

Je vous parle de tout ça pour que vous sachiez ce qu'est Cuba aujourd'hui, pourquoi Cuba est comme elle est, quelles sont les idées qui y prévalent, dans ce pays si misérablement calomnié en matière de droits de l'homme, un pays où, en quarante ans de Révolution, on n'a jamais su ce qu'était un disparu, un torturé (applaudissements), où il n'existe pas d'escadrons de la mort, où il n'est jamais arrivé un seul assassinat politique ou quelque chose de ce genre, un pays où vous ne trouverez pas de personnes âgées sans protection, d'enfants abandonnés errant dans les rues ou sans écoles, sans une seule personne oubliée ou livrée à son sort.

Nous savons bien ce qu'il s'est passé à certains endroits où sont arrivés nos voisins du Nord. Par exemple, en 1954, dans un des pays les plus importants d'Amérique centrale, où ils ont renversé le gouvernement, ont installé leurs conseillers avec leurs manuels de

tortures, de répression et de mort, et, dans ce pays, pendant des années, la catégorie de prisonniers avait disparu : on n'y connaissait que les morts et les disparus. Cent mille personnes disparues dans un seul pays, plus 50 000 morts supplémentaires ! A quoi on peut ajouter ce qu'il s'est passé dans de nombreux autres pays : les tortures, les assassinats, les disparitions, les interventions militaires répétées des États-Unis sous n'importe quel prétexte ou sans aucun prétexte. Ces gens-là ne se souviennent pas, ils n'en parlent pas, ils sont devenus amnésiques. Face à cette expérience terrible qu'ont vécu les peuples de notre Amérique, nous les mettons au défi de prouver dans les faits, dans les réalités, quels sont ceux qui ont un sens humain de la vie, quels sont ceux qui ont de vrais sentiments humanitaires, quels sont ceux qui sont capables de faire quelque chose pour l'homme, et pas seulement de lancer des mensonges, des slogans, de faire de l'intoxication, de jouer aux hypocrites, de tromper son monde et de faire tout ce qu'ils ont fait dans notre région pendant un siècle (applaudissements).

Je sais que je n'ai pas besoin de vous préciser tout ceci, mais puisque j'ai abordé cette question, je me sens le devoir de le dire... Combien de gens aurez-vous rencontrés qui sont intoxiqués, qui croient au moins une partie des tonnes de mensonges et de calomnies qu'on déverse sur notre pays pour nous frapper, pour nous ramollir, pour nous isoler, pour nous diviser. Eh bien, ils ne sont pas parvenus à nous diviser et ils n'y parviendront pas ! (Applaudissements.)

Je vous dis ceci, comme ça, dans la plus intimité. Je ne pouvais venir vous parler, comme en 1959, d'organiser une expédition pour régler les problèmes d'un pays voisin (rires). Je sais très bien qu'aucun pays ne peut, de nos jours, régler tout seul ses problèmes. Telle est la réalité de notre monde mondialisé. On peut dire pour de bon : ou nous nous sauvons tous, ou nous coulons tous (applaudissements).

Martí a dit un jour : «La patrie, c'est l'humanité.» L'une des phrases les plus extraordinaires qu'il ait jamais dites. Il nous faut penser pareil : la patrie, c'est l'humanité !

Je me rappelle, pour prendre l'histoire de Cuba, du cas d'un officier espagnol. C'était pendant la guerre de Dix Ans, notre première guerre d'indépendance : le gouvernement espagnol avait fusillé huit étudiants en médecine, innocents, les accusant d'avoir profané la

tombe d'un extrémiste de droite. Alors ce militaire, en un geste immortel d'indignation et de protestation, a brisé son épée en s'exclamant : «L'humanité passe avant la patrie !» (Applaudissements.) Evidemment, certaines parties de l'humanité sont plus proches, et d'autres sont plus lointaines. Quand nous parlons d'humanité, nous pensons en premier lieu à mes frères latino-américains et caribéens que nous n'oublions jamais (applaudissements). Vis-à-vis du reste de l'humanité qui peuple notre planète, il nous faudra apprendre ce concept, ces principes - et pas seulement les apprendre, mais les ressentir et les mettre en pratique - contenus dans la phrase de Martí.

Nous, peuples latino-américains, nous avons d'abord le devoir de nous unir sans perdre un instant. Les Africains tentent d'y parvenir, ceux du Sud-Est asiatique ont l'ANASE et cherchent des formes d'intégration économique, et l'Europe s'unit à toute allure. Autrement dit, il va y avoir des unions sous-régionales et régionales dans les différentes parties du monde.

Bolívar rêvait d'une large union régionale, du Mexique à l'Argentine. Comme vous le savez, le Congrès amphictyonique a été saboté par les messieurs du Nord, qui se sont aussi opposés à l'idée de Bolívar de dépêcher une expédition aux ordres de Sucre pour libérer Cuba, ce qui était indispensable afin d'éliminer tout risque de menace et de contre-attaque de la part de la métropole espagnole, redoutable et tenace. Nous n'avons donc pas été oubliés dans l'histoire du Venezuela (applaudissements). Aujourd'hui que nous sommes parvenus à libérer Cuba de la domination d'une puissance bien plus redoutable, notre devoir le plus sacré est de la défendre au nom des intérêts et de la sécurité même de nos frères de ce continent.

Il est clair qu'il faut oeuvrer en faveur de diverses formes de coopération et d'intégration, pas à pas, mais des pas rapides, si nous voulons survivre comme entité régionale possédant la même culture, la même langue, et tant de choses en commun, ce que ne possède pas l'Europe. Je ne sais pas en effet comment un Italien s'arrange pour comprendre un Autrichien (applaudissements) ou un Finnois, ou alors un Allemand pour comprendre un Belge ou un Portugais... Et ils ont pourtant construit une Union européenne et il progressent rapidement vers une plus grande intégration et vers l'union monétaire totale. Pourquoi nous croire incapables de penser au moins à des formules de ce genre ? Pourquoi ne pas encourager toutes les tendances unitaires et intégrationnistes dans tous les

pays de notre langue, de notre culture, de nos croyances, de notre sang métis qui coule dans les veines de l'immense majorité de la population ? Et si le métissage n'existe pas dans le sang, il doit au moins exister dans l'âme (applaudissements).

Qu'étaient-ils, ceux qui ont livré la bataille d'Ayacucho ? Des Vénézuéliens des llanos et de Caracas, de l'Est et de l'Ouest, des Colombiens, des Péruviens et Equatoriens qui, unis, ont été capables de faire ce qu'ils ont fait. Sans oublier la coopération d'Argentins et de Chiliens. Notre plus grand péché est d'avoir perdu après presque deux cents ans.

On fêtera dans onze ans le bicentenaire de l'indépendance du Venezuela, puis, l'un après l'autre, des autres pays. Presque deux cents ans ! Qu'avons-nous fait pendant ces deux siècles, divisés, morcelés, balkanisés, soumis ? Il est plus facile de maîtriser les sept petits nains qu'un boxeur, même si c'est un poids plume (rires). Et on a voulu nous conserver comme des voisins nains et divisés pour continuer de nous dominer.

Je parlais du besoin d'unité non seulement de l'Amérique du Sud, mais aussi de l'Amérique centrale et des Caraïbes, et c'est un bon moment pour le dire compte tenu de ce qui se passe au Venezuela. On a voulu nous diviser. La grande puissance du Nord veut la ZLEA et rien de plus : zone de libre-échange d'Amérique et le fast-track - qui veut dire voie rapide, si j'ai bien compris, n'est-ce pas ? - Eh bien, je recommande à mon tour un fast-track pour nous, une voie rapide pour nous unir (applaudissements). La réponse latino-américaine au fast-track du Nord doit être le fast-track du Centre et du Sud (applaudissements).

Il faut soutenir, encourager le Brésil. Nous savons très bien que les États-Unis n'apprécient guère l'existence d'un simple MERCOSUR, car cette union constitue un embryon important d'une plus grande unité et qu'elle peut s'étendre. D'autres pays voisins sont d'ores et déjà prêts à se rapprocher du MERCOSUR. Nous le concevons comme une union sous-régionale, comme un pas vers une union régionale, d'abord de l'Amérique du Sud, suivi d'un autre pas, et le plus vite possible, pour englober aussi les Caraïbes et l'Amérique centrale.

Nous pensons à la nécessité de hâter les contacts, de rapprocher les conceptions, de resserrer la concertation et de prendre toutes

les mesures pratiques pour aller dans ce sens, avant de nous permettre le luxe d'envisager la création d'une monnaie commune. Mettre au point des idées et des concepts est, à notre avis, le maximum que nous pouvons faire sur ce terrain dans l'immédiat. En attendant, éviter à tout prix le suicide politique et économique de substituer à nos monnaies nationales la monnaie nord-américaine, quelles que soient les difficultés et les fluctuations que nous ait imposé l'ordre économique actuel, parce que cela signifierait purement et simplement l'annexion de l'Amérique latine aux États-Unis. Nous cesserions d'être considérés comme des nations indépendantes et nous renoncerions à toute possibilité de participer à la structuration du monde futur. Nous unir, nous réunir et élargir nos forces, c'est là quelque chose d'impérieux dans les circonstances actuelles.

Les chefs d'Etats des Caraïbes vont se réunir en avril en République dominicaine, puis, presque aussitôt, ce sera la réunion de l'Amérique latine avec l'Union européenne à Rio de Janeiro. Nous avons des intérêts en commun avec les Européens, des choses à nous qui les intéressent, eux, et de choses à eux qui nous intéressent, nous. Être soumis à l'esclavage d'une seule monnaie, comme nous le sommes maintenant, est une tragédie, et nous nous réjouissons que l'euro vienne se poser en rival du champion olympique, de celui qui a la médaille d'or (rires).

Renforcer les Nations unies est une autre nécessité impérieuse. Il faut les démocratiser, donner à l'Assemblée générale, où sont représentés absolument tous les pays qui les composent, l'autorité maximale, les fonctions et le rôle qu'il lui revient, mettre fin à la dictature du Conseil de sécurité et à la dictature, en son sein, des États-Unis (applaudissements). S'il est impossible de supprimer le droit de veto, parce que ce sont justement ceux qui l'exercent qui ont le dernier mot vis-à-vis d'une réforme de ce genre, nous exigeons résolument que ce privilège soit au moins partagé, et qu'on augmente dûment le nombre de membres permanents, en correspondance avec l'élévation de la quantité de membres et avec les énormes changements survenus ces cinquante dernières années, de façon que le tiers monde, où un grand nombre de pays ont apparu comme États indépendants après la seconde guerre mondiale, puisse participer avec les mêmes prérogatives à cet organe important des Nations unies. Nous avons défendu l'idée d'exiger deux sièges pour l'Amérique latine et les Caraïbes, deux autres pour l'Afrique et deux pour la partie sous-développée de

l'Asie. Au minimum. Si deux sièges ne suffisaient pas, on pourrait élever ce chiffre à trois, dans une ou plusieurs régions mentionnées. Nous sommes l'immense majorité à l'Assemblée générale des Nations unies. Nous ne pouvons permettre qu'on continue de nous ignorer.

Nous ne nous opposerions à l'entrée d'autres pays industriels, mais nous donnons la priorité absolue à la présence, au Conseil de sécurité, de représentants permanents d'Amérique latine et des Caraïbes et des autres régions que j'ai indiquées, avec les mêmes prérogatives que tous les autres membres permanents (applaudissements). Sinon, nous allons nous retrouver avec trois catégories de membres : les permanents avec droit de veto, les permanents sans droit de veto et les non-permanents. A quoi il faut ajouter une folie, ou plutôt une invention des États-Unis pour semer la division et préserver ainsi les privilèges que leur octroie leur statut actuel, mais aussi réduire les prérogatives d'éventuels nouveaux membres permanents : l'idée d'alterner cette condition entre deux pays ou plus par région. Bref, réduire à néant, à zéro une réforme vitale.

Qu'on règle autrement, si l'on veut, la prérogative irritante du veto, qu'on exige un plus grand nombre de membres pour l'exercer, qu'on accorde à l'Assemblée générale la possibilité de participer aux décisions fondamentales. Ne serait-ce pas le plus démocratique et le plus juste ?

Là, il faut se battre. Tous les pays du tiers monde doivent s'unir, et c'est ce que nous disons aux Africains quand nous nous réunissons avec eux, aux Asiatiques, aux Caribéens, à tout le monde, dans tous les organismes internationaux : aux Nations unies, au Mouvement des pays non alignés, aux réunions de la Convention de Lomé, au Groupe des 77, partout. Nous sommes un tas de pays qui avons des intérêts communs, qui aspirons au progrès et au développement; nous sommes l'immense majorité dans presque toutes les institutions internationales, et soyez sûrs que les gens sont de plus en plus conscients du sort qu'ils nous réservent. Il faut travailler, persuader, lutter et persévérer. Ne jamais se décourager.

Ceux du Nord ne cessent d'intriguer pour nous diviser. Je vais citer quatre exemples relatifs à l'Amérique latine.

Ils n'aiment pas le MERCOSUR, qui a déjà atteint des succès

économique, même si ça ne reste qu'un embryon de la grande intégration régionale à laquelle nous aspirons et qu'eux, ne souhaitent absolument pas. Alors, qu'inventent-ils ? Eh bien, des tas de choses. D'abord, ces réunions continentales, d'où est exclue Cuba, une espèce de réponse au Premier Sommet ibéro-américain de Guadalajara.

Ensuite, ils inventent l'idée d'un seul membre permanent latino-américain au Conseil de sécurité afin de faire s'affronter plusieurs membres importants de notre région, et ils ajoutent aussitôt qu'il serait utile de faire alterner ce poste entre le Brésil, l'Argentine et le Mexique, sans droit de veto, bien entendu.

Ils inventent aussi la catégorie spéciale d'allié stratégique pour l'Argentine, ce qui soulève des soupçons et des inquiétudes chez d'autres voisins importants appelés à s'unir et à coopérer étroitement, juste au moment où progresse le MERCOSUR.

Ils inventent encore la décision machiavélique de libérer les ventes d'armes perfectionnées aux pays de la région, ce qui peut déclencher une course aux armements entre eux, coûteuse, ruineuse et divisionniste. A quoi bon ces armes si la guerre froide est finie, si le spectre de l'URSS a disparu, s'il n'existe d'autres menace extérieure à la sécurité que celle qui peut provenir des États-Unis eux-mêmes ? Ces armes peuvent-elles donc contribuer à l'unité, à la coopération, à l'intégration, au progrès et à la paix entre nous ? De quoi avons-nous encore besoin pour ouvrir les yeux et finir par comprendre les visées géostratégiques de cette politique-là ?

Ils n'ont pas pu continuer d'exclure notre petit pays de partout. Nous participons maintenant aux Sommets ibéro-américains, nous sommes membres de l'Association des États des Caraïbes; nous appartenons au SELA; nous avons été admis à l'ALADI, nous avons d'excellentes relations avec la CARICOM; nous serons présents au grand Sommet entre l'Union européenne et l'Amérique latine et les Caraïbes, qui se tiendra à Rio de Janeiro; nous avons été admis comme observateurs parmi les pays de la Convention de Lomé; nous sommes membres actifs du Groupe des 77 et nous occupons une place marquante comme fondateur du Mouvement des pays non alignés; nous appartenons à l'OMC et nous sommes très présents aux Nations unies, qui est une grande tribune et une institution qui, démocratisée, pourrait être un pilier essentiel d'une

mondialisation juste et humaine.

Qu'y faisons-nous ? Parler, expliquer, soulever des problèmes dont nous savons qu'ils touchent de très près une grande partie de l'humanité, et nous avons toute la liberté de le faire, parce que certains pays frères d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'ailleurs voudraient soulever bien des choses avec beaucoup d'énergie, mais n'ont pas les mêmes possibilités que Cuba, le pays exclu de toutes les institutions financières internationales, le pays soumis au blocus et en butte à une guerre économique, le pays invulnérable a n'importe quelles représailles de cette nature, le pays aguerri par une dure lutte de quarante ans, ce qui lui donne la liberté absolue de parler. Ces pays dont je parle peuvent avoir un besoin vital d'un crédit de la Banque mondiale, ou de la Banque interaméricaine, ou d'une autre banque régionale, ou d'engager des négociations avec le Fonds monétaire, ou de recevoir un crédit à l'exportation, qui est l'un des si nombreux mécanismes utilisés par les États-Unis pour limiter leur possibilités d'action. Et alors, bien des fois, Cuba assume la tâche de parler pour les autres.

Il existe pourtant dans notre monde pauvre des gens si courageux que la proposition cubaine aux Nations unies contre le blocus a été votée cette année par 157 voix pour et 2 contre (applaudissements). Cela fait sept ans que cet exercice se répète. La première fois, il y a eu environ 55 voix pour, et 4 ou 5 contre, tout le reste, des abstentions ou des absences. Qui avait envie de chercher des noises aux Yankees ? Parce que le vote se fait là à main levée (rires).

Mais la peur finit par disparaître, la dignité peut croître, et elle l'a fait. L'année suivante, les pour dépassaient la soixantaine, et après ils sont passés à soixante-dix et quelque, puis à cent, et maintenant nous en sommes à presque 160 pays contre 2 seulement, et ce soutien ne peut grandir plus, parce qu'un jour il ne restera plus personne pour soutenir cette mesure inhumaine, cruelle et interminable, sauf les États-Unis, à moins qu'un jour ils votent pour nous et soutiennent la motion cubaine (rires et applaudissements).

Les choses avancent, on gagne du terrain. Les peuples savent, par intuition ou par instinct, que les imputations sont bien souvent calomnieuses. Les peuples ont beaucoup d'instinct ! Et puis, ils connaissent ces gens-là, parce que ces gens-là sont partout en train de faire de tout, de maltraiter les personnes et de semer l'égoïsme

et la haine. Les peuples les connaissent. Le mépris n'est pas facile à dissimuler, et ce n'est pas rien ce que les pays du tiers monde souffrent de l'arrogance et du mépris.

En nous imposant un blocus, en nous harcelant constamment, en nous excluant de tout, les gouvernements des États-Unis nous ont donné la possibilité de lutter à fond, et nous sommes heureux d'être exclus en échange de la liberté de pouvoir parler sans compromission à n'importe quelle tribune du monde où il y a tant de causes justes à défendre (applaudissements).

Nous pouvons bien avoir des égards en général, pour les raisons que j'ai expliquées, avec d'autres pays, mais eux, qui constituent le bastion fondamental de la réaction et de l'injustice à notre époque, nous leur disons toujours nos quatre vérités, avec ou sans relations, avec ou sans blocus. Qu'ils ne s'y trompent pas : s'ils lèvent un jour le blocus, Cuba continuera de parler avec la même franchise et avec la même honnêteté que durant ces quarante ans !
(Applaudissements et exclamations.) C'est un devoir historique.

J'en ai bientôt fini, si vous me le permettez (cris de : «Non !»).
Rappelez-vous que je suis ici en visite (rires) et que je suis ici devant vous, les étudiants, que je suis dans ce pays-ci que, sincèrement, j'admire et j'aime beaucoup (applaudissements et exclamations).

Ce ne sont pas les mots d'un adulateur. J'ai toujours beaucoup aimé l'histoire. Et la première chose que j'ai étudiée, c'est justement l'histoire, parce que, la première année de classe, on m'a mis entre les mains un livre d'histoire sainte, et j'y ai appris un certain nombre de choses dont je me souviens encore (rires), et bien entendu l'histoire de l'Arche, l'Exode, les batailles et la traversée de la mer Rouge. Une fois, conversant avec des rabbins qui sont des amis, je leur ai dit : «Raconte-moi donc, par où ont-ils fait le tour ?» (Rires.) Je blaguais. Je respecte les religions, car j'estime un devoir élémentaire de respecter les croyances de chacun. Je discute parfois de questions pas mal théologiques sur le monde, sur l'univers. À l'occasion de la visite du pape, j'ai eu la satisfaction de connaître des théologiens vraiment très intelligents que j'ai assaillis de questions de toutes sortes (rires et applaudissements).

Je ne me suis pas risqué à leur poser des questions sur des dogmes ou des questions de foi, mais des questions d'un autre

genre : sur l'espace, l'univers, les théories relatives à l'origine, les possibilités que la vie existe ou non sur d'autres planètes et des choses dont on peut discuter avec beaucoup de sérieux. En étant sérieux et respectueux, vous pouvez discuter de n'importe quel thème, et c'est dans ce cadre de respect que j'interroge et que parfois je blague.

Je vous disais donc que je dois parler un peu du Venezuela, n'est-ce pas, si vous me le permettez ? (Applaudissements et cris de : «Oui !») Parce que vous allez dire : «Il est venu au Venezuela et il n'a rien dit de nous.» Je vous avertis tout de suite que ce n'est pas facile pour les raisons que j'ai expliquées.

J'avais commencé par vous dire que c'était un pays que j'aimais beaucoup, et ça m'a amené à vous parler de mon intérêt pour l'histoire, l'histoire universelle, l'histoire des révolutions et des guerres, l'histoire de Cuba, l'histoire de l'Amérique latine et celle du Venezuela en particulier. C'est comme ça que j'ai fini par m'identifier beaucoup avec la vie et les idées de Bolívar.

Le sort a voulu que le Venezuela ait été le pays qui a le plus lutté pour l'indépendance de ce continent (applaudissements). Tout a commencé ici, par un précurseur légendaire comme Miranda, qui en était même arrivé à diriger une armée française en campagne et qui a livré des batailles fameuses qui ont évité à la Révolution française, à un moment donné, une invasion du pays, qui a combattu auparavant aux États-Unis pour l'indépendance. J'ai toute une collection de livres sur la fabuleuse vie de Miranda, bien que je n'aie pas pu les lire tous. Les Vénézuéliens ont donc eu Miranda, le précurseur de l'indépendance latino-américaine, et Bolívar, le Libertador, qui a toujours été pour moi le plus grand entre les plus grands hommes de l'Histoire. (On crie du public : «Fidel aussi !»)

Mettez-moi, je vous en prie, à la quarante millièmes place. Je me rappelle toujours une phrase de Martí, celle qui est restée le plus gravé dans ma conscience : «Toute la gloire du monde tient dans un grain de maïs.» Beaucoup des grands hommes de l'histoire se sont inquiétés de la gloire, et il n'y a pas de raison de les critiquer. Le concept de temps, le sens de l'histoire, du futur, de l'importance et de la survie des faits de sa vie que peut avoir un homme - et c'est peut-être ça qu'ils entendent par gloire - sont naturels et explicables. Bolívar aimait parler de la gloire et en parlait souvent, on ne peut le critiquer pour ça, car une grande auréole accompagnera toujours

son nom.

Le concept martinien de la gloire, que je partage totalement, concerne ce qu'on pourrait associer à la vanité personnelle et à l'exaltation de soi-même. Le rôle de l'individu dans d'importants événements historiques a fait l'objet de nombreux débats et a même été admis. Ce qui me plaît le plus dans la phrase de Martí, c'est l'idée de l'insignifiance de l'homme en soi face à la transcendance et à l'importance énormes de l'humanité et la magnitude inimaginable de l'univers, le fait que nous sommes vraiment comme un minuscule grain de poussière flottant dans l'espace. Mais cette réalité ne diminue en rien la grandeur de l'homme; elle l'élève au contraire quand, comme dans le cas de Bolívar, celui-ci avait dans son esprit tout un univers rempli d'idées justes et de sentiments nobles. Voilà pourquoi j'admire tant Bolívar. Voilà pourquoi je considère son oeuvre comme quelque chose de si énorme. Il ne fait pas partie de la race des conquérants de territoires et de nations, ni à celle des fondateurs d'empires qui a fait le renom d'autres personnes : il a créé des nations, il a libéré des territoires et il a défaits des empires. Il a été aussi un brillant soldat, un penseur insigne et un prophète. Nous tentons de voir ce qu'il a voulu faire et qui n'est pas encore fait : unir nos peuples pour que demain, en suivant le même fil conducteur de cette pensée unitaire qui est la seule qui correspond à notre espèce et à notre époque, les êtres humains puissent vivre dans un monde uni, fraternel, juste et libre, exactement ce qu'il a voulu faire avec les peuples formés de Blancs, de Noirs, d'Indiens et de Métis de notre Amérique.

Je suis donc sur cette terre envers laquelle je sens une admiration, un respect et une affection tout spéciaux. Quand je suis venu voilà quarante ans, je l'ai dit avec une profonde gratitude, parce qu'on ne m'avait reçu nulle part ailleurs avec tant d'affection et d'enthousiasme. La seule chose dont je puisse avoir honte, c'est que j'étais vraiment au jardin d'enfants à l'époque de la première rencontre dans cette prestigieuse université (rires et applaudissements).

Ceci dit, je vais vous exposer le plus succinctement possible les réflexions que je voulais faire au sujet du Venezuela.

Tout le monde ne va sûrement pas être d'accord avec. Le principal, c'est que chacun les analyse avec honnêteté, sérénité et objectivité.

Les chiffres et les données que ce visiteur a tenté d'analyser le conduisent à la conclusion que le peuple vénézuélien devra faire face avec courage et intelligence, en cette nouvelle aurore, à de sérieuses difficultés découlant de la situation économique actuelle.

Exportations de marchandises, selon le rapport de la Banque centrale :

En 1997, 23,4 milliards de dollars (non compris les services, qui s'équivalent en gros en entrées et sorties).

En 1998, 17,32 milliards. La valeurs des exportations a donc chuté de 6,08 milliards en un an.

Pétrole (le principal poste d'exportation) : cours en 1996, environ 20 dollars le baril; 1997, 16, 5 dollars; 1998, autour de 9 dollars.

Minerais fondamentaux : le fer, l'aluminium, l'or et des sous-produits comme l'acier ont tous chuté sensiblement dans une plus ou moins grande mesure. Pétrole et minerais constituent 77 p. 100 des exportations.

Balance commerciale favorable : 1996, 13,6 milliards de dollars; en 1998, 3,4 milliards, soit une chute de 10,2 milliards en seulement deux ans.

Balance des paiements : en 1996, favorable pour 7 milliards; en 1998, défavorable pour 3,418 milliards. Différence : plus de 10 milliards.

Réserves internationales disponibles : en 1997, 17,818 milliards; en 1998, 14,385, soit une perte nette de 3,5 milliards en un an.

Dette extérieure : en 1998, 31,6 milliards, non comprise la dette financière privée à court terme. Le pays consacre presque 40 p. 100 de son budget au service de la dette extérieure.

Situation sociale selon diverses sources nationales et internationales ratifiées hier textuellement par le président Chávez (applaudissements) :

Chômage, a-t-il dit : les chiffres officiels parlent de 11 à 12 p. 100, d'autres chiffres signalent 20 p. 100.

Le sous-emploi - qui doit censément inclure le chômage, mais c'est moi qui inclus cette remarque - frôle 50 p. 100.

Presque un million et demi d'enfants en état de survie (c'est l'expression qu'il a employée).

Mortalité infantile : presque 28 pour 1 000 naissances vivantes, dont 15 p. 100 par dénutrition.

Déficit de logements : 1 500 000.

Seul 1 enfant sur 5 termine le primaire; 45 p. 100 des adolescents ne vont pas à l'école secondaire.

Si vous me permettez, à titre d'exemple, à Cuba environ 95 p. 100 des enfants correspondant à ces âges-là vont à l'école secondaire. C'est quasiment le maximum que l'on puisse atteindre. Si je le dis, c'est que ce chiffre de 45 p. 100 de ceux qui ne vont pas à l'école est vraiment impressionnant.

À ces chiffres indiqués par le président dans sa courte synthèse, on pourrait en ajouter d'autres pris de sources variées et fiables.

Plus d'un million d'enfants travaillent; plus de 2,3 millions, exclus du système scolaire, n'ont aucun métier.

Ces dix dernières années, plus d'un million de Vénézuéliens qui formaient la classe moyenne, catégorie C - comme vous le voyez, il y a aussi des catégories dans la classe moyenne - sont passés dans la catégorie des pauvres et indigents qui représente aujourd'hui 77 p. 100 de la population, pour diminution de revenus, chômage et conséquences de l'inflation. Ce qui veut dire que les catégories C, D, E, sont les catégories qui incluent depuis les pauvres jusqu'aux indigents.

Ceci se passe, comme l'a dit le président Chávez en des mots profonds et amers, dans la patrie de Bolívar, la nation la plus riche en ressources naturelles d'Amérique latine, de presque un million de kilomètres carrés et de pas plus de 22 millions d'habitants.

J'essaie de réfléchir.

Je dois dire, avant tout, que je suis ami de Chávez (applaudissements). Mais personne ne m'a demandé, ni ne l'a même insinué, d'aborder le moindre thème. Aucun dirigeant de son équipe, aucun homme politique ou ami vénézuélien ne savait absolument rien de ce que j'allais dire cet après-midi ici, à un endroit aussi névralgique et stratégique que l'Université centrale du Venezuela. Je fais ces réflexions sous ma responsabilité totale et absolue dans l'espoir qu'elle seront utiles.

Qu'est-ce qui me préoccupe? Il me semble que le Venezuela traverse une situation exceptionnelle dans son histoire. J'ai vu deux moments singuliers : celui de janvier 1959, et quarante ans plus tard, l'extraordinaire effervescence populaire du 2 février 1999. J'ai vu un peuple en train de renaître sur la place du Silence, où j'ai été un peu plus silencieux qu'ici (rires) et où j'ai même dû répliquer à un magnifique Caraquais parce que, par devoir de visiteur élémentaire, j'ai mentionné quelques personnalités du gouvernement, à commencer par l'amiral Larrazábal, et que, quand j'ai mentionné une autre importante personnalité politique du moment, il y a des cris, des protestations qui m'ont obligé à protester à mon tour. Je me suis plaint, parce que ça m'a fait beaucoup de peine et que j'ai même rougi. Et j'ai dit : «Je ne mentionne pas des noms pour que vous les siffiez !» Et j'ai dû me plaindre à l'énorme masse qui remplissait la place du Silence, une masse qui était indubitablement révolutionnaire.

J'ai retrouvé cette image impressionnante en voyant le peuple dans un état d'esprit extraordinaire, mais dans des circonstances différentes. Il y a quarante ans, les espoirs étaient restées derrière. Je ne tiens pas à expliquer pourquoi, je laisse ça aux historiens. Cette fois-ci, les espoirs sont devant, et j'y vois une vraie renaissance du Venezuela, ou du moins un occasion exceptionnelle pour lui. Et non seulement dans l'intérêt des Vénézuéliens : dans l'intérêt, aussi, des Latino-Américains, et dans l'intérêt des autres peuples du monde, à mesure que ce monde avance, parce qu'il n'y a pas d'autres solutions, pas d'échappatoire, vers un mondialisation universelle. Par là, je ne prétends pas vous flatter, mais, bien plutôt, vous rappeler vos devoirs, ceux de la nation, du peuple, de tous ceux qui sont nés après cette première visite, des plus jeunes, des plus mûrs, qui ont vraiment devant eux une responsabilité énorme. Je crois que des occasions de ce genre, les gens les ont perdues quelquefois, mais on ne vous pardonnerait pas de perdre celle-ci (applaudissements).

Et la personne qui vous parle a eu le privilège et l'occasion d'acquérir une certaine expérience politique, d'avoir vécu toute une Révolution, dans un pays où, comme je vous l'ai dit, les gens ne voulaient même pas entendre parler de socialisme. Quand je dit : les gens, je parle des grandes majorités. Cette majorité soutenait la Révolution, soutenait les dirigeants, soutenait l'Armée rebelle, mais il y avait des spectres qui terrorisaient. Ce qu'a fait Pavlov avec les fameux chiens, les États-Unis l'ont fait avec beaucoup de nous et allez savoir avec combien de millions de Latino-Américains : provoquer en nous des réflexes conditionnés.

Il nous a fallu batailler dur contre les pénuries et contre la pauvreté, il nous a fallu apprendre à faire beaucoup avec peu. Nous avons eu des moments meilleurs et des moments pires. Meilleurs, surtout quand nous avons pu signer avec des accords commerciaux avec le camp socialiste et l'Union soviétique et que nous avons demandé des prix plus justes pour nos produits exportables : parce que nous nous rendions compte que leurs exportations à eux augmentaient de prix, tandis que les nôtres, si nous avions de contrats quinquennaux, restaient au même prix durant cette période, si bien que notre capacité d'achat avait diminué à la fin des cinq années. Et nous avons proposé une indexation : quand les cours de leurs exportations augmentaient, ceux des nôtres augmentaient automatiquement. Nous avons recouru à la diplomatie, à la doctrine et à l'éloquence qu'on est en droit de supposer chez les révolutionnaires d'un pays qui devait surmonter tant d'obstacles.

En fait, les Soviétiques éprouaient de la sympathie pour Cuba et une grande admiration pour notre Révolution. Au bout de tant d'années, voir un tout petit pays, juste à côté des États-Unis, se soulever contre la grande superpuissance les sidérait; cela dépassait leur entendement et ils ne l'auraient conseillé à personne. Heureusement que nous n'avons demandé conseil à personne (rires), même si j'avais lu la quasi-totalité des ouvrages de Marx, d'Engels, de Lénine et d'autres théoriciens : j'étais un marxiste et un socialiste convaincu.

Et c'est, attaqué de cette fièvre et de cette démangeaison que nous avons d'ordinaire quand nous sommes jeunes, et parfois même quand nous sommes vieux (applaudissements), j'ai pris à mon compte les principes de base que j'avais appris dans cette littérature et qui m'ont aidé à comprendre la société où je vivais et qui était

jusqu'alors pour moi un écheveau inextricable pour laquelle je n'avais pas encore d'explications convaincantes d'aucune sorte. Et je dois dire que le fameux Manifeste communiste que Marx et Engels ont mis tant de mois à rédiger - on note que son auteur principal travaillait de façon consciencieuse, une phrase qu'il aimait utiliser, et qu'il doit l'avoir révisé plus de fois que Balzac ne révisait un feuillet de n'importe lequel de ses romans - m'a fait une grosse impression, parce que, pour la première fois de ma vie, j'ai aperçu un certain nombre de vérités que je n'avais jamais encore aperçues.

Avant, j'étais une espèce de communiste utopique. C'est en étudiant un énorme bouquin, d'au moins neuf cents pages ronéotées, le premier cours d'économie politique qu'on nous donnait à la fac de droit, une économie politique inspirée des idées du capitalisme, mais qui mentionnait et analysait brièvement les différentes écoles et les différents points de vue, puis, en seconde année, en prêtant beaucoup d'intérêt à ce thème et en réfléchissant à partir des points de vue rationnels, que je me suis à tirer mes propres conclusions et que j'ai fini par être un communiste utopique. Je le qualifie ainsi, parce que mes conclusions ne reposaient sur aucune base scientifique et historique, mais sur les bons désirs de cet élève frais émoulu de l'école des jésuites, que je remercie beaucoup parce qu'ils m'ont appris un certain nombre de choses qui m'ont aidé dans la vie, et surtout parce qu'ils m'ont donné une certaine résistance physique, un certain sens de l'honneur et des principes moraux donnés qu'en tant que jésuites espagnols - même si c'étaient des principes très distants des idées politiques et sociales que je peux avoir aujourd'hui - ils apprenaient à leurs élèves. J'en suis sorti sportif, explorateur, alpiniste, mais je suis entré en revanche à l'Université en analphabète politique, sans la chance d'avoir eu un précepteur révolutionnaire qui m'aurait été si utile à cette étape de ma vie.

Voilà comment je suis arrivé à mes idées que je conserve et maintiens avec une loyauté et une ferveur croissantes, peut-être parce que j'ai un peu plus d'expérience et de connaissances, et peut-être aussi parce que j'ai eu l'occasion de réfléchir sur des problèmes nouveaux qui n'existaient même pas à l'époque de Marx.

Par exemple, le mot environnement, personne ne l'a sans doute jamais employé du vivant de Marx, sauf Malthus qui affirmait que la population croissait géométriquement, que les aliments ne suffiraient pas à nourrir tant de gens, devenant ainsi une espèce de

précurseur des écologistes, bien qu'il ait défendu en matière économique et de salaires des idées avec lesquelles je ne peux être d'accord (rires).

Ainsi donc, je porte toujours le même genre de chemise que je portais quand je suis venu à cette université-ci voilà quarante ans (applaudissements), que quand nous avons attaqué la caserne Moncada, que quand j'ai débarqué du Granma (applaudissements). J'oserais dire, malgré les nombreuses pages d'aventures que l'on pourrait trouver dans ma vie révolutionnaire, que j'ai toujours tâché d'être sage, mais prudent, bien que j'aie pu être peut-être plus sage que prudent.

Dans la conception et le déroulement de la Révolution cubaine, nous avons agi comme l'a dit Martí quand, la veille de sa mort au combat, il parlait du grand objectif anti-impérialiste de ses luttes : «Il a fallu le faire en silence et comme indirectement, parce que certaines choses, pour les atteindre, il faut les taire et que, si on les proclamait pour ce qu'elles sont, elles soulèveraient trop de difficultés pour atteindre l'objectif.»

J'ai été discret, mais pas autant que j'aurais dû, parce que dès que je rencontrais quelqu'un je me mettais à lui parler des idées de Marx et de la société de classes, au point de me gagner la réputation de communiste dans le mouvement populaire dont le mot d'ordre contre la corruption était «La dignité contre l'argent» et que j'avais rejoint à peine entré à l'université. Mais dans les dernières années de mes études universitaires, je n'étais plus un communiste utopique : j'étais plutôt un communiste atypique qui agissait pour son compte. Je parlais d'une analyse réaliste de la situation du pays. C'était l'époque du maccarthysme, de l'isolement presque total du Parti socialiste populaire, comme s'appelait alors le parti marxiste. Mais il existait en revanche, dans le mouvement que j'avais rejoint et devenu le Parti du peuple cubain, une grande masse de gens qui avaient à mon avis un instinct de classe, mais non une conscience de classe : des paysans, des travailleurs, des professions libérales, des gens de la couche moyenne, des personnes bonnes, honnêtes, des révolutionnaires potentiels. Son fondateur et son leader, quelqu'un d'un grand charisme, s'était suicidé dans des circonstances dramatiques quelques mois avant le coup d'État de 1952. C'est des jeunes de ce parti que notre Mouvement s'est nourri ensuite.

Je militais dans cette organisation politique qui était en train de tomber en fait, comme cela se passait avec toutes les autres, aux mains de gens riches et je savais par coeur tout ce qui allait se passer après la victoire électorale presque sûre. Mais j'avais mis au point quelques idées, là encore pour mon compte - pensez un peu tout ce que peut imaginer un utopiste ! - sur ce qu'il fallait faire à Cuba et comment il fallait le faire, malgré les États-Unis. Il fallait conduire ces masses sur une voie révolutionnaire. C'est peut-être là le mérite de la tactique que nous avons suivie. Bien entendu, je m'aidais des livres de Marx, d'Engels et de Lénine.

Lors de l'attaque de la caserne Moncada, j'avais égaré un ouvrage de Lénine, et au cours du procès, la propagande du régime batistien disait qu'il s'agissait d'une conspiration de partisans corrompus de Prío, le président renversé, et de communistes. Je ne vois pas comment on pouvait concilier ces deux catégories...

Au procès, j'ai pris ma propre défense. Ce n'est pas que je me considérais un bon avocat, mais j'estimais que mon meilleur défenseur en l'occurrence c'était moi. J'ai donc enfilé une toge et j'ai occupé ma place sur le banc des avocats. Le procès était plutôt politique que pénal. Je ne prétendais pas être acquitté, je voulais divulguer des idées. Je commence donc à interroger tous ces criminels qui avaient assassiné des dizaines et de dizaines de compagnons et qui servaient de témoins. Et de fait ce sont eux qui ont été jugés (applaudissements). Au point que, le lendemain, on m'a fait sortir de là, on m'a écarté, on m'a déclaré malade (rires). C'est la dernière qu'on fait ces gens-là, parce qu'ils brûlaient d'envie, en réalité, de me liquider une fois pour toutes. Mais je savais bien pourquoi ils n'osaient pas. Je connaissais la mentalité de tous ces gens-là, leur état d'esprit, la situation populaire, le refus et l'indignation énorme qu'avaient provoqués leurs assassinats, et j'ai eu aussi un peu de chance. Mais le fait que, dès le début de mon interrogatoire, un juge me sort le livre de Lénine : «Vous aviez un livre de Lénine !»

Et j'expliquais ce que nous étions : des partisans de Martí, et c'était vrai. Que nous n'avions rien à voir avec le gouvernement corrompu délogé du pouvoir, que nous nous fixions tels et tels objectifs. Bien entendu, je n'ai pas dit un mot de marxisme-léninisme, et il n'y avait pas de raison que j'en parle. J'ai dit ce que j'avais à dire, mais comme ce livre de Lénine a été mis sur le tapis, je me suis irrité, vraiment, et j'ai lancé : «Oui, ce livre de Lénine est à moi, je lis les

livres de Lénine et d'autres socialistes, et celui qui ne les lit pas est un ignorant !» Voilà ce que j'ai lancé aux juges et aux autres en plein tribunal (applaudissements).

C'était plus que je ne pouvais en supporter. Je n'allais pas dire : «Ecoutez, ce livre, quelqu'un l'a mis là.» Non, pas question (rires).

Et notre programme était exposé dans ma plaidoirie. Celui qui ne savait pas ce que nous pensions, c'est bien parce qu'il n'a pas voulu le savoir. Peut-être a-t-on voulu ignorer délibérément cette plaidoirie connue comme L'Histoire m'acquittera par laquelle je me suis défendu seul, parce que, comme je vous l'ai expliqué, on m'a expulsé du tribunal, on m'a déclaré malade, on a jugé tous les autres, et moi on m'a fait juger dans une petite salle d'hôpital. On ne m'y a pas hospitalisé, bien entendu, mais on m'a enfermé dans une cellule isolée de la prison, et on a ensuite converti la petite salle d'hôpital en une audience, avec les juges et quelques rares personnes serrées les unes contre les autres, presque tous des militaires, et j'ai eu le plaisir de pouvoir y dire tout ce que je pensais, au complet, en les défiant.

Je me demande - vous disais-je - comment on n'a pas déduit de là ce qu'était notre pensée, parce que tout était là. Ma plaidoirie contenait, pour ainsi dire, les fondements d'un programme de gouvernement socialiste, même si j'étais convaincu, bien entendu, que le moment n'était pas venu de le mettre en oeuvre, que cela se ferait en temps opportun, par étapes. J'y parlais déjà de la réforme agraire et je disais, entre bien d'autres choses de caractère social et économique, que toute la plus-value - sans dire ce mot, bien sûr (rires) - que les profits qu'obtenaient tous ces messieurs qui avaient tant d'argent, il fallait les consacrer au développement du pays, et j'ai laissé entendre que le gouvernement prendrait en charge ce développement et ces excédents d'argent.

J'ai même parlé du veau d'or. Je me suis rappelé la Bible et j'ai évoqué ceux qui adoraient le veau d'or, en claire allusion à ceux qui attendaient tout du capitalisme. Il a avait là un certain nombre de choses pour déduire comment nous pensions.

Par la suite, j'ai réfléchi que beaucoup de ceux qui pouvaient être touchés par une vraie révolution ne nous ont probablement pas cru, parce qu'on avait proclamé plus d'un programme progressiste ou révolutionnaire en cinquante-sept ans de néo-colonie yankee, et les

classes dominantes n'ont jamais cru que le nôtre pourrait se faire ou que les États-Unis le permettraient, et elles en ont fait peu de cas. Ça les a peut-être même amusées. En fin de compte, les programmes disparaissaient, les gens se corrompaient. Et elle se sont dit probablement : «C'est très beau, tout ça, c'est très sympathique, les rêves de ces garçons romantiques, mais à quoi bon en faire cas ?»

Elles éprouvaient de l'antipathie envers Batista, elles admiraient la lutte ouverte contre son régime abusif et corrompu, mais elles ont probablement sous-estimé la teneur de cette plaidoirie, où se trouvaient les bases de ce que nous avons fait ensuite et de ce que nous pensions, à la seule différence que bien des années d'expériences ont enrichi encore plus nos connaissances et nos perceptions au sujet de ces questions. C'était donc ma pensée dès cette époque.

Nous avons vécu la dure expérience d'une longue révolution, surtout ces dix dernières années, faisant face dans des circonstances très difficiles à des forces extrêmement puissantes. A vrai dire, nous avons fait ce qui semblait impossible. Nous avons presque fait des miracles. Bien entendu, au début, les lois ont été promulguées comme nous l'avions promis, et c'est alors qu'a vu le jour l'opposition toujours orgueilleuse et arrogantes des Etats-Uni, qui exerçaient beaucoup d'influence dans notre pays, et la Révolution s'est radicalisée à chaque coup et à chaque agression qu'elle recevait. Voilà comment a commencé cette longue lutte qui dure encore. Les forces dans nos pays se sont polarisées, entre une immense majorité en faveur de la Révolution et une minorité, sans doute le dixième ou moins de la population, qui s'y opposait. De sorte que le consensus dans notre pays a toujours été large, et jusqu'à nos jours.

Il faut savoir de quoi il y a lieu de s'inquiéter. Ainsi, nous avons consenti de gros efforts pour surmonter les préjugés en cours, pour transmettre des idées, pour conscientiser les gens, et ç'a été difficile.

Je me souviens de la première fois où j'ai parlé de la discrimination raciale. J'ai dû aller au moins trois fois à la télévision. J'ai été surpris de constater à quel point les préjugés que nous avaient apportés les voisins du Nord s'étaient enracinés, et plus que nous ne le supposions : tels clubs pour Blancs où les autres ne pouvaient pas

entrer, telles plages, presque toutes les plages, surtout dans la capitale, étaient pour les Blancs, il existait même des jardins publics et des promenades séparés, où les uns allaient dans un sens et les autres dans l'autre selon la couleur de la peau. Alors, nous avons ouvert toutes les plages au peuple et nous avons interdit dès les premiers jours la discrimination dans tous les lieux de loisirs, les jardins publics, les promenades. Cette injustice humiliante était absolument incompatible avec la Révolution.

Alors, un jour, j'ai parlé de tout ça. Quelle réaction, que de rumeurs, que de mensonges cela n'a-t-il pas déclenchés ! On a dit que nous allions obliger les Blancs et les Noirs à se marier ensemble. Exactement comme cette monstruosité selon laquelle nous allions ôter la puissance paternelle aux parents... J'ai dû retourner à la télévision pour parler de nouveau de la discrimination raciale, pour démentir toutes ces rumeurs et ces intrigues. Il n'a pas été facile de surmonter ce phénomène, qui n'était rien d'autre qu'une culture raciste imposée, qu'un préjugé humiliant et cruel.

Bref, nous avons consacré une bonne partie de notre temps durant ces années-là à conscientiser et à nous défendre des expéditions, des menaces d'agression extérieure, de la sale guerre, des plans d'attentat, des sabotages, etc. Il a fini par y avoir dans notre pays des bandes mercenaires armées dans toutes les provinces, équipées et alimentées par le gouvernement des États-Unis, mais nous leur avons fait face, nous ne leur avons pas laissé le temps ni la possibilité de prospérer, car notre propre expérience de la lutte irrégulière était encore toute récente, et nous avons pratiquement été un des très rares pays révolutionnaires à avoir liquidé totalement les bandes, malgré l'aide logistique qu'elles recevaient de l'extérieur. Nous y avons consacré beaucoup de temps.

Une de mes inquiétudes concrètes, c'est de voir que le résultat extraordinaire des élections a soulevé - et c'est logique - de nombreuses attentes au Venezuela. Que veux-je dire par là ? A la tendance naturelle, logique, de la population à rêver, à souhaiter qu'un grand nombre de problèmes accumulés se règlent en quelques mois. Je dois dire, en ami honnête, et pour mon propre compte, que certains problèmes ne peuvent se régler en quelques mois ni en quelques années (applaudissements).

Voilà pourquoi je vous ai lu ces données avant, parce que, des chiffres similaires, nous en lisons et en analysons tous les jours

dans notre pays : les cours du nickel ou du sucre, quels sont les rendements d'un hectare de canne, s'il y a eu ou pas de la sécheresse, quels sont les revenus, combien doit-on, que doit-on acheter d'urgence, combien coûte le lait en poudre, les céréales, les médicaments indispensables, les intrants de production et toutes les autres choses, et que faut-il faire...

A un moment donné, nous avons pu impulser les productions sucrières, les doubler pratiquement, les cours étaient élevés, nous avons acheté des machines, nous nous sommes mis à construire des ouvrages d'infrastructure, nous avons augmenté les investissements dans l'industrie, dans l'agriculture, les seules limites étant alors le niveau technologique des Soviétiques qui étaient en avance dans certains domaines et en retard dans d'autres. Leurs engins consommaient par exemple beaucoup de carburant.

Mais quand nous avons besoin d'acier en sus de la production nationale, nous en achetions autant qu'il en fallait. Un demi-million de mètres cubes de bois arrivait de Sibérie tous les ans, acheté contre du sucre, de nickel et d'autres produits, et ce toujours en vertu de la clause d'indexation, cet accord que nous avons signé avant la flambée des cours pétroliers : les cours de nos exportations ont augmenté dans la même mesure que ceux du pétrole (applaudissements). Combien de pétrole avons-nous fini par consommer ? Treize millions de tonnes par an, non seulement pour les services de transport, la mécanisation de l'agriculture, le bâtiment, les installations portuaires, les dizaines de milliers de kilomètres de route, les centaines de barrages et de retenues d'eau, surtout pour l'agriculture, les logements, les fermes laitières toutes équipées de la traite mécanique, les milliers d'écoles et les autres établissements collectifs, mais encore pour la consommation énergétique des usines et pour les logements. L'électricité touche 95 p. 100 de la population du pays. Nous disposions de ressources, que nous n'étions même pas capables de gérer avec le maximum d'efficacité.

Nous sommes en train de l'apprendre maintenant. On n'apprend pas grand-chose en époque de vaches grasses. C'est quand les vaches sont maigres, et même étiques qu'on apprend beaucoup. Mais nous avons fait beaucoup de choses qui nous ont permis d'atteindre ces résultats sur le plan économique, sur le plan social et sur bien d'autres plans, et dont je vous ai parlé.

Notre pays occupe aussi le premier rang en instituteurs par habitant. L'Unesco vient de publier un rapport qui nous a beaucoup satisfaits, à partir d'un sondage réalisé parmi 45 000 écoliers de neuvième et de huitième de quatorze pays latino-américains, dont les plus développés, sur leurs connaissances du langage et des mathématiques, et Cuba arrive largement en premier, avec une moyenne quasiment double de celle des autres pays (applaudissements). Et dans tous les autres indicateurs - âge des élèves par cours, abandon, redoublement et autres, qui mesurent la qualité de l'enseignement primaire, nous occupons, sans exception, le premier rang, notre pays étant le seul à occuper la catégorie I.

Nous disposons de beaucoup de nouveaux professeurs, qui accumulent chaque année plus de connaissances et d'expérience, de même que nous disposons d'une grande quantité de médecins, dont les connaissances ne cessent de s'enrichir. Cela se passe en général dans les professions libérales et dans bien d'autres domaines. Le pourcentage de revenu brut que nous investissons dans la science est incomparablement supérieur à celui des pays les plus développés d'Amérique latine, et nous comptons des dizaines de milliers de scientifiques, dont beaucoup ont fait de hautes études universitaires et possèdent des connaissances croissantes. Nous avons fait bien des choses et nous avons investi surtout en capital humain.

Quelle est donc ma crainte ? Eh bien, - et je le dis ici en toute franchise et je suis prêt à le dire n'importe où - c'est que vous avez vécu une époque de vaches grasses («Il y a belle lurette», lui crie-t-on dans le public.) Il y a belle lurette, c'est d'accord. En 1972, le baril de pétrole se cotisait à 1,90 dollar. Cuba, par exemple, pouvait, au début de la Révolution, acheter les quatre millions de tonnes de pétrole dont elle avait besoin pour le prix de quelques centaines de milliers de tonnes de sucre, aux cours mondiaux de celui-ci à l'époque. L'indexation des prix dont je vous ai parlé nous a sauvés quand les cours du pétrole se sont mis à flamber. Mais l'URSS s'est effondré et, avec elle, notre principal marché et les prix préférentiels. Nous avons dû réduire de moitié notre consommation de pétrole, qui était alors de 13 millions de tonnes, dépenser en combustibles une bonne partie de nos recettes d'exportation et apprendre à économiser.

Je vous ai parlé de joueurs de base-ball. Mais comme dans chaque sucrerie et dans chaque hameau, on joue au base-ball, le tracteur

servait bien souvent à transporter sur les remorques les joueurs, le public sur le lieu des rencontres, sans parler que bien des conducteurs allaient rendre visite à leur fiancée en tracteur (rires). Evidemment, nous étions passés de 5 000 tracteurs à 80 000.

Le peuple était maître de tout et nous avons changé de système, mais nous n'avons pas beaucoup appris à contrôler et à gérer tout ça, d'autant que nous avons commis certaines erreurs d'idéalisme. En tout cas, nous avons plus de choses à distribuer que maintenant. Certains affirmaient que Cuba avait «socialisé la pauvreté». Nous leur répondions : «Eh bien, il vaut mieux socialiser la pauvreté que distribuer les maigres richesses entre une petite minorité qui prend tout et le reste du peuple qui ne reçoit rien.»

Et nous sommes contraints, maintenant plus que jamais, à distribuer ce que nous avons avec le plus d'équité possible. N'empêche que des privilèges ont commencé à faire leur apparition dans notre pays, pour des raisons inévitables : envois d'argent des familles de l'étranger, tourisme, ouverture aux investissements étrangers dans certaines branches, ce qui nous a rendu plus difficile notre tâche sur le terrain politique et idéologique, parce que l'argent a une grande force qu'on ne peut sous-estimer.

Nous avons dû lutter contre tout ceci, mais nous avons tiré la conclusion qu'il était très facile d'être très pur sous une cloche de verre, en vivant en asepsie totale, mais que, le jour où vous en sortiez, le moindre moustique, le moindre insecte, la moindre bactérie risquait de vous liquider, exactement comme les bactéries, les parasites et les virus apportés par les Espagnols ont tué un grand nombre d'autochtones sur ce continent, parce que ceux-ci n'étaient pas immunisés contre eux. Nous nous sommes dit : «Apprenons donc à travailler dans des conditions difficiles, parce que, en fin de compte, la vertu se développe dans la lutte contre le vice.» Et voilà comment nous avons dû faire face à de nombreux problèmes dans les circonstances actuelles.

Vous avez donc connu une étape où les revenus du pays étaient énormes, quand le cours du baril de pétrole est passé de 1,90 dollar en 1972 à 10,41 en 1974, à 13,03 en 1978, à 29,75 en 1979, pour atteindre le tarif fabuleux de 35,69 dollars en 1980 ! De 1981 à 1985, le cours moyen a été de 30,10 dollars, une vraie manne en devises convertibles à ce titre. Je sais ce qui s'est passé ensuite, parce que chaque fois que je rencontrais des amis vénézuéliens, je

leur demandais comment ça allait chez eux, en pensant à la situation du pays, quels étaient leurs salaires à l'époque et maintenant, dix ans plus tard. Et j'ai pu constater qu'ils baissaient d'année en année. Ce n'est pas à moi à faire d'autres analyses que celles-ci. L'époque des vaches grasses est passée, aussi bien pour les Vénézuéliens que pour le reste du monde. Je remplis un devoir d'ami honnête, un devoir de frère, en vous suggérant, à vous qui constituez une puissante avant-garde intellectuelle, de réfléchir à fond sur ces questions, et en exprimant mon inquiétude de voir cet espoir, logique, naturel et humain, né de cette espèce de miracle politique qui vient de se produire au Venezuela, se convertir à court terme en de la déception et en un affaiblissement de ce processus si extraordinaire (applaudissements).

Je dois forcément me demander : quels exploits, quels miracles économiques pouvez-vous attendre dans l'immédiat alors que les cours des exportations essentielles du Venezuela sont profondément déprimés, que le pétrole est à 9 dollars le baril, autrement dit le cours le plus bas des vingt-cinq dernières années, alors que le pouvoir d'achat du dollar est bien inférieure à celui d'alors, que la population est plus grande qu'une grande quantité de problèmes sociaux se sont accumulés, que le monde traverse une crise économique et que nous vivons sur une planète néolibéralement mondialisée.

Je ne peux rien dire sur ce que nous ferions, nous, à votre place, et je ne dois pas le faire. Je ne peux pas, je suis un visiteur, je ne suis pas un conseiller, et personne ne m'a demandé mon opinion. Je réfléchis, tout simplement.

Je ne veux pas mentionner de pays, mais certains d'entre eux, parmi les plus importants, traversent une situation encore plus difficile que vous, et j'espère qu'ils pourront surmonter leurs difficultés.

Votre situation est difficile, mais pas catastrophique. Voilà comment je la verrais, si j'étais à votre place. Je vais vous dire quelque chose de plus, en toute franchise : vous ne pouvez pas faire ce que nous avons fait, nous, en 1959. Vous devrez avoir bien plus de patience que nous, et je veux parler de la partie de la population qui désire des changements sociaux et économiques radicaux dans l'immédiat.

Si la Révolution cubaine avait triomphé à un moment comme celui-ci, elle n'aurait pas se maintenir. Oui, cette même Révolution cubaine qui a fait ce qu'elle a fait ! Elle a vu le jour, et non par calcul, mais pas une curieuse coïncidence historique, quatorze ans après la fin de la seconde guerre mondiale, dans un monde bipolaire. Nous ne connaissions alors aucun Soviétique, et nous n'avions jamais reçu une seule balle des Soviétiques pour livrer notre lutte et faire la révolution, pas plus que nous nous sommes laissé conduire, après la victoire, par des conseillers politiques. Personne ne l'a tenté, d'ailleurs, parce que nous étions très rétifs face à ça. Nous, les Latino-Américains, nous n'aimons pas en général qu'on nous dise ou qu'on suggère des idées ou des choses.

A l'époque, bien entendu, il existait un autre pôle, et puissant. Et nous avons jeté l'ancre dans ce pôle né précisément d'une grande révolution sociale, un ancre qui nous a beaucoup servi face au monstre que nous avons près de nous et qui, dès que nous avons fait une réforme agraire, nous a supprimé aussitôt les livraisons de pétrole et d'autres produits vitaux et a réduit peu à peu à zéro les importations de sucre cubain, nous privant du jour au lendemain d'un marché qui s'était formé pendant plus de cent ans. Et les autres, en revanche, nous ont vendu du pétrole aux cours mondiaux, certes, mais payable en sucre aussi aux cours mondiaux. Nous avons donc exporté du sucre en URSS qui nous a livré du pétrole, des matières premières, des aliments et bien d'autres choses. Cela nous a laissé du temps pour conscientiser, pour semer des idées, pour créer une nouvelle culture politique (applaudissements). Oui, ça nous a donné du temps ! Et assez de temps pour nous consolider et pour pouvoir résister ensuite aux moments les plus incroyablement difficiles.

Et l'internationalisme que nous avons pratiqué et dont j'ai parlé nous a aussi donné de la force.

Je pense qu'aucun pays n'a vécu des circonstances plus difficiles. Et ne voyez pas là la moindre trace de vantardise si je vous dis, tâchant d'être objectif, qu'aucun autre pays de la planète n'aurait résisté. Les Vietnamiens, peut-être. Oui, je crois que les Vietnamiens sont capables de n'importe quelle résistance (applaudissements). Les Chinois aussi sont aussi capables de n'importe quel exploit.

Certains peuples possèdent des caractéristiques et des conditions

particulières, vraiment, des cultures très enracinées et bien à eux, héritées d'ancêtres millénaires, ce qui crée une capacité de résistance énorme. A Cuba, il s'agissait d'une culture héritée en grande partie d'un monde qui nous est devenu défavorable, et nous sommes retrouvés cernés de partout de régimes hostiles, de campagnes hostiles, de blocus et de pressions économiques de toutes sortes qui compliquaient énormément notre tâche révolutionnaire : six années de lutte contre les bandes à travers lesquelles notre puissant voisin mettait au point ses tactiques de sale guerre; des tas d'années à lutter contre des terroristes, contre des plans d'attentat... A quoi bon m'étendre ! Juste vous dire que je me sens très privilégié d'avoir pu revenir, quarante ans après, ici, à cet endroit d'ores et déjà inoubliable pour moi et cher (applaudissements), tout simplement parce que cela témoigne de l'inefficacité et de l'échec de ceux qui ont voulu hâter en moi le processus naturel et inévitable de la mort.

Je peux répéter maintenant ce que m'a dit un lieutenant qui m'avait fait prisonnier dans un bois, au petit jour, aux abords de Santiago de Cuba, quelques jours après l'attaque de la caserne Moncada. Nous étions un petit groupe et nous avons commis l'erreur - on en commet toujours - las de nous reposer sur des pierres et des racines, de dormir sous un petit auvent fait de feuilles de palmier, et nous nous sommes réveillés, des fusils braqués sur nos poitrines. C'était un lieutenant, un Noir, heureusement, et quelques soldats, les veines gonflées, assoiffés de sang. Mais ils ne savaient pas qui nous étions. Et quand ils nous ont demandé nos noms, j'en ai inventé un. Prudence, hein ? (Rires.) Astuce, non ? (Applaudissements.) Intuition, peut-être, instinct. Ce n'était pas par peur, je peux vous l'assurer, parce qu'il y a des moments dans la vie comme ça, où vous savez que vous allez mourir, et c'est alors l'honneur, l'orgueil, la dignité qui vous font agir.

Si j'avais dit mon vrai nom, ç'aurait été pan-pan-pan ! aussitôt, et ils auraient liquidé notre petit groupe. Quelques minutes après, ils ont découvert à proximité plusieurs armes abandonnées par des compagnons qui n'étaient plus physiquement en condition de poursuivre la lutte, dont certains étaient même blessés, et qui, avec l'accord de tous les autres, étaient rentrés en ville pour se présenter directement aux autorités judiciaires. Nous n'étions plus restés, donc, que trois hommes armés, et nous avons été capturés comme je viens de vous le raconter.

Et quand les soldats, fouillant aux alentours, découvrent ces armes abandonnées, ils deviennent hyper-furieux. Nous sommes ligotés, et ils nous visent à la tête, les fusils chargés. Et alors, ce lieutenant - c'est vraiment incroyable, et c'est quelque chose que je n'ai jamais raconté en détail publiquement - va d'un soldat à l'autre, tentant de les calmer, et il n'y arrive quasiment pas. Et il répète plusieurs fois à voix basse : «Les idées ne se tuent pas ! Les idées ne se tuent pas !» Allez donc savoir pourquoi cet homme disait ça...

C'était quelqu'un de déjà mûr, il avait suivi quelques cours à l'université. En tout cas, il avait cette idée en tête et il répétait à voix basse, comme s'il parlait pour lui-même : «Les idées ne se tuent pas !» Alors, quand je constate l'attitude de cet homme à ce moment critique et que je vois qu'il a un mal fou à empêcher les soldats furieux de nous abattre, je me lève et je lui dis, mais à part, bien entendu : «Lieutenant, je suis Untel, le principal responsable de l'action. Quand je vois votre attitude chevaleresque, je ne peux continuer de vous tromper, et je veux que vous sachiez qui est votre prisonnier.» Et l'homme me répond : «Ne le dites à personne ! Ne le dites à personne !» (Applaudissements.) Vous pouvez l'applaudir, parce qu'il m'a sauvé la vie à trois reprises en quelques heures.

Les soldats, encore très furieux, nous font mettre en route, et voilà que des tirs éclatent non loin de là. Ils se mettent en position de combat et nous disent : «Couchez-vous ! Couchez-vous !» Moi, je reste debout et je dis : «Non, je ne me couche pas !» Cela me semblait un stratagème pour nous éliminer. Et je dis : «Non !» Je le dis aussi au lieutenant qui insistait pour que nous nous protéjions : «Je ne m'allonge pas par terre. Si vous voulez tirer, eh bien, tirez !» Et alors il me dit, écoutez bien : «Vous êtes des gars vraiment courageux !» Quelle réaction incroyable !

Je ne veux pas dire qu'il m'a sauvé la vie à ce moment-là, mais en tout cas il a eu cette réaction. Après avoir rejoint la route, il nous fait monter dans un camion. Il y avait tout près de là un commandant vraiment sanguinaire, qui avait déjà assassiné de nombreux compagnons à nous et qui voulait que le lieutenant lui confie les prisonniers. Mais le lieutenant refuse, disant que ce sont ses prisonniers et qu'il ne les lui cédera pas. Il me fait monter dans la cabine avant du camion. Le commandant voulait qu'il nous conduise à la caserne Moncada, et ce lieutenant, d'une part, refuse de nous céder à ce commandant - et il nous sauve la vie pour la deuxième fois - et, d'autre part, refuse de nous conduire à la Moncada - il nous

sauve la vie pour la troisième fois - et il nous emmène à la prison, au milieu de la ville. Voyez un peu. C'était pourtant un officier de cette armée contre laquelle nous nous battions. Après, au triomphe de la Révolution, il a été nommé capitaine et aide-de-camp du premier président du pays.

Comme le disait ce lieutenant, les idées ne se tuent pas (applaudissements). Et nos idées ne sont pas mortes, personne n'a pu les tuer, et ce sont les idées que nous avons semées et développées au long de cette trentaine d'années de lutte, plus ou moins jusqu'en 1991, quand commence la Période spéciale, qui nous ont donné la force de résister. Sans ces années dont nous avons disposé pour éduquer, pour semer des idées, pour conscientiser, pour inculquer des sentiments de solidarité profonde au sein du peuple et un esprit de générosité internationaliste, notre peuple n'aurait pas eu la force de résister.

Je parle de choses qui ont un peu à voir avec des questions de stratégie politique, très compliquées, parce qu'on peut les interpréter d'une façon ou d'une autre, et je sais très bien ce que je veux exprimer. Je dis que même une révolution comme la nôtre, qui a triomphé avec le soutien de plus de 90 p. 100 de la population, un soutien unanime, enthousiaste, avec une grande unité nationale, une force politique terrible, n'aurait pas pu résister. Nous n'aurions pas pu préserver la Révolution dans les circonstances actuelles de ce monde mondialisé.

Je ne conseille à personne de cesser de se battre d'une façon ou d'une autre, et il y en a beaucoup, entre autres l'action des masses dont le rôle et la force croissante sont toujours décisifs.

Nous-mêmes, nous sommes lancés dans une grande bataille d'idées, de transmission d'idées, partout. Telle est notre tâche. Je n'aurais jamais l'idée de dire à quelqu'un aujourd'hui : Faites une révolution comme la nôtre, parce que nous ne pourrions, dans les circonstances actuelles que nous croyons connaître assez bien, suggérer : Faites ce que nous avons fait. Si nous étions encore à cette époque-là, nous dirions peut-être : Faites ce que nous avons fait, car le monde était différent, et les expériences aussi. Nous avons bien plus de connaissance, bien plus de conscience des problèmes, et nous plaçons par-dessus tout le respect et la préoccupation des autres.

Quand les mouvements révolutionnaires d'Amérique centrale, dont la situation est devenue très difficile du jour où il n'a plus existé qu'un monde unipolaire et où même la révolution nicaraguayenne n'est pas parvenue à se maintenir au pouvoir, menaient des négociations de paix, ils nous rendaient de fréquentes visites, car c'étaient des amis de Cuba de longue date, pour nous demander notre opinion. Nous leur disions : « Ne nous demandez pas d'opinions là-dessus. Si nous étions à votre place, nous saurions quoi faire, ou bien nous pourrions penser à ce que nous devrions faire, mais nous ne devons pas donner d'avis à quelqu'un d'autre, quand ce quelqu'un d'autre doit appliquer des avis ou des critères sur des questions aussi vitales que la lutte jusqu'à la mort ou la négociation. Ça, seuls les révolutionnaires de chaque pays peuvent le décider. Nous soutiendrons la décision que vous prendrez ». Ç'a été une expérience singulière, et c'est la première fois que je raconte en public. Chacun a ses points de vue, mais personne n'a le droit de transmettre à d'autres sa propre philosophie face à la vie ou à la mort. Voilà pourquoi je dis qu'il est si délicat de donner des opinions.

Autre chose est le cas des points de vue, des critères et des avis sur des questions mondiales qui concernent la planète, des tactiques et des stratégies recommandables. En tant que citoyens du monde et membres de l'espèce humaine, nous avons le droit d'exprimer en toute clarté notre pensée à quiconque veut l'écouter, qu'il soit révolutionnaire ou non.

Voilà bien longtemps que nous avons appris quelles devaient être les relations avec les forces progressistes et révolutionnaires. Ici, devant vous, je me borne à transmettre des idées, des réflexions, des concepts qui sont compatibles avec notre condition commune de patriotes latino-américains, parce que, je le répète, je vois se lever un jour nouveau au Venezuela, pilier inébranlable et inséparable de l'histoire et du destin de l'Amérique latine. On a le droit de faire confiance en l'expérience ou en son point de vue; non que nous soyons infaillibles, tant s'en faut, ou que nous n'ayons pas commis d'erreurs, mais parce que nous avons eu l'occasion d'étudier à cette université que représente quarante longues années de révolution.

Voilà pourquoi j'ai dit que votre situation n'est pas catastrophique, loin de là, mais que votre situation économique difficile entraîne des risques pour cette chance qu'il nous semble voir se profiler ici.

Certaines coïncidences ont de quoi impressionner. Cette situation vénézuélienne survient au moment critique de l'intégration de l'Amérique latine, à un moment spécial où ceux qui se trouvent plus au sud ont besoin, dans leur effort unitaire, de l'aide de ceux qui vivent au nord de l'Amérique du Sud (applaudissements), autrement dit de votre aide. Le moment est venu où les Caraïbes ont besoin de vous. Le moment est venu où vous pouvez être le point de liaison, la passerelle, la charnière - comme vous voulez l'appeler- ou le pont d'acier entre les Caraïbes, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud. Personne ne se trouve dans les mêmes conditions que vous pour lutter en faveur de quelque chose d'aussi important et d'aussi prioritaire, en cet instant difficile, que l'union, que l'intégration, ou alors, mettons, que la survie, non seulement du Venezuela, mais de tous les pays de notre culture, de notre langue et de notre race (applaudissements).

Il faut être plus que jamais bolivarien; il faut brandir plus que jamais cette idée que la patrie est l'humanité, en étant conscients que nous ne pourrions nous sauver que si l'humanité se sauve (applaudissements); que nous ne pouvons être libres que si nous faisons en sorte que l'humanité le soit - et nous sommes loin, très loin de l'être; que si nous faisons en sorte que le monde soit vraiment juste, et un monde juste est possible et probable, même si, à force de voir, de réfléchir et de lire, j'ai abouti à la conclusion qu'il ne reste plus guère de temps à l'humanité pour y parvenir.

Je ne vous donne pas seulement mon avis, je vous donne aussi ceux de bien des personnes que j'ai recueillis. Nous avons tenu récemment à Cuba un congrès d'un millier d'économistes, dont 600 provenaient de plus de 40 pays, bien des gens éminents, et les débats ont porté sur 55 communications traitant des problèmes de la mondialisation néolibérale, de la crise économique internationale, de ce qui se passe.

Parce que j'aurais dû ajouter que je n'ai malheureusement pas beaucoup d'espoir que les cours de vos produits de base augmentent l'année prochaine, ou dans les deux ou trois années qui viennent. Notre nickel se cote maintenant à moitié prix. Voilà encore peu, il était à 8 000 dollars la tonne, et il est maintenant à 4 000. Voilà deux jours, le sucre était à 6,5 centime de dollar la livre, ce qui ne couvre même pas les coûts de production, les dépenses de combustible, les pièces, la force de travail, les produits

intermédiaires, etc. C'est là un problème social, et pas seulement économique, parce que des centaines de milliers de travailleurs vivent de ces sucreries, les aimant, possédant des traditions de production sucrière très enracinées, qui se transmettent de génération en génération, et nous n'allons pas fermer ces sucreries. En tout cas, pour l'instant, la production sucrière laisse plutôt des pertes qu'autre chose.

Nous avons quelques ressources. Le tourisme, que nous avons développé par nos propres moyens pour l'essentiel, a pris un grand essor ces dernières années, et puis nous avons adopté une série de décisions qui ont été efficaces. Je ne vais pas vous expliquer comment nous nous sommes ingéniés pour obtenir tout ce que je vous ai mentionné sans politique de choc, sans ces fameuses thérapies appliquées avec tant d'insensibilité ailleurs, mais en adoptant des mesures d'austérité qui ont été consultées avec l'ensemble du peuple. Avant d'être présentées à l'Assemblée nationale, elles ont été discutées par le peuple, par les syndicats, par les travailleurs, par les paysans, par les étudiants, au cours de centaines de milliers de réunions : que fallait-il faire avec tel prix, lequel il fallait hausser et pourquoi, lequel il ne fallait pas augmenter et pourquoi. Ces mesures ont ensuite été soumises à l'Assemblée nationale, puis elles sont retournées à la base. Chaque décision à prendre a été discutée, de sorte qu'elle soit appliquée par consensus, et non par la force.

Les surdoués du Nord pensent ou feignent de penser que c'est par la force qu'il existe une révolution cubaine. Ils n'ont pas assez de matière grise pour comprendre que dans notre pays, éduqué dans des concepts révolutionnaires et humains élevés, ce serait impossible, absolument impossible (rires et applaudissements). Ça ne s'obtient que par consensus, et rien d'autre. Rien que par le maximum de coopération et de soutien du peuple. Mais le consensus a ses exigences. Nous avons appris à le créer, à le maintenir, à le défendre. Et, dans ce cas, il faut voir ce qu'est la force d'un peuple uni, décidé à lutter et à vaincre.

Une fois, de petits troubles ont éclaté, qui n'étaient pas politiques, pour l'essentiel. C'était au moment où les États-Unis stimulaient par tous les moyens les départs illégaux vers leur territoire, où ils accordent le droit de résidence automatique aux Cubains - ce qu'ils ne font pour aucun citoyen d'aucun autre pays du monde - stimulant n'importe qui à fabriquer un radeau plus sûr que le Kon-Tiki pour

tenter de rejoindre, poussé par le Gulf Stream, le riche pays d'en face, ou alors à recourir à des bateaux à moteur, car beaucoup de gens possèdent des bateaux de sport. Et là- bas, on vous reçoit avec tous les honneurs, en héros, même si vous avez volé un bateau.

L'incident était associé à un plan consistant à voler un bateau de passagers dans le port de La Havane en vue d'abandonner le pays, ceci a provoqué une certaine perturbation de l'ordre et certaines gens ont commencé à jeter des pierres contre des vitrines. Quelle méthode avons-nous donc employée? Nous n'avons jamais utilisé un soldat ou un policier contre des civils. On ne verra pas chez nous de voitures-pompes en train de lancer de puissants jets d'eau contre des personnes, comme on le voit si souvent en Europe, ou presque tous les jours, ou des gens équipés de scaphandres dont on dirait qu'ils vont partir pour un voyage dans l'espace (rires et applaudissements). Non, chez nous, c'est le consensus qui maintient la Révolution, qui lui donne sa force.

Ce jour-là, je m'en souviens, j'arrivais à mon bureau vers midi et on me donne la nouvelle. Je réunis les gens de mon escorte qui portent des armes, et je leur dis : «Nous allons sur les lieux des désordres. Interdiction absolue d'utiliser une arme !» Je préférerais réellement qu'on tire sur nous plutôt que d'utiliser les armes dans des circonstances pareilles, et voilà pourquoi je leur ai donné des instructions catégoriques, et, disciplinés, ils sont partis avec moi.

Combien de temps ont duré les troubles quand nous sommes arrivés sur place. Une minute, peut-être même moins. Les gens étaient aux balcons de leurs maisons, la majorité, mais on les voyait un peu désemparés, surpris de voir des délinquants en train de briser les vitrines à coups de pierre. Et quand nous sommes arrivés, soudain les gens se sont mis à applaudir, et jusqu'aux délinquants, j'ai l'impression, la masse entière a commencé à agir. Il faut voir comment la situation a basculé, c'était impressionnant. Comme le peuple réagit quand il se rend compte de quelque chose contre la Révolution !

Mon intention était de me rendre jusqu'au musée de la Ville où se trouvent les bureaux de l'Historien : «Dans quelle situation se trouvera Leal ?», se demandaient les gens parce qu'on disait qu'il était assiégé dans le musée. Mais quelques rues après, près du front de mer, avec une grande foule qui nous accompagnait, on ne

voyait aucun signe de violence. J'avais dit : «Non, pas un seule unité, pas une arme, pas un soldat.» Si vous faites confiance au peuple, si vous avez de la morale face au peuple, il n'y a pas lieu de recourir aux armes et dans notre pays, nous ne les avons jamais employées (applaudissements).

Il faut donc de l'unité, de la culture politique, et le soutien conscient et militant du peuple. Nous avons pu les créer en travaillant longtemps. Vous, les Vénézuéliens, vous ne pourrez pas les créer en quelques jours ni en quelques mois.

Si, au lieu d'un vieil ami, de quelqu'un à qui vous avez fait le très grand honneur de le recevoir avec affection et confiance, si, au lieu d'un vieux et modeste ami - je le dis en toute franchise - il y avait ici l'un des pères de la patrie vénézuéliens, ou, j'oserais dire plus, cet homme si grand et si talentueux qui a rêvé de l'unité de l'Amérique latine, s'il était là pour parler avec vous à ce moment même, je suis convaincu qu'il vous dirait : «Sauvez ceci ! Sauvez cette chance !» (Applaudissements prolongés.)

Je crois que vous pouvez être heureux et que vous allez vous sentir heureux de bien des choses que vous pourrez faire, à portée de vous, qui dépendent de facteurs subjectifs et de très peu de ressources. C'est ce que nous avons fait. Mais on ne pourrait penser, vraiment, à des ressources abondantes : un peu d'addition et de soustraction suffit à comprendre. Vous pouvez trouver des ressources, et vous pouvez les trouver pour régler bien des questions prioritaires, fondamentales, essentielles, mais vous ne pouvez rêver que la société vénézuélienne va retrouver pour le moment les ressources dont elle a pu disposer dans des circonstances très différentes. Aujourd'hui, le monde est en crise, les produits de base sont absolument déprimés, et ça, l'ennemi tentera de l'utiliser.

Soyez sûrs que nos aimables voisins du Nord ne sont pas du tout contents, mais alors pas du tout, de ce qui se passe au Venezuela (applaudissements) et qu'ils ne lui souhaitent aucun succès.

Je ne viens pas ici semer la zizanie, tant s'en faut. Au contraire, je parlerais plutôt de sagesse mêlée de prudence, de toute la prudence nécessaire, seulement la nécessaire. Mais vous devez être d'habiles hommes politiques, vous devez même être d'habiles diplomates. Vous ne pouvez effrayer trop de monde. Et mon

expérience me permet de vous suggérer de soustraire le moins possible (rires et applaudissements).

Une transformation, un changement, une révolution au sens que l'on donne aujourd'hui à ce mot, implique, quand on regarde au-delà du petit arpent de terre où l'on est né, quand on pense au monde, quand on pense à l'humanité, que l'on ajoute. Ajoutez donc, ne soustrayez pas. Voyez un peu, ce lieutenant qui dirigeait le peloton qui m'a fait prisonnier s'est ajouté, il ne s'est pas soustrait (applaudissements). J'ai été capable de comprendre cet homme tel qu'il était. Et j'en ai connu un certain nombre dans ma vie, et même beaucoup.

S'il est vrai que c'est la condition sociale, la situation sociale qui contribue le plus à la formation de la conscience des gens, il n'en reste pas moins que j'étais en fin de compte un fils de propriétaire terrien, qui disposait de pas mal de terre comparé à l'étendue de Cuba - peut-être pas par rapport au Venezuela -, mais mon père avait fini de posséder un millier d'hectares à lui et dix mille de terres en fermage qu'il exploitait. Il était né en Espagne, et il était un jeune paysan pauvre quand on l'a amené lutter contre les Cubains.

Tout récemment, quelqu'un, qui voulait offenser les Espagnols, qui était irrité parce que les Espagnols ont accru leurs investissements en Amérique latine, a publié un article très dur contre l'Espagne dans une revue nord-américaine importante. On voit qu'ils sont furieux aux États-Unis, qu'ils veulent tout pour eux, qu'ils ne veulent pas qu'une seule peseta espagnole s'investisse par ici, encore moins à Cuba, et cet article disait entre autres choses : Il a beau attaquer l'impérialisme, Fidel Castro est un admirateur de la reconquête. Oui, cet article présentait ça comme une reconquête des Espagnols. Il s'intitulait A la recherche du nouvel Eldorado et ajoutait à un moment donné de cette furieuse estocade : le dirigeant cubain, fils d'un soldat espagnol qui a lutté du mauvais côté pendant la guerre d'Indépendance, ne critique pas la reconquête.

Et je me mets à penser à mon père, qu'on a dû recruter quand il avait seize ou dix-sept ans, et qu'on a expédié à Cuba, comme on faisait à l'époque, pour le situer sur une ligne fortifiée. Peut-on vraiment accuser mon père d'avoir lutté du mauvais côté ? Non. En tout cas, il a lutté du côté correct, celui des Espagnols. Que veut-on ? Qu'il ait été versé en marxisme, en internationalisme et tout le saint frusquin, alors qu'il savait à peine lire et écrire ?

(Applaudissements.) On l'a recruté, oui, et je me dis qu'il a lutté du bon côté. Ceux qui se trompent, ce sont ceux de la revue yankee. S'il avait lutté du côté des Cubains, il aurait été du mauvais côté, parce que ce n'était pas son pays, qu'il ne savait rien de tout ça et qu'il ne pouvait pas comprendre pour quoi luttaienent les Cubains. C'était un simple recrue, expédié à Cuba comme des centaines de milliers d'autres. A la fin de la guerre, on l'a rapatrié en Espagne. Et il est revenu à Cuba quelque temps après pour travailler comme péon.

Plus tard, mon père est devenu propriétaire terrien. Je suis né et j'ai vécu dans un latifundio, et ça ne m'a pas fait de mal, cela m'a permis de connaître mes premiers amis, des enfants pauvres de l'endroit, des fils d'ouvriers agricoles et de modestes paysans, tous victimes du système capitaliste. Je suis allé plus tard dans des écoles plus de l'élite, pour ainsi dire, mais je m'en suis bien sorti, heureusement. Oui, heureusement, parce que j'ai eu la chance d'être fils, et non petit-fils, de propriétaire terrien. Si j'avais été un petit-fils, je serais sans doute né, j'aurais sans doute vécu et grandi dans une ville, parmi des enfants riches, dans un quartier très distingué, et je n'aurais jamais acquis mes idées de communiste utopique ou de communiste marxiste, ni rien de tel. Personne ne naît révolutionnaire ni poète ni, encore moins, guerrier. Ce sont les circonstances qui font l'homme ou lui donnent l'occasion d'être une chose ou une autre.

Si Colomb était né un siècle avant, personne n'aurait jamais entendu parler de lui. L'Espagne était encore occupée en partie par les Arabes. S'il ne s'était pas trompé et s'il avait vraiment existé une voie maritime directe jusqu'en Chine, au lieu de se heurter à ce continent imprévu, il n'aurait pas duré un quart d'heure sur les côtes chinoises ! Parce que Cuba, il l'a conquise avec douze chevaux, mais à cette époque les Mongols avaient déjà des armées de centaines de milliers de cavaliers (applaudissements). Voyez un peu comment sont les choses...

Je ne dis rien de Bolívar, parce que Bolívar est né où il devait naître, le jour où il fallait, de la façon dont il le fallait, un point c'est tout ! (Applaudissements.) Je laisse de côté l'hypothèse de ce qu'il se serait passé s'il était né cent ans avant ou cent ans après, parce que c'était impossible (rires; on lui crie du public : «Le Che.»)

Le Che ? Le Che a été présent ici à chaque seconde de ce que j'ai

dit et en train de parler d'ici ! (Applaudissements prolongés.)

Bon, maintenant je conclus pour de bon. Des industriels m'attendent (rires). Comment vais-je donc changer de discours ? Eh bien, écoutez, je vais leur dire la même chose, en toute honnêteté, par-dessus tout (rires). Je crois qu'il y a une place pour toutes les personnes dignes dans ce pays, pour toutes les personnes sensibles, pour toutes les personnes capables d'écouter la voix de la patrie et du moment. La voix de l'humanité, dirais-je, celle que vous devez transmettre à vos compatriotes.

Je vous ai parlé d'une réunion à laquelle ont participé six cents économistes provenant de nombreux pays, des tas de personnes intelligentes, des écoles les plus diverses, et nous avons analysé tous ces problèmes à fond. Nous ne voulions pas une réunion sectaire, ou de gauche ou de droite. Mais nous avons même invité Friedman, mais évidemment, avec ses quatre-vingt-deux ans, il s'est excusé et a dit qu'il ne pouvait pas venir. Nous avons même invité Soros pour qu'il défende ses points de vue, les Chicago Boys, les monétaristes, les néolibéraux, parce que ce que nous voulions, c'était discuter, et on a discuté cinq jours, de lundi à vendredi.

Cette réunion a découlé d'une suggestion que j'avais faite à une rencontre précédent d'économistes latino-américains. On y parlait de beaucoup de choses, et alors j'ai dit : Compte tenu de tous les problèmes qui nous attendent, pourquoi ne nous concentrons-nous pas sur la crise économique et sur les problèmes de la mondialisation néolibérale ? Et ça s'est fait. Les personnes pressenties ont envoyé des centaines de communications, nous en avons choisi cinquante-cinq qui ont toutes été débattues. Les autres vont être de toute façon publiées. Toutes très intéressantes, très éducatives, très instructives. Nous envisageons de le faire tous les ans. Puisqu'il existe déjà le forum de Davos où se réunissent je ne sais combien de représentants de transnationales et de tous les riches du monde, notre petite île peut être un modeste point où nous puissions nous réunir, nous qui ne sommes pas des propriétaires de transnationales ni rien de tout ça. Mais nous allons organiser cette réunion tous les ans à partir de l'expérience que nous avons eue.

Je devais clore cette réunion. Nous avons dit : pas de guitare quand commence la réunion. Vous savez en effet que ce genre de choses commencent généralement par une guitare, une chorale...

Oh, pardon, il y a eu une chorale ici aussi, et très bonne (rires). Mais là bas, j'ai dit : dès que commence la réunion, à la minute même, on discute la première communication. Et cela a duré cinq jours, matin, après-midi et soir.

On m'avait donc confié la clôture de la réunion et quand j'ai pris la parole, il est minuit. Si vous me le permettez encore quelques minutes, parce que c'est très bref (rires), j'aimerais répéter ici ce que j'ai dit là-bas, parce que cela reprend en quelque sorte en résumé l'essence de bien des choses que j'ai dites ici :

Chers délégués, observateurs et invités;

Parce que vous me faites cet honneur, je ne vais pas prononcer un discours, je me bornerai à présenter un exposé.

Je le ferai dans un style télégraphique et il s'agira, dans une bonne partie, d'un dialogue avec moi-même.

Mois de juillet. Rencontre d'économistes de latino-américains et des Caraïbes. Sujet: Grave crise économique mondiale en vue.

Nécessité de convoquer une réunion internationale. Thème central: La crise économique et la mondialisation néolibérale.

Large débat.

Toutes les écoles.

Confronter les arguments.

On a travaillé dans cette direction.

Maximum de réduction possible de dépenses pour tous.

Travailler matin, après-midi et soir.

Exceptionnel sérieux et discipline durant ces cinq jours.

Nous avons tous parlé en toutes libertés. Nous y sommes parvenus. Nous en sommes reconnaissants.

Nous avons beaucoup appris en vous écoutant.

Grande variété et diversité d'idées. Extraordinaire démonstration

d'esprit d'étude, de talent, de clarté et de beauté d'expression.

Nous avons tous des convictions.

Nous pouvons tous enflure les uns sur les autres.

Nous en tirerons à la longue, des conclusions similaires.

Mes plus profondes convictions: l'incroyable et inédite mondialisation actuelle est un produit du développement historique; un fruit de la civilisation humaine atteint dans un très bref laps de temps de ne pas plus de trois mille ans dans la longue vie de nos prédécesseurs sur la planète. Ils étaient déjà une espèce complètement évoluée. L'homme actuel n'est pas plus intelligent que Péricles, Platon ou Aristotele ; bien que nous ne sachions pas s'il serait suffisamment intelligent pour résorber les complexes problèmes du présent. Nous parions qu'il y arrivera. Notre réunion a traité tout cela.

Une question : S'agit-il d'un processus réversible ? Ma réponse, celle que je me donne moi-même, est non.

Quelle type de mondialisation avons-nous aujourd'hui ? Une mondialisation néolibérale ? C'est ainsi que nombreux d'entre nous l'appelons. Est-elle soutenable ? Non. Pourra-t-elle tenir longtemps ? Absolument pas. Question de siècles ? Catégoriquement, non. Durera-t-elle seulement des décennies ? Oui, seulement des décennies. Mais plus tôt que tard elle n'existera plus.

Est-ce que je me prends pour une espèce de prophète ou de devin ? Non. Sais-je beaucoup d'économie ? Non. Presque absolument rien. Pour affirmer ce que j'ai dit, il suffit de savoir additionner, soustraire, multiplier et diviser. Les enfants apprennent ces choses-là à l'école primaire.

Comment se fera la transition ? Nous ne le savons pas. Passant par des larges révolutions violentes ou des grandes guerres ? Il paraît improbable, irrationnel et suicidaire. Par des crises profonde et catastrophiques ? Hélas, c'est le plus probable, c'est presque, quasi inévitable et elle traversera des voies et des formes de lutte très diverses.

Quelle type de mondialisation sera-t-elle ? Elle ne pourrait être autre

qu'une mondialisation solidaire, socialiste, communiste ou comme vous voudriez bien l'appeler.

La nature et l'espèce humaine, disposent-elles de beaucoup de temps pour résister l'absence d'un tel changement ? De très peu. Qui seraient les créateurs de ce nouveau monde ? Les hommes et les femmes qui habitent notre planète.

Quelles seraient les armes essentielles ? Les idées, les consciences. Qui les sèmeront, les cultiveront et les rendront-elles invincibles ? Vous. S'agit-il d'une utopie, d'un rêve de plus parmi bien d'autres ? Non, parce que c'est objectivement inévitable et qu'il n'a pas d'alternative. Il a déjà été rêvé il n'y a pas très longtemps, mais peut-être d'une manière prématurée. Comme le dit le plus lucide des fils de cette île, José Martí : « Les rêves d'aujourd'hui seront les réalités de demain ».

J'ai terminé mon exposé. Maintenant je suis à votre disposition si vous voulez poser des questions.

Pardonnez-moi d'avoir abusé de votre patience. Je vous promets dans quarante ans, quand vous m'inviterez de nouveau, d'être plus bref. (Applaudissements et slogans de : «Fidel, Fidel, Fidel !»)

Vous avez eu de la chance que je n'ai pas inclus la fameuse brochure. Savez-vous ce que c'était ? Le document du synode de Rome, publié à Mexico. (On lui crie quelque chose du public.) Je ne vais pas le lire. Une bonne partie de ce que j'ai souligné en lisant cette exhortation apostolique coïncide avec bien des idées que j'ai exprimées devant vous. Je pensais l'utiliser pour prouver que beaucoup de ce qu'on pense aujourd'hui dans le monde au sujet du système désastreux en place ne provient pas seulement de sources de gauche, de sources politiques. Des arguments, des expressions ou des affirmations condamnant la pauvreté, les injustices, les inégalités, le néolibéralisme, les gaspillages des sociétés de consommation et bien d'autres calamités sociales et humaines engendrées par l'ordre économique qu'on impose au monde, proviennent aussi d'institutions en rien suspectes de marxisme, comme l'Eglise catholique et romaine. Bien d'autres Eglises chrétiennes pensent pareil.

Le mieux aurait peut-être été que je sois arrivé avec ce document sur moi, que je vous lise ce que j'avais souligné. Vous auriez pu partir quatre heures et demie avant (rires).

Je vous remercie. (Ovation.)

Versiones Taquigráficas - Consejo de Estado